

# En route pour l'assistance



<http://www.youpil.com/fr/category/type-d-article/dessin?page=1&ypdlaano>

*Quelles représentations ont les bénéficiaires de leur situation d'aide sociale :  
convergences et divergences avec les discours dominants médiatiques ?*

Réalisé par : Sandra Stepanovic

Promotion : BAC 09

Sous la direction de : Véronique Antonin-Tattini

Février 2013

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que son auteure.

À des fins de concision, la féminisation n'a pas été systématiquement utilisée. Toutefois, la désignation faite des personnes et de leurs fonctions peut s'appliquer indifféremment aux femmes et aux hommes.

# **Table des matières**

## Table des matières

<b>Introduction :</b>	6
1. Introduction	7
2. Présentation de la recherche	8
3. Objectifs de la recherche	9
<b>Cadre théorique retenu</b>	10
1. La pauvreté	11
2. Exclusion sociale	18
3. Le rôle social du travail	21
4. Identité et identité sociale	24
5. L'identité sociale	25
6. Historique et création de l'aide sociale	26
7. Introduction aux bases légales de l'aide sociale	28
8. Principes de l'aide sociale	31
9. Que sait-on de la pauvreté et de l'aide sociale en Valais ?	34
10. L'aide sociale aujourd'hui, à quoi doit-elle faire face ?	39
11. Les sanctions à l'aide sociale	44
12. Représentations sociales	45
13. Différentes hypothèses	47
14. Méthodologie d'enquête	48
<b>Analyse</b>	51
1. Analyse de l'abus dans les discours dominants médiatiques	52
1.1. Ce que disent les médias :	52
1.2. Analyse de l'abus dans les discours médiatiques :	53
2. Analyse des témoignages des bénéficiaires	55
2.1. Le déroulement du quotidien des bénéficiaires – <i>hypothèse 1</i>	56
2.2. Les bénéficiaires d'aide sociale face au marché de l'emploi – <i>hypothèse 2</i>	66
2.3. Les bénéficiaires d'aide sociale face au marché de l'emploi – <i>hypothèse 3</i>	72
3. Vérification des hypothèses	74
3.1. Vérification de l'hypothèse 1	74
3.2. Vérification de l'hypothèse 2	75
3.3. Vérification de l'hypothèse 3	76
4. Bilan personnel	77

5. Difficultés de la recherche .....	77
6. Limites de la recherche .....	78
7. Conclusion personnelle .....	78
8. Perspectives et pistes d'action professionnelle.....	79
<b>Bibliographie</b> .....	81
1. Recherche bibliographique .....	82
<b>Remerciements</b> .....	86
<b>Annexes</b> .....	88

## Résumé

Une certaine population, exclue du marché de l'emploi, et rendue responsable de son inactivité professionnelle, n'a pas d'autres choix que de faire appel aux prestations de l'aide sociale. Bien que de nombreuses mesures d'insertion sociales et professionnelles existent, une partie des bénéficiaires d'aide sociale ne retrouvent jamais le chemin de l'emploi sur le premier marché du travail. De plus, depuis une bonne dizaine d'années, l'aide sociale est exposée à la critique, et les cantons suisses réforment régulièrement leur législation. Les médias se saisissent également de ce phénomène, et titrent, parfois sans pudeur, à la une de leurs quotidiens des histoires de vie impliquant des requérants de l'aide sociale. Fraude, tromperie, escroquerie, autant de qualificatifs pour désigner l'abus à l'aide sociale.

Ce travail de recherche vise à sonder la perception des bénéficiaires face à leur situation d'aide sociale. Comment se perçoivent-ils ? Comment vivent-ils le regard que la société pose sur eux ? Seront-ils prêts à participer davantage à des mesures d'insertion sociales et professionnelles ? Les bénéficiaires d'aide sociale interrogés dans le cadre de ce travail de recherche parlent ouvertement de leur sentiment de honte et de gêne. Bien qu'ils soient tous favorables à entreprendre des mesures d'insertion, ils ressentent aussi une certaine amertume face au marché de l'emploi et face à l'efficacité des mesures d'insertion proposées. La majorité des bénéficiaires interrogés sont restés inactifs, malgré les mesures d'insertion existantes.

Cette étude soulève également le fait qu'il serait opportun d'envisager la collaboration avec une personne chargée de mettre en place les différentes mesures d'insertion. En effet, il est primordial de mettre en place un suivi personnalisé en fonction des besoins constatés auprès de chaque bénéficiaire. L'insertion demande un investissement particulier de la part de l'assistant social.

Somme toute, dans l'exercice quotidien du travail social, il existe actuellement un dilemme entre le bien-être des bénéficiaires et les intérêts de l'institution sociale et politique.

## Mots-clés

Insertion sociale – Insertion professionnelle – Aide sociale –  
Intégration – Bénéficiaire d'aide sociale – Abus  
Fraude – Honte

# **Introduction :**

## **Présentation de la recherche**



<http://cmalojikamoi.centerblog.net/6251757-?ii=1>

## 1. Introduction

*« Aujourd'hui, à n'importe quel moment de sa vie, chaque individu peut se trouver dans une situation de précarité. Perte d'emploi, maladie, séparation et bien d'autres situations encore, peuvent l'amener à devoir demander de l'aide ; un appui social d'abord, une aide financière si nécessaire, ensuite. Pour certains, des « accidents de parcours » rapidement surmontés, pour d'autres des fractures de vie dont le rétablissement prend parfois du temps et nécessite l'intervention de différentes personnes. <sup>1</sup> »*

Avec le marché de l'emploi de plus en plus sélectif, avec les aléas de la vie qui peuvent surgir à tout moment, une certaine population écartée n'a pas d'autres choix que de se tourner vers la sécurité sociale et parfois aussi vers l'aide sociale.

Dans cette recherche, j'ai choisi de me pencher sur le fonctionnement de l'aide sociale publique en tant qu'obligation constitutionnelle, fondée sur la notion de « besoin » et venant parachever les autres régimes sociaux. Afin d'enrichir mon regard sur l'aide sociale, j'ai également questionné des personnes qui se trouvent au cœur de ce système. Ce sont ces personnes que l'on nomme communément « les bénéficiaires », et qui ont verbalisé les combats qu'ils mènent au quotidien pour joindre les deux bouts. La parole leur a été donnée, à eux, qui perçoivent et vivent le système « d'en bas ».

De ce travail ressort également les discours dominants que l'on trouve dans les médias notamment. Ce sont les paroles de celles et ceux qui en parlent publiquement, que ce soit pour féliciter le bon fonctionnement du système, ou pour en dépeindre un tableau plus morose.

J'espère que ma démarche pourra donner une meilleure vision du quotidien « des assistés » à celles et ceux qui vivent dans une situation sociale et financière stable, qui n'ont jamais croisé jusqu'ici la route de l'aide sociale.

Comme le dit cet auteur :

*« Et il y a encore beaucoup à faire pour que les droits des individus soient respectés et qu'un peu plus de justice règne.*

*Certes, beaucoup d'efforts sont faits pour « aider les gens ». Mais dans le désordre et souvent de manière paternaliste, charitable ou autoritaire.*

*Alors les femmes et les hommes qui ont recours aux services sociaux sont « perdus » et ne trouvent pas toujours l'aide qu'ils attendent. [...]*

*Dans l'ancienne Rome, on appelait « clients » les esclaves affranchis. Puissent les clients des services sociaux, grâce aux indispensables réformes et aux impératifs changements de « société » connaître de définitives libérations ... de tout ce qui les emprisonne, les limite, les aliène, les infantilise. Pour être des femmes et des hommes libres, debout » <sup>2</sup>.*

<sup>1</sup> Anne-Marie Subilia, Cheffe du domaine info et action sociales, citation de l'ouvrage *Lausanne en mouvement, une ville à l'écoute de ces exclus*.

<sup>2</sup> Daniel Pache, *Sur le chemin de l'assistance*, usages et représentations de l'aide sociale, Editions La Passerelle, CSP-Vaud, 1995, page 5

## 2. Présentation de la recherche

### 2.1. Le choix de la thématique

Dans le cadre de ma formation, j'ai eu l'occasion d'effectuer dix-huit mois de stage dans un service social communal, en étroite collaboration avec plusieurs assistants sociaux. Cette pratique professionnelle m'a amenée à la constatation suivante : certaines personnes rencontrées cumulent un ou plusieurs motifs qui les poussent à se tourner vers l'aide sociale, que ce soit pour des raisons personnelles, professionnelles, et/ou familiales. Cette situation, lorsqu'elle est jugée par les autres individus de la société, peut mettre le sujet à l'écart et lui attribuer des caractéristiques (ou étiquettes) que ce dernier ne possède pas. Plus concrètement, j'ai constaté qu'une personne au bénéfice de l'aide sociale peut être sous-estimée, considérée comme « une personne qui profite » et qui vit ainsi aux crochets de la société. Dans certaines situations, j'ai pu ressentir et voir l'impact du regard des autres chez les usagers, ce qui avait pour conséquence de les freiner dans leurs démarches vers une réinsertion sociale et/ou professionnelle.

Le choix de la problématique me vient également du fait que j'ai entendu à plusieurs reprises des discours qui donnent une image sinistre non seulement des bénéficiaires, mais aussi de l'utilité et du fonctionnement de l'aide sociale en accentuant sans doute encore plus le mal-être chez les bénéficiaires.

### 2.2. Motivations du choix du sujet – la pauvreté et l'aide sociale

Plusieurs raisons me poussent à travailler autour du phénomène de la pauvreté. Tout d'abord, je constate qu'il existe des outils scientifiques (ouvrages, études) autour de la notion de pauvreté, d'une part, et de l'aide sociale, d'autre part, mais très peu d'études sur le terrain, allant à la rencontre des personnes touchées par ce phénomène. Au-delà de vouloir approfondir mes connaissances théoriques autour de la précarité et de l'aide sociale, je souhaite surtout rencontrer ces hommes et femmes et m'intéresser à la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur quotidien. Je souhaite connaître leurs besoins, leurs envies, leurs attentes pour s'intégrer dans la société ou dans certains cas rester plus en marge.

### 2.3. Liens avec l'expérience pratique

Comme mentionné, j'ai effectué une période de formation pratique dans un service social communal, j'ai eu l'opportunité de collaborer avec mes collègues dans leurs démarches visant l'intégration des usagers. Durant ces démarches, nous avons constaté que certains usagers avaient du mal à se projeter dans un avenir professionnel, personnel ou familial. En effet, une partie d'entre eux avaient tendance à se dévaloriser, en ne montrant qu'une image négative d'eux-mêmes. Pour exemple, je citerai la situation d'un chômeur de longue durée, au bénéfice de l'aide sociale depuis deux ans. Lorsqu'un projet de réinsertion se mettait en place avec lui, il apposait aussitôt la fin au contrat d'insertion, en prétextant qu'il était un « fardeau » pour son employeur. Pour expliquer son malaise, il invoquait le fait qu'il était inactif depuis une longue durée et n'était donc plus capable de travailler de la même façon qu'un individu resté actif pendant la même période.

Afin de répondre à toutes mes interrogations, une question plus précise sera posée comme suit :

*Quelles représentations ont les bénéficiaires de leur situation d'aide sociale : convergences et divergences avec les discours dominants médiatiques ?*

Il convient également de préciser que cette étude ne donne pas la vision des professionnels et de leur pratique, mais vise uniquement les bénéficiaires eux-mêmes. Leur représentation de l'aide sociale est au centre du questionnement.



### 3. Objectifs de la recherche

Afin de mener à bien mon étude, je vais procéder par objectifs qui se déclinent comme suit :

#### 3.1. Objectifs théoriques

Définir et expliquer les différents concepts liés à la thématique abordée, afin de donner un sens aux termes utilisés et afin de poser le contexte dans lequel ces derniers sont employés. Il convient de citer et développer les concepts suivants :

- La pauvreté en Suisse ;
- Pauvreté et exclusion sociale ;
- Identité sociale ;
- Le cadre légal sur l'aide sociale ;
- Les représentations sociales.

#### 3.2. Objectifs de terrain

Les bénéficiaires d'aide sociale sont les mieux placés pour discuter du ressenti qui les habite et des difficultés qu'ils rencontrent. Ils connaissent le mieux leur situation et les raisons qui les poussent à se tourner vers l'aide sociale. Leur témoignage est primordial, étant donné qu'ils sont experts de leurs expériences.

Il s'agit de :

- Repérer les représentations que se font les bénéficiaires d'eux-mêmes ;
- Analyser leurs perceptions qu'ils ont de l'aide sociale ;
- Délimiter en quoi leurs représentations de leur situation d'aide sociale sont convergentes ou divergentes des discours dominants médiatiques autour de l'aide sociale ;
- Repérer leur détermination à sortir de l'assistance publique ;
- Mettre en évidence les différents profils (situation et problèmes) au sein de la population bénéficiant de l'aide sociale.

Il convient aussi d'étudier le cadre légal sur l'aide sociale, et ainsi :

- Rendre compte du fonctionnement de l'aide sociale en Valais ;
- Etablir un inventaire des prestations d'aide sociale ;

#### 3.3. Objectifs d'action

Réfléchir en tant que professionnel, quelles peuvent être les différentes pistes d'actions à entreprendre afin de rendre le passage dans le service social moins inconfortable. Il convient de réfléchir à des objectifs suivants :

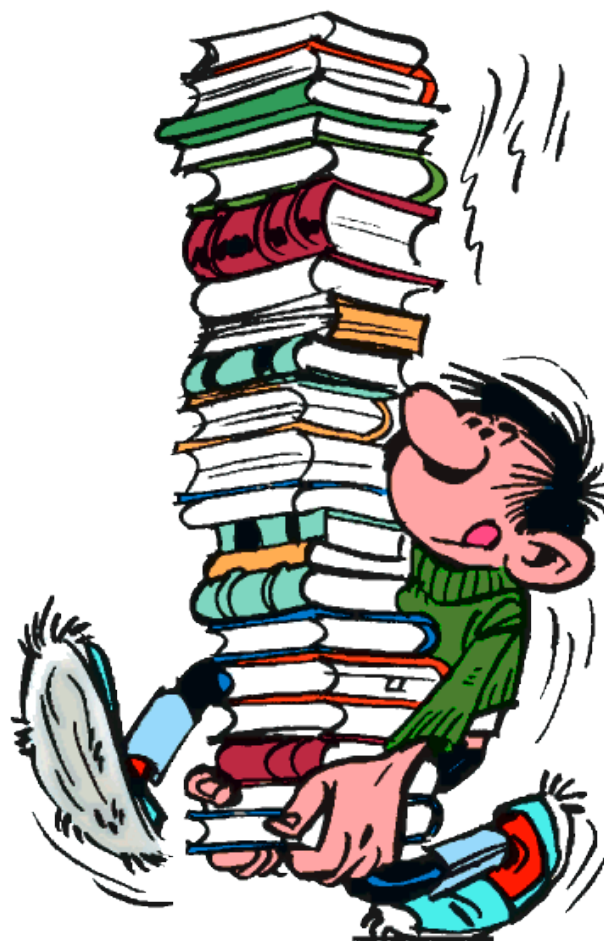
- Favoriser la communication avec les bénéficiaires autour de leur vécu ;
- Proposer des pistes d'actions aux services sociaux.

#### 3.4. Objectifs personnels

Prendre position et réfléchir aux représentations et aprioris que je pourrais également avoir à ce sujet. Dans cette idée-là, il convient de :

- Repérer mes représentations d'une personne à l'aide sociale ;
- Rendre compte de leur vécu d'un bénéficiaire d'aide sociale ;
- Repérer mes capacités à me soustraire de mes propres représentations sociales.

# Cadre théorique retenu



<http://accrocdeslivres.blogspot.ch/2012/09/librairie.html>

Ce travail de recherche prend appui sur deux concepts théoriques principaux, qui sont la pauvreté et l'aide sociale. Le choix des concepts se traduit par la nécessité de parler de la pauvreté dans le cadre de cette étude, car elle semble caractériser le quotidien des bénéficiaires d'aide sociale. L'aide sociale apparaît en tant que réponse suisse face à la pauvreté, réponse financière prioritairement.

Afin de mieux comprendre ma thématique de départ, à savoir la notion de pauvreté, j'ai porté mon attention sur l'analyse de plusieurs concepts qui complètent la définition de la problématique choisie. Ces concepts se définissent comme suit :

- La pauvreté en Suisse ;
- Pauvreté et exclusion sociale ;
- Identité sociale ;
- Le cadre légal sur l'aide sociale ;
- Les représentations sociales.

## 1. La pauvreté

La pauvreté est habituellement focalisée sur les moyens financiers disponibles d'un individu. Cependant, il est nécessaire de se la représenter dans une dimension plus large, allant au-delà de l'aspect financier, puisque touchant également l'état de santé physique et psychique, la possibilité de suivre une formation, et la qualité des relations sociales des personnes.

### 1.1. Introduction à la notion de pauvreté

Afin de pouvoir repérer une personne en situation de pauvreté, faut-il encore se mettre d'accord sur la définition-même de la pauvreté. Cette dernière varie selon les différents lieux de la planète. Ainsi, il n'existe aucune définition commune de ce phénomène. De manière générale, la distinction se fait entre la pauvreté absolue et la pauvreté relative en se concentrant sur la notion de « besoin ». Par exemple, les Etats-Unis mesurent actuellement encore leur seuil de pauvreté de façon absolue, car cette approche correspond à ce qui est strictement nécessaire pour ne pas mourir de faim. Dans les pays de l'Union Européenne, la définition et les approches de précarité sont exposées de manière relative et renvoient à la problématique des inégalités. La définition européenne, adaptée en 1984 au Conseil européen éclaire sur la situation des pauvres et les définit comme :

*« Les personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'elles sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'état membre où elles vivent »<sup>3</sup>.*

Dans notre société d'aujourd'hui, la pauvreté est souvent passée sous silence, car elle crée un sentiment incommode et honteux. Le sort des pauvres est un sujet vieux de plusieurs milliers d'années, néanmoins, depuis une vingtaine d'années, les pauvres sont apparentés à des exclus, notamment du marché de l'emploi. De plus, les personnes dites nécessiteuses ne sont plus les mêmes qu'autrefois : ce sont de plus en plus des individus de classes moyennes, qui malgré leur emploi, ne parviennent pas à joindre des deux bouts. Si, dans le passé, la pauvreté était synonyme de carence de biens nécessaires au minimum vital, aujourd'hui, elle entraîne souvent l'exclusion<sup>4</sup> et l'isolement social.

<sup>3</sup> Daniel Burnier, *La vie en minimum*, rencontre avec les pauvretés valaisannes, mémoire de Sciences sociales, 2003, page 11

<sup>4</sup> Selon le dictionnaire suisse de politique sociale : *La notion d'exclusion est un concept utilisé pour la première fois en France par René Lenoir en 1974, dans un contexte marqué par le développement du chômage et par ce que l'on nomme d'abord "nouvelle pauvreté", rendue de plus en plus manifeste par la réapparition dans les rues des grandes villes de miséreux, sans moyens d'existence ni domicile fixe, survivant grâce à la charité publique ou privée.*

## 1.2. Que sait-on de la pauvreté en Suisse ?

Avec la crise économique des années 90, le taux de chômage et le niveau de précarité semblent avoir augmenté en Suisse. Cependant, le phénomène de pauvreté, qui a toujours existé, inquiète plus encore. La première étude suisse publiée date de 1997 seulement, mais ne donne pas de vraies indications quant à l'étendu du phénomène. En 2009, la Suisse comptait quelques 230'019<sup>5</sup> bénéficiaires d'aide sociale. Sur la base des normes 2011 de la CSIAS<sup>6</sup> (Conférence suisse des institutions d'action sociale), le seuil de pauvreté par mois pour un ménage d'une personne est fixé à Fr. 1077.-, sans tenir compte du loyer, des impôts et des cotisations aux différentes assurances sociales, ainsi que les primes d'assurance-maladie.

*« Dans une Suisse si riche, ceux qui sont pauvres le sont-ils parce qu'ils ne savent pas faire usage des chances qui leur sont offertes ? Ou alors est-ce que l'Etat social faillit à sa tâche s'il ne parvient pas à lutter contre la pauvreté dans son pays ? »<sup>7</sup>*

Dans son ouvrage, Caritas pose ouvertement la question de savoir comment la pauvreté subsiste-elle dans notre pays, et va même jusqu'à dire que ce phénomène est inquiétant et qu'il se trouve être un grave problème social, *« problème que les êtres humains, adultes et enfants, familles, ménages, subissent et dont ils souffrent dans leur vie quotidienne concrète »<sup>8</sup>*. Pour mieux comprendre ce phénomène, Caritas fait également, comme ci-dessous, la distinction entre deux concepts : la pauvreté absolue et la pauvreté relative. Ainsi, il convient de s'interroger sur le fait de savoir s'il suffit de mesurer la précarité en termes de revenus uniquement, ou s'il faut y ajouter les conditions de vie ?

## 1.3. Qu'est-ce que la pauvreté absolue ?

L'état de pauvreté absolue se caractérise par une existence en-dessous du minimum vital physique, en d'autres termes, il convient de dire que c'est l'état de quelqu'un qui souffre de la faim et que la survie physique est menacée. Ce concept de pauvreté se détache du contexte social et pose la question de savoir si la subsistance passe par autre chose que par « du pain et d'eau pour vivre » ? Ainsi, de manière générale, il faut considérer que la satisfaction des besoins primaires, tels que l'alimentation, l'habillement, un toit et des soins médicaux de base constituent ce qui est absolument nécessaires pour maintenir un niveau de vie de dignité humaine.

Dans notre pays, cette forme de pauvreté n'est quasiment plus présente, car combattue par une large gamme de prestations sociales. D'ailleurs, il serait contraire à l'article 12 de la Constitution fédérale de laisser quelqu'un sans toit et sans nourriture, car ce droit est exigible et applicable même lorsque l'état de détresse est dû par la faute-même de l'individu.

### **Art. 12 : Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse**

*Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.*

Quelle signification donne-t-on à la « dignité humaine » ? Un arrêt du Tribunal fédéral conclut qu'il s'agit en effet des moyens absolument nécessaires à la survie de l'individu, comme cité précédemment, l'alimentation, l'habillement, le logement et les soins sanitaires de base. Cependant, l'existence conforme à la dignité humaine ne sous-entend-t-elle par autre chose encore ? La pauvreté n'est plus seulement un manque d'argent et la dimension humaine y est profondément imprégnée.

<sup>5</sup> Références : [www.bfs.admin.ch](http://www.bfs.admin.ch)

<sup>6</sup> [http://www.skos.ch/store/pdf\\_f/richtlinien/richtlinien/RL\\_franz\\_2010.pdf](http://www.skos.ch/store/pdf_f/richtlinien/richtlinien/RL_franz_2010.pdf)

<sup>7</sup> Kehrli et Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, page 22

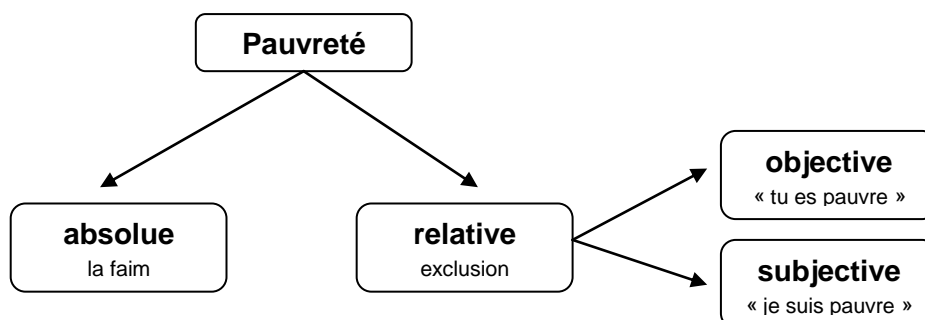
<sup>8</sup> *Ibid.*, page 22

#### 1.4. Qu'est-ce que la pauvreté relative ?

Réciproquement, la pauvreté relative se rattache au lieu, au temps et au contexte dans lesquels l'individu se trouve à un moment donné. Ce concept éclaire la définition de pauvreté et dit que *n'est plus seulement pauvre celui qui souffre de la faim ou qui ne dispose juste du minimum vital nécessaire, mais aussi celui qui, en comparaison avec les autres personnes résidant dans son propre pays, est obligé de mener une existence caractérisée par des restrictions*<sup>9</sup>. Cette affirmation rejoint la définition européenne de la pauvreté. Cela signifie alors que ce phénomène est multidimensionnel, car l'individu ne supporte pas uniquement un manque de ressources pécuniaires, mais aussi un nombre d'autres désavantages.

*« La pauvreté s'exprime en revenus certes, mais sûrement plus encore en termes d'intégration sociale. Vivre c'est se loger, manger, maintenir sa santé, mais aussi aimer, être aimé, et reconnu comme personne unique, indispensable, se sentir membre d'une communauté. Etre pauvre, c'est avant tout manquer de qualité de vie<sup>10</sup> ».*

La pauvreté relative marque une cassure par rapports aux conditions de vie du reste des citoyens, et souligne l'impossibilité de contribuer à la vie sociale, politique et culturelle de la société. Ce concept peut se mesurer de deux manières distinctes : objectivement, en examinant la situation vue de l'extérieur, ou subjectivement, en allant chercher le témoignage des individus concernés. Peuvent se rajouter à la définition des notions purement économiques, caractérisées par les ressources disponibles, ou des notions socioculturelles, mettant en avant la condition de vie du sujet.



Par approche **purement économique**, on entend ici uniquement de l'aspect financier du ménage en question. Dans ce cas, elle va observer de l'extérieur la situation économique des individus, et ainsi établir que sont pauvres ceux qui, en comparaison avec les autres citoyens, disposent de ressources inférieures. Ce point de vue ne tient pas compte de la manière dont les ressources sont utilisées, et donc ne tient compte que de ce qui est parfaitement nécessaire, et non pas de ce qui représente la nécessité. Dans cette idée-là, chacun décide de la manière dont il va utiliser ses ressources, et donc des priorités qu'il va avoir. Autrement dit, par exemple, se nourrir sainement en variant les aliments ou se restreindre afin de pouvoir s'offrir un loisir à la place. En résumé, cette approche met sur à pied d'égalité la pauvreté avec l'insuffisance de revenu.

Par **approche socioculturelle**, on entend ce qu'il convient de compter en plus des lacunes de revenus, soit l'insatisfaction de certains secteurs de vie. Les plus importants des secteurs sont le travail, la formation, le logement, la santé, les contacts sociaux et les loisirs<sup>11</sup>. Vue de

<sup>9</sup> Ibid., page 23

<sup>10</sup> Département des Affaires sociales, Etat du Valais, *La pauvreté en Valais*, Juin 1991, page préambule

<sup>11</sup> Kehrli et Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, page 25

cette manière, la pauvreté semble être le mieux définie, étant donné qu'elle tient compte des conditions de vie de la personne et des possibilités qu'elle a pour satisfaire ses besoins matériels et immatériels.

### 1.5. Différents seuils de pauvreté

La politique suisse n'a à ce jour défini aucun seuil de pauvreté. Cependant, le manque se fait ressentir, étant donné qu'un seuil fixe permettrait d'établir clairement le taux de pauvreté dans notre pays. Diverses institutions ont immobilisés et déterminés un seuil, de manière relative, en établissant un montant en-dessous duquel l'individu est considéré comme pauvre.

Les minimums vitaux les plus importants et les plus souvent appliqués sont :

#### 1.5.1. Seuil selon l'Office des poursuites - LP

La mission de l'Office des poursuites est d'aider les créanciers à récupérer leurs créances. Pour ce faire, elle va décider de ce qui représente « les besoins d'urgence », en d'autres termes d'un minimum vital imperceptible, selon l'article 93 de la Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

#### 1.5.2. Seuil selon l'AVS/AI et limite du droit aux PC - LPC

Toute personne qui est au bénéfice d'une rente AVS ou AI, et qui correspond au seuil de pauvreté au sens de l'AVS/AI, et dont la fortune ne dépasse pas la limite cantonale en rigueur, peut prétendre aux prestations complémentaires, s'il en fait la demande. Le minimum vital au sens des PC varient aujourd'hui encore en fonction des cantons.

#### 1.5.3. Les normes CSIAS – normes CSIAS A.6

Les normes CSIAS mettent en avant le seuil de pauvreté le plus important de Suisse. Elles poursuivent deux buts principaux : garantir le minimum vital et permettre l'intégration sociale et professionnelle.

Ces trois minimums vitaux admettent des montants différents relatifs à l'entretien général. Ils n'ont pas n'en plus le même seuil lorsqu'il s'agit du minimum vital à préserver. Finalement, les prestations complémentaires admises diffèrent également.

Type de ménage	Droit des poursuites	PC	CSIAS (2013)
Personne seule	1'200.-	1'588.-	986.-
Famille monoparentale avec 1 enfant	1'750.-	2'416.-	1'509.-
2 adultes avec 2 enfants	2'500.-	4'039.-	2'110.-

Source: CPPF 2009<sup>12</sup>, LPC, Normes CSIAS B.2

<sup>12</sup> Conférence des préposés aux poursuites et faillites (2009). Lignes directrices pour le calcul du minimum d'existence en matière de poursuite (minimum vital) selon l'art. 93 LP

## 1.6. Que voit-on de la pauvreté cachée ?

Ceci étant, il ne faut pas oublier qu'une partie de la population vit dans la pauvreté, sans faire usage de leur droit au soutien de l'Etat<sup>13</sup>. Ces individus vivent, de manière ponctuelle ou permanente dans la précarité, et de ce fait en dessous du minimum vital nécessaire. Il semble qu'il soit possible de mener une telle existence et d'arriver tout de même à combler les besoins vitaux de base, certainement en payant au prix fort des sacrifices et en se laissant envahir par l'isolement et la coupure sociale (limitations dans les secteurs de vie). Certaines personnes bénéficient de l'aide des proches, ou sollicitent des aides caritatives. Dans ce cas, il convient de parler d'une forme de pauvreté cachée. Cependant, toutes les personnes qui s'adressent aux prestations complémentaires ou à l'aide sociale, sont alors enregistrées, et deviennent, en quelque sorte, des pauvres officiellement connus, même si cette statistique sous-estime l'étendue réelle de la pauvreté en Suisse.

### **Taux de non-perception :**

*Le total de tous les pauvres se compose donc de la somme des pauvres enregistrés et des pauvres cachés. Si l'on met en corrélation le nombre de personnes qui auraient théoriquement droit à l'aide sociale, mais ne font pas usage de cette dernière, avec le total des pauvres, il en résulte le taux de non-perception ou chiffre noir de la pauvreté<sup>14</sup>.*

*« Seule une personne sur trois se trouvant sous le seuil de pauvreté – à partir duquel naît en principe un droit à l'aide sociale – est effectivement au bénéfice de celle-ci »<sup>15</sup>.*

Cette constatation confirme donc que certaines personnes évitent de recourir à l'assistance publique. Caritas mentionne en exemple des personnes originaires des régions campagnardes, où la grande majorité de la population se connaît.

*« L'effet stigmatisant des prestations sociales liées aux besoins est, aujourd'hui comme hier, fortement perceptible »<sup>16</sup>.*

De plus, une étude datant de la fin des années 90 met en avant le fait que 66%<sup>17</sup> des ménages suisses vivent avec des ressources insuffisantes, en-dessous au seuil de pauvreté, sans pour autant faire appel à l'aide sociale. Il semblerait que ce taux ait diminué aujourd'hui, plafonnant plus qu'à 50%<sup>18</sup>, en tenant compte des variables possibles en fonction du lieu de résidence des ménages.

Somme toute, les personnes concernées par la pauvreté dite « cachée », semblent être majoritairement des familles, avec un ou plusieurs enfants, ayant une activité lucrative régulière, dont les ressources se situent à la limite dite supérieure du seuil de pauvreté. Ce qui les différencie des bénéficiaires d'aide sociale, c'est « l'écart de pauvreté » : plus il est élevé, et plus il y a des risques qu'ils doivent recourir à l'assistance publique. Un faible écart de pauvreté laisse miroiter les familles dans cet état, car « la précarité monétaire n'est pas un facteur pouvant à lui seul expliquer l'évolution du recours à l'aide sociale [...] »<sup>19</sup>.

## 1.7. Quelles sont les principales causes de pauvreté ?

Depuis les années 1970, les mutations sociales et les changements du marché de l'emploi tendent vers un appauvrissement toujours plus croissant. Une certaine population glisse vers

<sup>13</sup> Kehrli et Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, page 40

<sup>14</sup> *Ibid.* page 40

<sup>15</sup> ARTIAS, *Les problématiques qui amènent à l'aide sociale et qui empêchent d'en sortir*, page 12 – à noter que tous les cantons n'appliquent pas de manière uniforme les normes CSIAS, ce qui peut, en partie, expliquer que certaines personnes ne recourent pas à l'aide sociale.

<sup>16</sup> Kehrli et Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, page 40

<sup>17</sup> ARTIAS, *Les problématiques qui amènent à l'aide sociale et qui empêchent d'en sortir*, page 12 – qui s'appuie sur l'étude de Fluder/Stremmlow (1999)

<sup>18</sup> *Ibid.*, page 12

<sup>19</sup> *Ibid.*, page 13

la pauvreté, parce qu'elle ne retrouve plus de travail ou parce qu'elle ne dispose plus d'un réseau de relations suffisant.

Toutefois, il faut rester attentif au fait que certains facteurs, qui seront abordés antérieurement, peuvent mener vers plusieurs formes de pauvreté, à durée variable.

Ainsi, une pauvreté dite « *chronique* »<sup>20</sup>, se caractérise par le fait que l'individu vivra probablement toute sa vie dans cet état de précarité. Une pauvreté dite « *dans le cycle de vie* », se manifeste à un moment précis de la vie, comme par exemple lors du passage de la formation (fin d'étude) vers le monde du travail (difficulté à trouver un emploi). Finalement une pauvreté dite « *temporaire* », qui peut se déclarer à n'importe quel moment, due généralement aux aléas de la vie. Les différents facteurs, qui seraient susceptibles de faire glisser vers la pauvreté, peuvent être cumulables et se définissent comme suit :

- **Travail et rémunération**

La Constitution fédérale rappelle l'importance que « *toute personne capable de travailler puisse assurer son entretien par un travail qu'elle exerce dans des conditions équitables* »<sup>21</sup>. Dans cette idée-là, il est notable que l'intégration professionnelle influence considérablement la position sociale et l'intégration sociale d'un individu. Notons également que la Suisse connaît un taux important de « *working poor* », appelé communément « *travailleurs pauvres* », travailleurs qui malgré leur activité professionnelle n'arrivent pas à atteindre le minimum vital.

- **Maladie et accident**

Les aléas de la vie, marqués par des problèmes de santé, peuvent conduire une personne dans l'engrenage de la pauvreté. Ce ne sont pas tant les coûts de la maladie ou de l'accident qui invalident la personne, car il existe pour ces coûts des couvertures sociales, mais plutôt ce qui en résulte, à savoir une diminution de la capacité de travail, partielle ou totale, et de ce fait une diminution de gain.

- **Les enfants en tant que risque de pauvreté**

En 1960, deux fois plus d'enfants naissent. Aujourd'hui, avoir des enfants représente un coût non-négligeable, surtout pour les familles déjà fragilisées financièrement. Rapidement, des dépenses supplémentaires naissent, relatives aux logements, à la nourriture et aux frais d'entretien, sans oublier les pertes de salaires engendrées par l'arrêt de travail de l'un des parents qui doit s'occuper des enfants.

- **Divorce, séparation, structure familiale**

Aujourd'hui, il faut noter que *les divorces et les séparations font partie des facteurs les plus importants susceptibles de déclencher la pauvreté, cela pour toutes les personnes concernées : l'homme, la femme et les enfants*<sup>22</sup>. L'appauvrissement par le divorce passe par deux niveaux : le coût élevé des procédures administratives et juridiques, particulièrement lorsque les époux n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente, et le doublement des charges courantes, qui résultent de la création de deux foyers distincts (foyers monoparentaux).

- **L'endettement**

Il se trouve être le chemin le plus sûr pour tomber dans la précarité. La société de consommation d'aujourd'hui fait augmenter les tentations des travailleurs, allant au-delà de leurs ressources financières, mais rendues possibles par d'innombrables

<sup>20</sup> Ces formes de pauvreté sont explicitées dans le dossier de l'ARTIAS, *Les problématiques qui amènent à l'aide sociale et qui empêchent d'en sortir*, page 9

<sup>21</sup> Droits fondamentaux, citoyenneté et buts sociaux, Chapitre 3, Buts sociaux, art. 41, chiffre 1, lit.d, www.admin.ch

<sup>22</sup> Kehrli et Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, page 95



crédits à la consommation. Il faut toutefois rester attentif au fait que posséder des dettes, ne signifie pas obligatoirement être pauvre. La balance bascule vers la pauvreté pour les personnes qui voient leurs rentrées d'argent être continuellement insuffisantes pour combler le montant de leurs dettes en cours. Les bénéficiaires d'aide sociale, endettés, deviennent des bénéficiaires à long terme, étant donné que le montant alloué par l'assistance publique ne leur permet pas d'éponger leurs dettes.

Tous ces différents facteurs peuvent amener une certaine couche de population à devoir recourir à l'aide sociale. Le décryptage des réponses apportées par les bénéficiaires d'aide sociale fera automatiquement apparaître l'une ou l'autre des causes de pauvreté, et indirectement cause d'assistance financière.

## 2. Exclusion sociale

« *L'exclusion est une certaine manière de dire la pauvreté.* »

Antonio Da Cunha

Étymologiquement parlant, le terme « exclusion »<sup>23</sup> trouve son origine dans le mot latin « *exclusio* », lui-même issu du mot « *excludere* » qui signifie que quelque chose ou quelqu'un n'est pas admis, laissé en dehors de, exclu.

L'exclusion sociale se définit comme étant une sorte de désocialisation d'une personne ou d'un groupe. Cette marginalisation se manifeste lorsque la personne s'éloigne trop du mode de vie communément admis par la société, autrement dit lorsqu'elle s'écarte d'une ou des normes communes. Cette exclusion, volontaire ou involontaire, consécutive à un événement, comme par exemple la perte de l'emploi, plonge l'individu dans la précarité, l'isolement social et la perte de son identité.

### 2.1. D'où vient la notion d'exclusion sociale ?

La situation des exclus anime les débats, et intéresse de nombreux chercheurs. Tous cependant ne nomment pas ce phénomène d'un terme commun. Pierre Bourdieu parlera plutôt de « déclassement », Robert Castel de « désaffiliation » ou le sociologue Serge Paugman de « disqualification sociale ».

Il semble que la notion d'exclusion sociale a vu le jour dans les années 1960, sous la plume de Pierre Massé<sup>24</sup>, qui évoquait la situation dramatique des cités, mises à l'écart de la croissance économique<sup>25</sup>. Il faut savoir que dans les années soixante, la notion d'exclusion s'appliquait à une tranche de population qui ne vivait pas dans le progrès, et qui ne participait pas au développement économique la société moderne. Il existait pour ainsi dire des familles et des ménages qui n'arrivaient pas à s'adapter aux changements sociaux grandissants, et qui se voyaient alors relayer vers des cités dites HLM (habitation au loyer modéré).

Dans les années septante, René Lenoir imminent fonctionnaire français, très sensibles aux conditions de vie des exclus de la société, souligne le fait que l'exclusion n'est pas une forme de pauvreté volontaire, mais plutôt un phénomène social, accentué par les progrès de la société moderne. A ce sujet, il parle plutôt « *d'inadaptation sociale* »<sup>26</sup> que d'exclusion sociale au sens strict du terme, en mettant en avant des phénomènes tels que l'inégalité des revenus ou la délinquance et la marginalisation.

Finalement, ce sont les sociétés postindustrielles qui ont remis à l'ordre du jour le débat autour de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. A ce propos, Saül Karsz<sup>27</sup>, explique que toutes les formes d'exclusion, comme par exemple l'exclusion d'un logement ou d'un établissement scolaire, peuvent être considérées comme des exclusions sociales, mais que certaines semblent en être plus que d'autres. Le tout est de se poser la question de savoir où sont ses exclus dont il est tant débat dans les sciences humaines. Selon lui, les personnes dites « *les exclus* »<sup>28</sup> se trouvent ici et là, dans la société dans laquelle nous vivons.

<sup>23</sup> Définition proposée par [www.toupie.org](http://www.toupie.org)

<sup>24</sup> Economiste et haut fonctionnaire français, il publia *Les Dividendes du progrès* en 1969

<sup>25</sup> Emmanuel Suard, *Pauvreté et exclusion*, page 51. L'auteur cite Pierre Massé

<sup>26</sup> René Lenoir, *Les exclus - Un Français sur dix*, 1974

<sup>27</sup> Philosophe, sociologue, consultant et responsable scientifique du Réseau Pratiques Sociales. Il a dirigé le séminaire "Déconstruire le social" et il est l'auteur de nombreux articles et interventions, comme ici dans l'ouvrage *Quel avenir pour l'exclusion ?*, paru dans la collection RES SOCIALIS dirigée par Marc-Henry Soulet, Academic Press Fribourg

<sup>28</sup> *Ibid.*, page 23

## 2.2. Qui sont alors ces exclus ?

Alors que la définition générique du terme exclusion dit que les personnes en situation d'exclusion se trouvent « en dehors de », Saül Karsz souligne le fait que nos exclus n'en seraient pas des exclus, s'ils étaient en dehors de notre société. « *Pour être exclu, il faut être dedans* »<sup>29</sup>.

« *On peut dire qu'on appelle les exclus ceux qui sont à l'extérieur dans l'intérieur.* »<sup>30</sup>

Ainsi, et toujours selon le même auteur, l'insertion des exclus peut réussir que si on les aide à rester dans la société, donc rester à l'intérieur de l'intérieur.

Le récit de l'auteur fait réfléchir et pose l'hypothèse selon laquelle la notion d'exclusion sociale va continuer à exister car elle projette sur la société la croyance suivante : de part leurs comportements, les exclus sont « *plus ou moins passifs et amorphes* »<sup>31</sup>, toutefois, leur objectif premier est de ressembler au plus près à ceux que l'on qualifie d'« *insérés* ».

Aujourd'hui, le débat sur l'exclusion porte d'une part sur la situation matérielle précaire, mais aussi et surtout sur les valeurs et les représentations collectives qui animent la vie en société et dont le non-respect positionne une certaine population en marge de la société. En d'autres mots, les personnes dites exclues doivent apprendre à vivre en dehors des idéaux de la société. A ce sujet, Saül Karsz explique que cet état de fait peut provoquer une rupture du lien social, ou plutôt de certaines formes de lien social, et que ces individus, lesdits exclus, « *sont bien dans la société, surtout pas « dans la nature* » »<sup>32</sup>.

« *C'est exactement pour cela que lesdits exclus ne sont en effet pas en dehors de la société, ils sont dedans, mais pas à la place qu'ils sont censés avoir, selon les valeurs, les normes, les représentations qu'ils sont supposés avoir.* »<sup>33</sup>

## 2.3. Les différentes catégories de personnes dites « exclues »

Il y a tout d'abord ceux qui, sans contexte, souffrent de « la pauvreté économique »<sup>34</sup>. Les chômeurs en sont les premiers concernés, même si tous les analystes ne s'accordent pas sur cette interprétation. De plus, les jeunes chômeurs et les chômeurs de plus de 50 ans ne sont pas sur le même pied d'égalité quant à leur chance de retrouver un emploi.

Une autre catégorie de personnes, issues de l'immigration, semblent également particulièrement exposées au phénomène l'exclusion. D'un côté, la barrière culturelle et linguistique, de l'autre côté le chômage, autant d'éléments qui les plongent dans la précarité et les écartent du monde professionnel et social.

Pour finir, les jeunes adultes, sans formation, sans emploi, sans avenir professionnel, représentent une autre catégorie d'exclus. En France, une étude menée par l'INSEE<sup>35</sup> a permis de mettre en avant ce phénomène en publiant des chiffres qui montrent que le taux de chômage des jeunes sans diplôme, avoisinait les 50% dans les années 90 déjà.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*, page 24

<sup>31</sup> *Ibid.*, page 27

<sup>32</sup> *Ibid.*, page 28

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Emmanuel Suard, *Pauvreté et exclusion*, page 55 – les différentes formes d'exclusion ont été tirées de ce même ouvrage

<sup>35</sup> INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) – donnée statistique tirée de l'ouvrage d'Emmanuel Suard, *Pauvreté et exclusion*, page 56

## 2.4. Comment bascule-t-on de la pauvreté vers l'exclusion sociale ?

Serge Paugam<sup>36</sup>, auteur de plusieurs ouvrages sur la précarité, explique dans ses écrits qu'il existe globalement trois phases principales qui conduisent de l'état de pauvreté à l'état d'exclusion sociale ou disqualification sociale. Toutefois, Serge Paugam a pointé la différence entre l'exclusion et « *la disqualification sociale*<sup>37</sup> », et cette différence est perceptible particulièrement lorsqu'il s'agit d'évoquer les différentes formes de relation d'interdépendance entre le bénéficiaire ou l'exclu et le reste de la société.

Selon l'auteur, la personne qui bascule vers une forme d'exclusion sociale, fait l'expérience de la première phase, marquée par la vulnérabilité de la personne, qui vit dans un environnement instable et précaire. Cette phase est généralement accentuée par un bouleversement dans la vie de l'individu, comme par exemple la perte de son emploi.

Les individus éprouvent alors une forme de malaise vis-à-vis de la société, ce qui les pousse le plus souvent à cacher leur situation à leur entourage, en espérant se sortir de l'impasse avant d'être démasqués.

La seconde phase survient lorsqu'il n'est plus possible d'ignorer sa situation de détresse. Le fait de demander l'assistance est alors envisagé par l'individu, qui cumule de longues périodes d'inactivités professionnelles et de chômage, et qui se rend de plus en plus compte que son insertion va être difficile.

La troisième et dernière phase du processus vers l'exclusion sociale est marquée par la rupture du lien social. En effet, le cumul de plusieurs bouleversements, tels que la perte de son emploi, désocialise l'individu. Lorsque la personne n'a plus d'activité professionnelle, plus de lien social avec l'extérieur (souvent par manque de moyens financiers), et parfois plus de famille, elle s'isole, et devient une personne marginalisée et exclue socialement parlant.

Finalement, que faut-il retenir de cette notion d'exclusion sociale ? En effet, il est important de se rendre compte que les personnes dont il est timidement question dans les débats autour de la pauvreté et de l'exclusion, vivent au sein même de la société, et font partie intégrante de cette dernière.

*« Ils sont discrets ; il faut bien dire qu'on les invite systématiquement au silence. Le problème n'est pas le pauvre qui souffre, mais le pauvre qui se montre ou, pire, qui se met à parler.*

*Parmi eux, on a cherché à déceler les nouveaux pauvres. Mais, s'il y a une pauvreté nouvelle dont on s'étonne, dont on s'effraie, c'est bien parce qu'il y en a une ancienne dont on ne s'étonne plus. »<sup>38</sup>*

Jean-Pierre Fragnière

<sup>36</sup> Serge Paugman évoque la question de l'exclusion sociale dans son ouvrage *La disqualification sociale*, paru en 1991 et dans son ouvrage *L'exclusion, l'état des savoirs*, paru en 1996

<sup>37</sup> La disqualification sociale sera développée de manière plus précise dans la deuxième partie du travail, sous le point 1 : L'expérience de l'assistance : qu'est-ce que ça fait ?

<sup>38</sup> Jean-Pierre Fragnière, Les battants et les exclus, page 4, <http://www.jpfragniere.ch>

### 3. Le rôle social du travail

*« L'image que nous avons des autres fait intervenir le travail comme critère distinctif ; il est d'ailleurs de même de l'image que les autres se font des Suisses ; qui n'a pas entendu l'ami étranger évoquer, avec un étonnement narquois, ce peuple étrange qui refuse une semaine supplémentaires de vacances ou encore la semaine de quarante heures ? »<sup>39</sup>*

Le travail est un emblème fort dans l'esprit des citoyens, et nous vivons dans une société qui dit que le travail est le mode d'intégration par excellence. Notre société a connoté le travail ; en dehors de sa signification conceptuelle, le travail investit des valeurs et des significations, qui, à leur plus forte connotation, donnent un sens à la vie des hommes et des femmes.

*« Le travail doit être considéré comme une fonction sociale et pas un homme valide ne doit se soustraire à la production utile. [...] »<sup>40</sup>*

Il est indéniable que le travail occupe aujourd'hui encore une place importante dans la vie de chacun, comme, à peu de choses près, un aboutissement à la vie humaine. Néanmoins, même s'il représente encore une valeur pour l'homme, le travail est aujourd'hui moins que par le passé une norme sociale. Comme mentionné précédemment, beaucoup de personnes s'en trouvent exclus, comme par exemple les chômeurs, les personnes sans formation et les personnes issues de l'immigration.

#### 3.1. Définition

Etymologiquement parlant, le mot « travail » provient du latin « *tripalium, tripalis* »<sup>41</sup> qui désignait un appareil formé de trois pieux – un instrument de torture, qui s'utilisait pour ferrer ou soigner les animaux. Cet appareil pouvait également s'employer en tant que instrument de torture pour les esclaves. Il s'agit également de l'état de la personne qui souffre, contrainte par une activité pénible. Dans un deuxième temps, le travail qualifie *l'effort physique ou intellectuel qui doit être accompli* afin d'obtenir un résultat, et atteindre le but escompté.

Le rapport au travail qu'entretiennent les hommes et femmes de notre société varie en fonction de la personnalité de chacun, mais également en fonction des rapports entretenus avec les autres et la société en général. En d'autres termes, le regard porté sur le travail a été influencé par les diverses mutations sociétales : la précarité croissante, les variations démographiques et la crise économique changent le rapport des hommes face au travail et influencent le regard posé par la société sur cette activité.

#### 3.2. L'évolution de l'image du travail dans la société<sup>42</sup>

La place occupée par le travail avant les sociétés grecques est très peu connue, sauf que cette activité ne structurait pas la société d'antan. En Grèce ancienne, les activités se distinguaient : d'un côté les activités laborieuses et dégradantes, et confiées aux esclaves, et de l'autre côté les activités d'œuvre, réservées exclusivement à la communauté politique et religieuse. Le lien social ne se faisait pas à travers le travail, au contraire, il fallait s'en libérer pour « être un citoyen ».

*« Le monde grec avait une vision négative du travail, activité nécessaire à la survie physique de l'homme mais dénuée de toute dignité sociale, réservée aux femmes et aux esclaves ». [...] Le domaine du travail est celui de l'asservissement à la nécessité, à quoi*

<sup>39</sup> Lalive d'Epinau et Carcia, *Le mythe du travail en Suisse*, page 1

<sup>40</sup> *Ibid.*, page 65

<sup>41</sup> Le Petit Robert 2012, pages 2609 et 2610

<sup>42</sup> Christine Afriat, Centre national de documentation pédagogique, *La place du travail dans la société*, intervention à Reims, vendredi 14 juin 1996, DEES 107 / mars 1997, page 61 et suivantes

*s'oppose le domaine de la liberté politique et de la parole. C'est pour cela que les esclaves sont chargés de l'entretien de la vie. C'est cette classe qui supporte l'asservissement à la nécessité pour toute la collectivité et qui permet aux autres d'être libres »<sup>43</sup>.*

Selon Aristote, l'artisan, au corps altéré et fatigué par les efforts physiques quotidiens, ne mérite pas d'être un citoyen, car son corps à trop souvent été en contact avec *les choses purement et exclusivement tournées vers la satisfaction des besoins matériels*. Son intérêt porte uniquement vers son métier et il n'est pas intéressé par la politique, alors même que la réelle dignité de l'homme *consistait à participer à la gestion des affaires de la Cité grâce à la parole*<sup>44</sup>.

A partir du 18<sup>ème</sup> siècle, le travail devient le symbole de production. Il est valorisé comme tel, et promet l'enrichissement individuel et le changement dans l'ordre social<sup>45</sup>.

Dès le 19<sup>ème</sup> siècle, le travail se présente comme étant « l'essence de l'homme ». Travailler n'est plus un châtement. Par son travail l'homme transforme le monde. « *L'homme qui travaille est le seigneur du monde, le travail est le moyen indispensable de la domination du monde, le travail économique est le moyen nécessaire de la satisfaction des besoins.* » (Scherrer, 1923).<sup>46</sup>

### 3.3. La place du travail dans l'identité des personnes

Le travail est, après la famille, l'un des composants essentiels de l'identité<sup>47</sup>. La rencontre entre le travail et l'identité se fait continuellement car les autres nous évaluent en fonction de notre profession : que faites-vous dans la vie ? Le fait d'avoir un travail occasionne une rétribution et permet de satisfaire ses besoins matériels, mais pas seulement. En effet, les travailleurs voient dans leur activité quotidienne *les moyens de se réaliser, de développer des capacités, de s'intégrer dans la société, et d'obtenir une reconnaissance sociale, une identité individuelle et collective*<sup>48</sup>. Le travail est habité par une forte valeur qui lie l'individu à la société et lui donne « *la possibilité d'exister* »<sup>49</sup>

### 3.4. Les fonctions du travail<sup>50</sup>

Le travail démontre de réelle capacité de socialisation<sup>51</sup> : il donne des compétences professionnelles, personnelles et sociales, et permet à l'individu d'apprendre à vivre avec les autres. Le travail développe en l'individu des normes et des valeurs sociétales, telles que le respect des collègues, la collaboration, la solidarité, etc. L'idéal serait que chacun puisse bénéficier d'une activité afin de se socialiser dans son environnement.

Le travail revêt ainsi plusieurs fonctions :

- **Une fonction de construction identitaire** : en travaillant, la personne contribue ainsi à l'économie de la société en se proposant en tant que main d'œuvre et en permettant de produire des biens et des services. Ainsi, la personne occupe ses journées à la production de quelque chose d'utile et acquiert un sentiment « d'utilité » pour la société et pour soi-même. Le travailleur prouve son utilité sociale et se crée un statut social, donc s'attire la reconnaissance d'autrui.

<sup>43</sup> *Ibid.*, page 61

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Aravis/Démarche prospective 2010 : quel travail dans 20 ans ? Variable 21 « Place du travail dans la société »

<sup>46</sup> *Ibid.*, page 66 et 89

<sup>47</sup> Aravis/Démarche prospective 2010 : quel travail dans 20 ans ? Variable 18 « Valeur du travail pour la personne », page 3

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*, page 2

<sup>50</sup> Voir également Guy Minguet, Sociologie du travail et de l'emploi, EMNantes

<sup>51</sup> Cad : « La socialisation est un processus par lequel sont transmises des valeurs et des normes dans le but de construire une identité sociale et d'intégrer l'individu à la société ». Elle fait d'un individu un être social et assure son intégration.

- **Une fonction de réalisation de soi<sup>52</sup>** : en travaillant, la personne se réalise dans ses relations sociales avec les autres (ses collègues, ses clients) et à travers l'accomplissement de son activité professionnelle. Son épanouissement grandit encore plus lorsque son travail est approuvé et validé par les pairs et par sa hiérarchie. Un tiers des personnes en Suisse affirment que leur travail a une influence directe sur leur état de santé<sup>53</sup>.
- **Une fonction de perfectionnement et d'épanouissement<sup>54</sup>** : en travaillant, la personne développe ses compétences personnelles, professionnelles et sociales. Le travailleur éprouve du plaisir et de la satisfaction, et cet état de plaisir augmente son épanouissement et son bien-être.
- **Une fonction de protection et d'autonomie** : en travaillant, la personne s'assure à elle-même, ainsi qu'à sa famille, une protection financière et le souci de vivre décemment, garantis par une rémunération régulière et stable. Le travailleur acquiert de l'autonomie financière et morale. L'accès à l'emploi garanti également l'accès à la protection sociales et donc aux différentes assurances sociales.
- **Une fonction d'intégration dans la société de consommation** : le fait de travailler permet à la personne d'accéder à la consommation. Sans revenu, il est difficile d'acheter des biens et des services « comme tout le monde » et de subvenir à ses besoins.

Il faut alors préserver la norme du travail, et ce combien même le marché de l'emploi se précarise. Pour les années à venir, ce sera sans doute une nouvelle fonction des politiques d'assistance.

<sup>52</sup> Pour rappel, en Grèce ancienne, le travail n'est pas du tout synonyme de réalisation de soi, ni de lien social, qui lui se noue uniquement dans la communauté politique et religieuse, à laquelle le travailleur n'avait pas accès.

<sup>53</sup> ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* Dossier préparé par Sandrine Spagnol et Martine Kurth, secrétariat général Artias, juin-juillet 2012, page 4

Parallèlement, un quart de personnes estiment que leur santé est menacée par leurs conditions de travail, ce qui est probablement dû à l'intensification du rythme de travail et à l'augmentation des contraintes et exigences temporelles.

<sup>54</sup> Pour rappel, en Grèce ancienne, le travail n'est nullement synonyme d'épanouissement personnel.

## 4. Identité et identité sociale

*« L'identité, lorsqu'elle ne se sent pas menacée, n'est l'objet d'aucune interrogation : elle s'impose avec une évidence tranquille. C'est dans les moments de remise en question, de déni, de rupture, de bouleversement qu'elle devient problématique. »<sup>55</sup>*

### 4.1. L'identité personnelle<sup>56</sup>

Alex Mucchielli définit d'identité comme étant « *un ensemble de critère de définition d'un sujet et un sentiment interne* ». Il souligne le fait que « *ce sentiment d'identité est composé de différents sentiments : sentiment d'unité, de cohérence, d'appartenance, de valeur, d'autonomie et de confiance organisés autour d'une volonté d'existence* »<sup>57</sup>. En d'autres termes, l'identité est ce qui fait qu'une personne se sent vivante au milieu des pairs, aux caractéristiques semblables.

En psychologie, l'identité signifie que l'individu prend conscience de sa propre existence, tant à travers la reconnaissance des pairs, qu'à travers sa propre reconnaissance, à savoir la reconnaissance du *moi*. Ainsi, l'identité se construit dans la relation du *moi* avec autrui, tout en accordant une place foncière au regard que pose autrui sur *moi*. L'identité personnelle se nourrit donc de sentiments, mais également de toutes les représentations et a priori qui se rapportent à un individu. Ainsi, chaque expérience de vie, positive ou négative, affecte l'identité de chacun et l'amène à questionner sa place face à ses pairs. Quelle image renvoyer aux autres ? Quelle image reçoivent-ils de *moi* ? L'identité des individus se fera à partir de certains « *signaux spécifiques* », qui admettent que l'individu appartient à un groupe ou qu'il occupe un rang social.

*« Si l'on appréhende le regard d'autrui, c'est bien sûr parce que l'on redoute son jugement, que l'on a peur qu'il renvoie une image négative et dévalorisante de soi. »<sup>58</sup>*

En revanche, si l'on veut définir un objet physique, il suffit pour cela d'assembler un certain nombre de caractéristiques dites « *essentiels* » qui vont permettre de distinguer deux objets qui se ressemblent, en donnant un usage et une jouissance propre à chaque objet.

Finalement, l'identité est plus simplement représentée et structurée sous trois aspects principaux<sup>59</sup> :

#### **Identité propre :**

- Les origines et le passé : la naissance, l'histoire propre et ses traces ;
- La situation actuelle : le nom, la position dans l'ensemble des autres sujets, pouvoirs, devoirs ... ;
- Le système des valeurs et des conduites spécifiques : traits et conduites spécifiques, motivation, intérêts... ;
- Les potentialités propres : compétences, résultats, activités...

#### **Identité sociale :**

- Les images de l'identité venant des autres : stéréotypes, opinions des autres ... ;
- Les affiliations et appartenances connues : troupes de pairs, groupe d'appartenance (âge, sexe, profession, sports, activités...) ;
- Les symboles et signes extérieurs : tout ce qui renvoie à une place dans la hiérarchie sociale.

#### **Identité matérielle :**

- La morphologie : caractéristique physique... ;
- Les possessions : objets et personnes, propriétés intellectuelles ;
- L'organisation : structure et agencement...

<sup>55</sup> Edmond Marc, *Psychologie de l'identité, Soi et le groupe*, page 1

<sup>56</sup> Fait référence à l'ouvrage d'Alex Mucchielli, *L'identité*, dont toutes les notions théoriques, citations et explications seront extraites. Les notions textuelles seront notifiées en italique, entre les guillemets.

<sup>57</sup> *Ibid.*, page 5

<sup>58</sup> Edmond Marc, *Psychologie de l'identité, Soi et le groupe*, page 86

<sup>59</sup> Alex Mucchielli, *L'identité*, pages 9 et 10



## 5. L'identité sociale

Cette forme d'identité met en avant tout ce qui est visible et identifiable de l'extérieur, à savoir le groupe ethnique auquel l'individu appartient, ainsi que le métier qu'il exerce. *Qui es-tu ? Quel travail fais-tu ?* Ainsi, l'identité sociale se détermine par la place que la personne occupe dans la société. Le fait d'être active, d'avoir une activité professionnelle régulière, permet la sauvegarde de son identité sociale.

Alex Mucchielli affirme que cette forme d'identité est « *plutôt une identité attribuée* <sup>60</sup> », à savoir réalisée à partir du consentement donné par la majeure partie des individus de la société. Ainsi, le sujet, hiérarchisé dans une classe sociale, se voit attribuer des droits, des devoirs et « *des prescriptions de conduites* <sup>61</sup> ».

### 5.1. Les besoins identitaires <sup>62</sup>

Ces besoins se distinguent comme suit :

#### 5.1.1. Le besoin d'existence

Il s'agit-là d'un besoin fondamentale : exister aux yeux des autres, ressentir que les autres individus me considèrent comme étant vivant, qu'ils acceptent ma place et mon existence, qu'ils m'intègrent à leur groupe d'appartenance.

#### 5.1.2. Le besoin d'intégration – d'appartenance

L'individu, dans sa quête de l'existence, a également besoin que ses pairs lui accordent une place au sein du groupe, afin de se sentir intégré et dans l'idéal également valorisé.

#### 5.1.3. Le besoin de valorisation

La reconnaissance passe également par la valorisation de ses actes. Ainsi, chacun individu cherche à donner la meilleure image de soi mais également à recevoir une image plaisante de sa personne. La manière dont les autres valorisent nos actes améliore l'estime que l'on a de soi-même.

#### 5.1.4. Le besoin de contrôler ses actes

Lorsqu'un individu a le sentiment qu'il n'est plus en mesure de décider librement de ses faits et gestes, qu'il perd le contrôle de ses actes, son identité est alors affectée et fragilisée. La perte de l'autonomie et l'obligation de répondre à des contraintes affaiblissent l'estime de soi et accélèrent sa perte d'identité.

#### 5.1.5. Le besoin d'être reconnu comme personne à part entière - unique

L'individu, en quête de reconnaissance, cherche évidemment à être considéré par autrui comme étant unique, avec ses différences et ses similitudes.

Somme toute, Alex Mucchielli l'affirme : « *un sujet ne peut affirmer son identité individuelle que s'il peut à la fois se sentir appartenir à un groupe de ses semblables, et se sentir autonome par rapport à l'emprise collective de ce groupe* » <sup>63</sup>. Les individus qui ne peuvent pas se raccrocher à un groupe d'appartenance sont proie à l'isolement et à l'exclusion sociale.

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, page 75

<sup>61</sup> *Ibid.*, page 75

<sup>62</sup> Edmond Marc, *Psychologie de l'identité, Soi et le groupe*, pages 173 à 184

<sup>63</sup> Alex Mucchielli, *L'identité*, page 59

## 6. Historique et création de l'aide sociale

La lutte contre la pauvreté est une tâche commune à toutes les autorités nationales, qui sont de plus en plus conscientes de la nécessité de mettre en place des stratégies pour combattre la pauvreté. Ainsi, l'aide sociale intervient en faveur des personnes qui sont touchées par la pauvreté : ces personnes sont touchées par des difficultés sociales, d'une part, et par le manque de ressources financières suffisantes pour pallier à leurs besoins vitaux de base (alimentation, habillement, logement et soins médicaux), d'autre part.

L'aide sociale est ce que la communauté accorde aux individus lorsque les autres formes subsidiaires d'aides ne peuvent plus être sollicités (assurances sociales, aide privée, solidarité, famille/ami). Dans ce sens-là, l'aide sociale représente le dernier filet de la sécurité sociale.

L'objectif de l'aide sociale est de garantir l'existence aux personnes vivant dans le besoin, tout en cherchant à favoriser leur indépendance économique et à préserver leur intégration sociale.

### 6.1. Historique – évolution de la notion d'aide sociale<sup>64</sup>

Au cours des siècles, la notion « d'aide sociale » a évolué et changé de patronyme. A son origine, on parlait « d'assistance publique », qui se caractérisait par une allocation exclusivement matérielle. Puis, l'assistance publique est devenue « l'assistance sociale », incluant une certaine dimension sociale à la contribution financière. Finalement, l'aide sociale est apparue sous l'appellation qu'on lui connaît aujourd'hui, incluant aux prestations pécuniaires un accompagnement, des conseils et un soutien personnalisé, et récemment encore des mesures d'insertion.

L'aide sociale est l'achèvement d'un long processus d'évolution. Au Moyen Âge et jusqu'au début de l'ère industrielle, l'assistance aux malades et aux miséreux s'opérait essentiellement au sein des familles ou au sein des communautés religieuses, dont ce fut la mission principale.

*« Elle est l'œuvre de la charité chrétienne. Le vrai chrétien doit payer de sa personne, son amour de Dieu passe par des actes concrets qui s'adressent d'abord aux plus faibles, aux plus désarmés et aux plus abandonnés »<sup>65</sup>.*

Il faut toutefois noter que cette exigence vient pourtant d'un commandement de police dont la visée était de lutter, avant tout, contre le vagabondage.

En Suisse, dès la seconde moitié du 15<sup>ème</sup> siècle, la Diète s'essaie de résoudre le problème de la pauvreté, *« en décidant que chaque canton prendrait ses propres pauvres en charge »<sup>66</sup>*. Les cantons vont alors peu à peu s'inspirer du modèle zurichois datant de janvier 1525. Ce modèle codifie la manière d'assister les personnes en situation de pauvreté, tout en proscrivant la mendicité. En conséquence, les cantons et les communes vont se charger de l'aide sociale, allégeant ainsi le travail de l'Eglise.

Dans le courant des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles, de nouveaux courants philosophiques vont s'intéresser au phénomène de pauvreté et revendiqueront *« le droit de l'individu à l'égard de la société, ceci en lieu et place de la charité »<sup>67</sup>*.

*« Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu dans les rues, ne remplissent point les obligations de l'État, qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable, et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé ».<sup>68</sup>*

<sup>64</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 210 et suivantes

<sup>65</sup> *ibid.* page 211

<sup>66</sup> Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 42

<sup>67</sup> *Ibid.*, page 212

Jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle, les nécessiteux recevaient une aide « en nature » et ceux qui étaient considérés comme des « assistés durables » étaient confiés à des paysans ou à des foyers spécialisés. Des lois qui régissent l'éducation, les pauvres et la santé voient le jour dans les différents cantons et des institutions sociales ouvrent leurs portes<sup>69</sup>.

## 6.2. A partir du 19ème à nos jours

A partir de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, le travail social s'ouvre à tous, sans caractère despotique, comme cela a pu être le cas auparavant. Les pouvoirs publics vont alors s'efforcer de comprendre l'origine des causes qui mènent à la pauvreté, afin de guider les personnes concernées vers leur propre indépendance.

De plus, avec l'essor de la sécurité sociale et de ses diverses assurances sociales, l'assistance publique « a perdu de son importance dans le domaine des "risques typiques", tels que l'âge, la mort, l'invalidité et la maladie »<sup>70</sup>. Toutefois, lorsqu'il s'agit de couvrir des « risques sociaux »<sup>71</sup>, naissant de la monoparentalité, du chômage de longue durée, du coût des logements et de la santé, l'aide sociale garde toute son étendue.

En d'autres termes, « l'aide sociale devient toujours plus importante sur le plan économique », et ce particulièrement « dès la fin des années quatre-vingt ». Les motifs qui expliquent cet état de fait sont nombreux<sup>72</sup> :

- tous les risques dits sociaux ne sont pas assumés par les assurances sociales ;
- le taux de chômage connaît une augmentation constante ;
- l'entraide familiale tend à disparaître ;
- l'accroissement des familles monoparentales ;
- la majoration du coût de la santé ;
- les conditions de logements toujours plus difficiles et fragiles.

A partir de 1963, la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) éditée pour la première fois, à l'attention des cantons, des normes pour le calcul de l'aide sociale.

Dès 1995, le canton de Genève renouvelle la pratique « en introduisant le Revenu minimum cantonal d'aide sociale »<sup>73</sup>. La plupart des cantons vont suivre ce mouvement qui vise « à lier l'aide financière à l'insertion et à éviter la précarité et l'exclusion »<sup>74</sup>. Ainsi, l'aide personnelle, sous forme de conseil et d'encadrement social, s'impose en plus de l'aide matérielle et des mesures d'insertion. En effet, ces deux modèles d'aides apparaissent complémentaires et sont en mesure d'encourager conjointement l'autonomie des personnes.

En 2000 la nouvelle Constitution fédérale entre en vigueur. Ainsi, l'article 48 est remplacé par l'article 115 et l'ancien article 45 par l'article 24.

### **Art. 115 Assistance des personnes dans le besoin**

Les personnes dans le besoin sont assistées par leur canton de domicile. La Confédération règle les exceptions et les compétences.

### **Art. 24 Liberté d'établissement**

1. Les Suisses et les Suissesses ont le droit de s'établir en un lieu quelconque du pays.
2. Ils ont le droit de quitter la Suisse ou d'y entrer.

<sup>68</sup> Montesquieu, *L'esprit des lois*, <http://www.ebooksgratuits.com>

<sup>69</sup> Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 42

<sup>70</sup> *Ibid.*, page 43

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, pages 219 à 220

<sup>73</sup> Le RMCAS est destiné aux chômeurs en fin de droits et versé pour une durée d'un an maximum. Il est renouvelable après évaluation. Il ne peut pas être cumulé avec des prestations fédérales, cantonales et d'aide sociale. Pour en bénéficier, il faut avoir épuisé tout droit aux indemnités fédérales et cantonales de chômage; et être inscrit à l'Office cantonal de l'emploi (OCE) comme demandeur d'emploi en timbrant régulièrement. ([http://www.ge.ch/legislation/referendum/f/L\\_8453.html](http://www.ge.ch/legislation/referendum/f/L_8453.html))

<sup>74</sup> Voir aussi l'ouvrage de Sylvain Fattebert, André Mach, *RMR et RMCAS : de la dette sociale au droit individuel*, Travaux de cours et mémoires de l'IDHEAP, 4/1996

<sup>74</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 225

## 7. Introduction aux bases légales de l'aide sociale

L'aide sociale est, avant tout, une aide à caractère social, ce qui la distingue des autres prestations pécuniaires allouées par l'Etat. Il s'agit-là de l'ultime filet de la sécurité sociale.

*« L'aide sociale a pour but d'assurer le minimum vital et de promouvoir l'indépendance économique et personnelle des personnes dans le besoin. L'aide sociale est octroyée par les pouvoirs publics, elle est subsidiaire d'autres assurances privées ou publiques, et elle est calculée selon la situation spécifique de la personne dans chaque cas d'espèce ».*<sup>75</sup>

Ces fondements reposent sur une multitude de lois et d'ordonnances qui relèvent à la fois du droit fédéral<sup>76</sup> et cantonal. Dans la pratique, cette compétence est essentiellement cantonale, donnant ainsi naissance à quelques vingt-six lois cantonales sur l'aide sociale<sup>77</sup>. Il n'existe à ce jour aucune loi fédérale, toutefois, les discussions se poursuivent.

L'aide sociale est accessible à toute personne dans le besoin, résidant en Suisse, « *quelles que soient les raisons qui l'aient conduite dans cet état de besoin* »<sup>78</sup>.

### 7.1. Les dispositions fédérales

Dans la Constitution fédérale de 1848, aucune disposition sur l'aide aux personnes dans le besoin n'est invoquée. Il faudra attendre la Constitution de 1874, pour que l'aide sociale soit évoquée.

Il faut toutefois se rappeler du fait que la Constitution de 1874 admettait encore que les personnes dans le besoin pouvaient solliciter l'aide de leur canton d'origine, et ce même si elles n'y séjourneraient plus. Ce principe était viable à l'époque de l'ancien Régime, car la majeure partie des citoyens vivaient et travaillaient toujours sur leur terre d'origine.

Cependant, au commencement du 19<sup>ème</sup> siècle, le mouvement massif de la population, motivé par la difficulté de trouver un emploi dans sa commune d'origine, rendait le principe de l'assistance plus difficile. En effet, l'arrivée de nombreux citoyens, terrassés par la misère, gonflait les chiffres de l'assistance et surchargeait les dépenses de la commune.

En attendant que cette situation change, plusieurs concordats intercantonaux voient le jour. Le 26 novembre 1914, 18 cantons et demi-cantons s'engageaient à adopter le principe sur l'assistance au lieu de domicile, selon la Convention d'Olten<sup>79</sup>. Le 25 mai 1959 le concordat sur l'assistance est adopté par tous les cantons et la Confédération.

Finalement, la Loi fédérale sur la compétence pour l'assistance aux personnes dans le besoin du 24 juin 1977 met un terme à tous les concordats adoptés précédemment.

Aujourd'hui, l'aide aux personnes dans le besoin découle principalement des articles 12 Cst « *droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse* », et 115 Cst « *assistance des personnes dans le besoin* ».

Dans son arrêt du 27.10.1995, le Tribunal fédéral a reconnu *le droit à un minimum d'existence comme un droit fondamental non écrit*<sup>80</sup>. Il a considéré que l'Etat devait satisfaire les besoins élémentaires de la personne humaine tels que se nourrir, se vêtir et disposer d'un toit<sup>81</sup>.

<sup>75</sup> Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 27

<sup>76</sup> Loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin (LAS)

<sup>77</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 249

<sup>78</sup> Regamey, Gropetti, *Minimum pour vivre, Etude de diverses normes*, page 35

<sup>79</sup> Le Comité d'Olten a vu le jour le 4 février 1918 dans la commune d'Olten dans le canton de Soleure. Il regroupe des politiciens de gauche, des syndicalistes, des conseillers nationaux et des journalistes. Parmi eux, sept membres seront élus pour former le Comité d'Olten, qui va aussitôt adresser plusieurs revendications au Conseil fédéral et sera à l'initiative de la grève générale.

<sup>80</sup> ATF 121.1.367 disponible sur [www.bger.ch](http://www.bger.ch) (Tribunal fédéral)

<sup>81</sup> Regamey, Gropetti, *Minimum pour vivre*, page 37

Dans son deuxième arrêt, le Tribunal fédéral a précisé ce que le terme de « minimum vital d'existence » n'est pas à confondre avec le minimum vital de la loi sur les prestations complémentaires AVS/AI, ni avec le minimum vital LP, ni avec le minimum vital admis par la CSIAS.

Ainsi, le minimum vital d'existence est une aide financière restreinte qui garantit les moyens financiers indispensables pour vivre dignement.<sup>82</sup>

Finalement, le Tribunal fédéral a posé le principe que cette aide ne peut être refusée que dans des cas extraordinaires<sup>83</sup>.

## 7.2. La LAS

La loi fédérale du 24 juin 1977 sur la *compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin* (LAS) nomme le canton en tant que autorité compétente dans le soutien des personnes dans le besoin. La LAS pose également les bases relatives au remboursement des frais d'assistance entre cantons et vient remplacer toutes les conventions et concordats existants depuis 1914. De plus, cette loi pose le principe qui dit qu'*il appartient au canton de domicile d'assister les personnes dans le besoin*<sup>84</sup>. Pourtant, la LAS ne va pas accorder aux personnes dans le besoin un droit à l'aide sociale. Néanmoins, les cantons restent libres de reconnaître ou non un tel droit.

## 7.3. Les normes CSIAS

Ces normes sont le fruit d'une collaboration entre représentants des communes, des cantons, ainsi que des institutions privées d'aide sociale. Ces normes *sont conçues en tant que recommandations*<sup>85</sup> *à l'attention des organes de l'aide sociale de la Confédération*<sup>86</sup>, *des cantons et des communes*.

La Constitution fédérale ne dispose pas de loi fédérale cadre sur l'aide sociale, c'est pourquoi les normes CSIAS<sup>87</sup> donnent un cadre général pour l'application de l'aide financière, en simplifiant et uniformisant cette pratique, afin que l'égalité de traitement d'un lieu à l'autre soit préservée au mieux.

La CSIAS a fixé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 une série de normes de calcul qui permettent de déterminer la somme qui sera allouée en guise de soutien financier. Ces normes déterminent également les aspects liés à l'insertion des bénéficiaires, en suggérant des mesures d'insertion. Les droits et devoirs des bénéficiaires, le règlement en matière de remboursement de l'assistance et les sanctions en cas de fraude viennent parachever les normes en question. Ces normes sont suivies par la grande majorité des cantons. Le tribunal fédéral suit et applique ces différentes recommandations, notamment pour appuyer le principe d'insertion.

## 7.4. Organisation et financement de l'aide sociale

L'organisation de l'aide sociale incombe aux cantons. Dans la plupart de ces derniers, la gestion de l'aide sociale est confiée aux communes, qui disposent d'un service social et du professionnel qualifié dans le domaine de l'assistance. Seuls deux cantons, le canton de Genève et le canton du Tessin, ne font pas appels aux dispositifs communaux. La gestion de l'aide sociale se fait de manière cantonale, à travers des dispositifs tels que *l'Hospice Général*<sup>88</sup> pour Genève et *l'Ufficio cantonale assistenza sociale*<sup>89</sup> pour le canton du Tessin.

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 217

<sup>85</sup> Ces recommandations n'ont pas de valeur juridique et les cantons ont le libre choix de leur application. Cependant, la majorité approuve ces recommandations.

<sup>86</sup> Wolfers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 153

<sup>87</sup> Les normes sont disponibles sur : <http://www.skos.ch/>

<sup>88</sup> <http://www.hospicegeneral.ch/>

« Pour accomplir les tâches définies par la loi sur l'aide sociale, les communes doivent disposer d'un service social ou déléguer leurs tâches aux centres médico-sociaux régionaux ou subrégionaux »<sup>90</sup>.

Quant au financement de l'aide sociale, il faut noter que des disparités existent d'un canton à l'autre. Toutefois, l'attribution de l'aide sociale est du ressort de l'administration publique et donc amputée directement sur la perception fiscale. De reste, un nombre de cantons fonctionnent selon un système de péréquation des charges. Les dépenses liées à l'assistance publique sont réparties entre le canton et la commune. L'Etat prend généralement à sa charge environ 60% et cède à la commune les 40% restants.

En Valais, cette répartition se fait selon l'article 35 bis de la LIAS.

**Art. 35bis Répartition des frais<sup>91</sup>**

*La participation du canton aux dépenses d'exploitation du secteur social des centres médico-sociaux s'élève à 62,5 pour cent de l'excédent de dépenses retenues, le solde étant pris en charge par les communes desservies par le centre concerné.*

<sup>89</sup> Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 66

<sup>90</sup> Règlement d'exécution de la loi sur l'intégration et l'aide sociale du 7 décembre 2011 (850.100), page 3

<sup>91</sup> Loi sur l'intégration et l'aide sociale du 29 mars 1996, Valais

## 8. Principes de l'aide sociale

### 8.1. Grands principes fondamentaux de l'aide sociale

Dans la loi, l'aide sociale repose sur deux principes fondamentaux, qui sont l'**individualisation** et la **subsidiarité**.

Lorsque la personne qui se trouve dans la nécessité n'a plus de ressources propres pour subvenir à ses besoins, et lorsque les prestations de toutes les autres assurances sociales ont été épuisées, ce n'est qu'à ce moment-là que l'aide sociale intervient, en dernier recours, selon le principe de subsidiarité. Ainsi, et selon les dispositions notifiées dans les lois cantonales, l'aide sociale est subsidiaire par rapport aux ressources suivantes<sup>92</sup> :

- La contribution personnelle, à savoir le produit de son propre travail, sa fortune ou tout autre avoir personnel ;
- Prestations venant des autres assurances sociales et contributions d'entretiens (ex : la pension alimentaire).

Il est à relever que le bénéficiaire doit signaler au professionnel s'il fait ménage commun avec une personne qui n'est pas au bénéfice de l'aide sociale, et qui dispose d'un revenu. Ainsi, les gains provenant de l'autre personne peut également être prise en compte dans le calcul de l'aide sociale, « en vertu du principe de subsidiarité »<sup>93</sup>.

### 8.2. La subsidiarité<sup>94</sup>

Le principe de subsidiarité est applicable par rapport à tout revenu, y compris le revenu qui provient du droit de la famille ou d'un partenariat enregistré entre personne du même sexe.

Ainsi, l'ordre selon lequel l'aide sociale sera octroyée dépend du principe de subsidiarité qui fixe le principe suivant : l'aide sociale interviendra que lorsque l'individu aura prouvé que ces moyens financiers ne lui permettent pas de subvenir à ses besoins de manière autonome et que toutes les autres formes d'aides ont été épuisées. En d'autres termes, la responsabilité individuelle prime avant l'intervention des prestations de l'aide sociale.

De la sorte, la subsidiarité répond à trois principes fondamentaux, qui se définissent comme suit :

- le bénéficiaire et son unité familiale doivent tout mettre en œuvre pour éviter ou limiter au maximum le montant des prestations de l'aide sociale ;
- accepter tout emploi convenable dont la rémunération permet de subvenir partiellement ou totalement à ses besoins et à ceux de sa famille ;
- faire valoir de suite leurs droits à des ressources financières auprès de tiers ou d'une assurance sociale.

### 8.3. L'individualisation<sup>95</sup>

Le principe de l'individualisation des prestations de l'aide sociale veut que ces dernières s'ajustent au mieux aux besoins de la personne. Ainsi, l'aide sociale octroyée fournit ce qui est nécessaire et que la personne demandeuse d'aide ne peut se procurer par ses propres moyens.

<sup>92</sup> Gnaegi, *La Pratique du droit*, page 246

<sup>93</sup> Ibid., page 246

<sup>94</sup> Selon l'art. 2 LIAS, Valais

<sup>95</sup> Walter Schmid, *Couverture du minimum vital : entre individualisation et standardisation*, novembre 2008, disponible sur [http://www.skos.ch/store/pdf\\_f/schwerpunkte/themen/Schmid\\_Arbeitgeber-f.pdf](http://www.skos.ch/store/pdf_f/schwerpunkte/themen/Schmid_Arbeitgeber-f.pdf)

#### 8.4. La sauvegarde de la dignité humaine et minimum vital

Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le principe de la dignité humaine garantit à chaque individu la possibilité de pouvoir satisfaire ses besoins vitaux, et de pouvoir bénéficier d'un soutien des services sociaux lors que les circonstances l'exigent, indépendamment de sa volonté.

##### **Article 25<sup>96</sup>**

*1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.*

*2. [...]*

C'est dans ce sens-là que l'aide sociale s'efforce de garantir aux requérants d'assistance une vie qui concorde avec les principes de dignité humaine. Outre l'assouvissement des besoins physiologiques, l'aide sociale cherche à préserver une existence sur le plan social du bénéficiaire, de façon à ce qu'il puisse vivre dans des conditions semblables aux personnes qui ne sont pas assistées.

*« L'aide sociale publique intervient toujours lorsque la dignité du bénéficiaire risque d'être atteinte sans l'intervention des autorités. La sauvegarde de la dignité humaine exige en premier lieu une compensation de l'incapacité financière du demandeur. Précisons toutefois que l'aide sociale a pour but d'aider la personne à maîtriser ses problèmes non matériels, qui entravent considérablement le développement de sa personnalité »<sup>97</sup>.*

Ainsi, dans le courant du 20<sup>ème</sup> siècle, les catégories de personnes pouvant prétendre à une assistance vont se diversifier : au départ, l'aide s'adresser aux habitants de la commune uniquement, titulaires de la citoyenneté du canton, puis peu à peu l'aide sera octroyée à toutes celles qui étaient de nationalité suisse, sans forcément avoir la citoyenneté du canton dans lequel elles résident. Aujourd'hui, « elle concerne tous les êtres humains, au nom de la dignité humaine »<sup>98</sup>.

Il faut toutefois relever que la Constitution suisse a tout de même mis plus de 50 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme avant de reconnaître ce besoin d'assistance dans ses textes de loi. Le travail acharné des économistes, des sociologues et des bénévoles à l'œuvre dans les associations caritatives a finalement mis en lumière le phénomène de pauvreté en Suisse, et le besoin d'y remédier. Il en ressort ainsi dans la Constitution fédérale de 1999 l'article 12, qui suppose, à travers son existence, que l'on admet que l'aide sociale donnée à une personne nécessiteuse est « un droit justiciable »<sup>99</sup>, conforme au principe de dignité humaine.

##### **Art. 12 Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse<sup>100</sup>**

*Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.*

Dans son intervention pour le 100<sup>ème</sup> anniversaire de la CSIAS, Jean-Pierre Tabin a pris l'exemple de la Suisse, et de son arrêt<sup>101</sup> du Tribunal fédéral qui a mis en vigueur, dès 1995,

<sup>96</sup> Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25, [www.un.org](http://www.un.org)

<sup>97</sup> Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale*, page 76

<sup>98</sup> *Ibid.* page 136

<sup>99</sup> Jean-Pierre Tabin, *l'article 12 de la Constitution fédérale : une « dignité » à géométrie variable*, intervention dans le cadre du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la CSIAS, parue dans la publication *Vivre dignement ? L'aide sociale suisse en question*, page 134

<sup>100</sup> [www.admin.ch](http://www.admin.ch)

<sup>101</sup> Arrêt du 27 octobre 1995, ATF 121 I 367



un droit au minimum vital. Ce droit est considéré comme un droit constitutionnel qui garantit des conditions d'existences minimales, à savoir exclusivement la satisfaction des besoins vitaux de tout être humain : se vêtir, se nourrir, se loger et se soigner. Il n'est pas tenu compte du « *minimum d'existence sociale* »<sup>102</sup>, tel qu'il est recommandé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 25).

Finalement, dans la loi fédérale, il n'existe aucune mention relative au montant minimum qu'un ménage devrait avoir pour s'assurer une existence au sens du minimum vital.

### 8.5. Qui bénéficie de l'aide sociale ?

Une personne est considérée dans « le besoin » lorsqu'elle vit des difficultés sociales et économiques et qu'elle n'est plus en mesure de subvenir par ses propres moyens à son entretien et ce d'une manière suffisante.

Les événements qui créent « le besoin » d'aide sociale sont nombreux et variés: Il y a, d'une part, les mutations du marché de l'emploi, et, d'autre part, la responsabilité individuelle du bénéficiaire : le choix du parcours de vie, personnel ou professionnel peut ainsi avoir une incidence. « *Il est à relever que les bénéficiaires actuels de l'aide sociale connaissent de plus en plus des problèmes concomitants et multiples* »<sup>103</sup>.

---

<sup>102</sup> Jean-Pierre Tabin, *l'article 12 de la Constitution fédérale : une « dignité » à géométrie variable*, page 139

<sup>103</sup> *Ibid.*, page 233

## 9. Que sait-on de la pauvreté et de l'aide sociale en Valais<sup>104</sup> ?

Selon les derniers chiffres, en 2010, l'aide sociale liée à la pauvreté soutient quelques 4'500 bénéficiaires dans le canton du Valais, ce qui représente 1.5% du taux de la population. Il faut noter, qu'en comparaison avec les autres cantons romands, le Valais enregistre le taux le plus bas. Les services sociaux valaisans luttent aujourd'hui activement contre la pauvreté au moyen des mesures suivantes : l'aide sociale, les prestations complémentaires AVS/AI, les subventions pour les primes d'assurance-maladie et finalement le fond cantonal pour la famille.

Dans notre canton, deux principaux facteurs de pauvreté se distinguent : le niveau de formation relativement bas, ainsi que le sort des familles dites monoparentales. Le département valaisan entend poursuivre sa lutte en apportant une modification de la Loi sur l'intégration et l'aide sociale, qui est chose faite, et en modifiant la législation en matière de pensions alimentaires. Finalement, réfléchir à la mise en place d'un système de prestations complémentaires pour les familles avec un ou plusieurs enfants semble être un autre remède à la précarité des familles.

### 9.1. Droit cantonal – loi valaisanne

En Valais, l'aide sociale est régie par la LIAS, *Loi sur l'intégration et l'aide sociale du 29 mars 1996 (RS 850.100), entrée en vigueur le 1.1.1997 et qui a été révisée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.*

#### **Art. 1 al. 1 Buts**

*La présente loi basée sur le principe de la solidarité a pour but le renforcement de la cohésion sociale, la prévention de l'exclusion et la coordination de l'action sociale dans le canton<sup>105</sup>.*

En Valais, l'application de l'aide sociale est confiée aux communes, dont les responsabilités sont les suivantes :

« Les communes:

- sont responsables de l'organisation et de l'application de l'aide;
- sont chargées de régler les cas d'urgence, avant le délai légal imparti pour statuer sur les demandes d'aide sociale;
- font valoir les contributions d'entretien au titre du droit de la famille;
- sont compétentes pour dénoncer aux autorités pénales les infractions à la présente loi;
- signalent aux autorités tutélaires les cas pour lesquels une mesure de protection devrait être instaurée;
- transmettent au département chargé des affaires sociales les décomptes d'assistance nécessaires à la répartition des charges, ainsi que les informations nécessaires à la conduite de la politique sociale cantonale »<sup>106</sup>.

Toutes les actions qui découlent de l'application de la présente loi sont déléguées par les communes aux centres médico-sociaux.

<sup>104</sup> Fait référence à *Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Valais*, Esther Waeber-Kalbermatten, cheffe du Département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration

<sup>105</sup> Disponible sur : [www.vs.ch](http://www.vs.ch)

<sup>106</sup> *Loi sur l'intégration et l'aide sociale*, Chapitre 2 : Organisation de l'aide sociale, page 2

## 9.2. Droits et devoirs de la personne bénéficiaire de l'aide sociale<sup>107</sup>

La LIAS fixe un certain nombre de droits et devoirs des bénéficiaires. Le respect de ces droits et devoirs assure une bonne collaboration entre les autorités d'aide sociale et les personnes assistées. Au sens de l'article 23, alinéa 1, ces droits et devoirs se déclinent comme suit :

### **Art. 23 Relations entre les autorités d'aide sociale et les bénéficiaires**

*Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent faire tous les efforts que l'on peut attendre d'eux pour sauvegarder ou recouvrer leur autonomie financière. Cela implique entre autres de collaborer avec toutes les personnes ou organismes chargés de l'évolution de leur situation ou de leur réinsertion sociale, professionnelle et économique à savoir notamment :*

- a. *les autorités d'aide sociale ;*
- b. *les autorités du chômage. Cela implique de s'inscrire comme demandeur d'emploi, même s'ils n'ont pas droit à des prestations financières de l'assurance-chômage, pour autant qu'ils disposent d'une capacité de travail ;*
- c. *toute autre assurance sociale ou privée ou autre organisme qui serait susceptible de fournir une aide financière ou une aide à l'insertion sociale ou professionnelle.*

De plus, les requérants d'assistance sont tenus de collaborer pour mener à terme leur projet d'insertion, et dans le meilleur cas concrétiser ce dernier. De plus, ces efforts passent par l'acceptation des mesures d'insertion proposées, susceptibles d'améliorer la situation personnelle, professionnelle et familiale.

Au sens de l'article 24, les bénéficiaires sont tenus de transmettre à l'assistant social tous les documents nécessaires, ainsi que toutes les informations demandées, conformément à la réalité de sa situation.

## 9.3. Le budget d'aide sociale

Ce budget, établi par l'assistant social, au moyen des documents apportés par le bénéficiaire, permet de couvrir le minimum vital d'existence, en accordant au bénéficiaire un forfait d'entretien, un supplément d'intégration et de formation, les frais de logement et les frais médicaux de base. Peuvent s'y ajouter des prestations circonstancielles qui sont en rapport avec l'état de santé, la situation économique et familiale du bénéficiaire. Les directives du canton du Valais déterminent les bases de calcul suivantes :

Taille du ménage	Forfait ménage/mois 2012	Forfait pers./mois	Forfait ménage/mois 2013	Forfait pers./mois
<b>1 personne</b>	977.–	977.–	986.–	986.–
<b>2 personnes</b>	1'495.–	748.–	1'509.–	755.–
<b>3 personnes</b>	1'818.–	606.–	1'834.–	611.–
<b>4 personnes</b>	2'090.–	523.–	2'110.–	528.–
<b>5 personnes</b>	2'364.–	473.–	2'386.–	477.–
<b>6 personnes</b>	2'638.–	440.–	2'662.–	444.–
<b>7 personnes</b>	2'912.–	416.–	2'938.–	420.–
<b>par personne supplémentaire</b>	+ 274.–		+ 276.–	

<sup>107</sup> Règlement d'exécution de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (RELIAS) du 7 décembre 2011

#### 9.4. Les mesures d'intégration dans l'aide sociale

Le nombre de personnes ayant recours à l'aide sociale a augmenté ces dernières années. Les mutations du marché de l'emploi et les changements sociétaux qui s'y accompagnent, rendent le travail de l'intégration sur le premier marché de l'emploi toujours plus difficile.

« *Et, parce qu'ils sont absents du marché du travail, parfois pendant des années, les ayants droit de longue durée courent le risque de la marginalisation* »<sup>108</sup>.

Ainsi, les personnes qui se trouvent en difficultés de réinsertion sur le marché de l'emploi et qui ont de la peine à entreprendre seules les démarches vers l'obtention d'un travail, peuvent se voir proposer des mesures<sup>109</sup> de réinsertion. Ainsi, toute personne ayant son domicile dans le canton d'assistance et étant au bénéfice d'une aide financière au sens de l'article 10 de la loi sur l'intégration et l'aide sociale, peut se voir offrir l'une ou l'autre des mesures suivantes :

##### – Contrat d'insertion sociale (CIS)

Il s'agit d'un contrat dit « moral » qui s'inscrit dans le cadre d'une activité de « *développement personnel, de formation individuelle ou d'amélioration de la situation sociale* ». En d'autres termes, le bénéficiaire, qui ne peut pas amorcer une réinsertion, est amené à effectuer un travail sur soi, afin de repousser les obstacles qui empêchent sa réintégration dans le monde du travail. Ce travail de développement personnel peut se traduire sous forme d'une activité d'utilité publique (du bénévolat), sous forme d'apprentissage (entreprendre une formation) ou sous forme de mesure thérapeutique (entreprendre un traitement médical, cure ou tout séjour favorisant le recouvrement de l'autonomie).

Ainsi, le contrat d'insertion sociale, décliné sous l'une ou l'autre forme, rapporte au bénéficiaire, en compensation de son investissement, une somme mise à libre disposition. Ce montant s'inscrit en complément du budget mensuel d'aide sociale et s'élève habituellement à Fr. 250.–/mois, sauf pour un contrat dit « de formation » où le montant peut atteindre Fr. 500.–/mois.

##### – Stage pratique (SP)

Lorsque le bénéficiaire d'aide sociale démontre une disposition au travail, il peut, à travers un stage pratique, « tester » ses facultés d'intégration dans le monde professionnel, en prenant une place active au sein d'une société privée, d'une administration publique ou finalement au sein d'un atelier d'une entreprise sociale.

Lorsque l'utilisateur est en situation de stage, il met à l'épreuve ses compétences professionnelles et personnelles, et s'efforce de répondre au mieux au cahier des charges établi par l'établissement dans lequel il évolue. Son activité est indemnisée à hauteur de Fr. 300.–/mois, lorsque le taux d'occupation se situe à 50% au minimum, et Fr. 250.–/mois lorsque le taux de travail est inférieur à 50%. Ce montant vient compléter l'aide sociale mensuel. Des frais supplémentaires liés à l'activité du stage, peuvent être pris en compte dans le budget d'aide sociale.

Quant à l'employeur qui accueille l'utilisateur et qui met à sa disposition son savoir et son énergie, est indemnisé à hauteur de Fr. 800.–/mois ou Fr. 1'100.–/mois en fonction de l'encadrement proposé.

<sup>108</sup> Synthèse de l'étude de la CSIAS : *La pratique du mandat d'intégration de l'aide sociale*, Berne, août 2009, page 1

<sup>109</sup> Fait référence au catalogue des mesures de réinsertion, disponible sur le site de l'Etat du Valais ([www.vs.ch/action-social](http://www.vs.ch/action-social)), *Catalogue des mesures de réinsertion professionnelle et sociale*, 2<sup>ème</sup> édition – mars 2012, page 36 et suivantes

### – Allocation sociale d'initiation au travail (AITs)

Quand le bénéficiaire d'aide sociale fait preuve d'une aptitude avérée au travail, il peut s'engager dans une activité lucrative, rémunérée et déductible de l'aide sociale. L'employeur qui s'engage à concéder un emploi au bénéficiaire d'aide sociale, perçoit, venant de l'aide sociale, un pourcentage du salaire de ce dernier, soit une allocation sociale d'initiation au travail. Cette allocation sert à compenser la « *productivité réduite* » de l'usager, et ainsi encourager l'employeur afin de lui accorder une place au sein de son entreprise. Ce type de contrat de travail peut être conclu auprès d'un employeur privé, public ou d'une entreprise sociale.

Ainsi, le 40% du salaire revient à charge de l'employeur, qui se doit de rémunérer son salarié selon les conditions en vigueur dans son secteur d'activité, soit au maximum Fr. 3'000.–/mois. Le contrat de travail est un contrat à durée déterminée, au taux d'occupation égal ou supérieur à 50%.

Des frais d'organisation sont perçus par l'employeur, en fonction de l'encadrement proposé, se montant à Fr. 800.–/mois ou 1'100.–/mois.

### – Financement des charges patronales (FCP)

Les charges patronales pour un travailleur plus âgé sont considérablement plus élevées, ce qui pousse parfois les employeurs à privilégier l'engagement des salariés plus jeunes. Afin de stimuler leur chance d'engagement, les usagers qui disposent d'une aptitude avérée au travail et dont le coût des charges sociales est un frein à l'engagement, peuvent s'inscrire dans ce type de contrat. Ainsi, l'employeur se voit rembourser l'intégralité des charges sociales, 24 mois au maximum, et touche une contribution aux frais d'encadrement à hauteur de Fr. 250.–/mois.

Cette mesure peut être sollicitée auprès de l'action sociale lorsque le demandeur d'emploi arrive à moins de 6 mois de la fin de son délai cadre, ou lorsque l'activité qu'il occupe au moment de la demande ne lui permet pas d'atteindre un salaire suffisant.

### – Mandat d'insertion professionnelle (MIP)

Dans le cas où l'usager présente de solides chances d'être rapidement réinséré sur le premier marché de l'emploi, la commune peut s'adresser à un mandataire, afin qu'il accompagne le bénéficiaire dans ses démarches vers la réinsertion. Ainsi, le mandataire, en accord avec la commune, peut mettre en place des mesures d'insertion adéquates et suivre le bénéficiaire dans son cheminement vers le marché de l'emploi.

Ce type de contrat se conclut entre la commune, le bénéficiaire et le mandataire. La rétribution du mandataire se situe soit à Fr. 800.–/mois, soit à 1'100.–/mois en fonction de type d'encadrement proposé. Cette somme peut être créditée des frais liés à l'organisation d'une mesure d'insertion spécifique.

Finalement, le mandataire perçoit son indemnisation durant toute la durée du contrat MIP, et ce même si le bénéficiaire a retrouvé un emploi avant la fin du contrat. L'assistant social s'engage également à maintenir une collaboration régulière avec le mandataire et l'usager.

### – Accompagnement social dans le cadre d'un semestre de motivation (SeMo)

Les jeunes adolescents qui présentent des comportements inadéquats et irrespectueux du cadre imposé sont proie à l'exclusion du semestre de motivation. Ainsi, cette mesure d'accompagnement vise à leur permettre de terminer plus sereinement leur engagement au SeMo et réussir au mieux leur transition vers une formation professionnelle. Les intervenants du SeMo, confrontés aux difficultés du jeune, sollicitent l'intervention du CMS, qui, à travers une mesure d'accompagnement devient partenaire.

### 9.5. Révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

La révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012. « Elle confirme le rôle décisionnel des communes et consolide celui du canton en tant qu'autorité de contrôle garante d'une application harmonisée de l'aide sociale en Valais<sup>110</sup> ».

Ainsi, la capacité de travail des bénéficiaires devra systématiquement être examinée par une mesure, dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande d'aide sociale. Des objectifs personnels et professionnels devront être formalisés, entre le bénéficiaire et le service social, au travers d'un contrat d'insertion.

### 9.6. Evaluation de la capacité de travail

C'est en décembre 2009 que l'initiative parlementaire visant la réinsertion rapide des personnes au bénéfice de l'aide sociale et aptes au travail avait été déposée. Cette mesure d'évaluation donne une vision plus détaillée des capacités physiques et psychiques du bénéficiaire à entamer un projet de réinsertion socioprofessionnelle.

Les initiateurs de cette mesure avaient pour objectif de rappeler aux bénéficiaires que leur condition de vie est certes précaire et délicate, mais pas du tout acquise. En effet, même si le recours à l'aide sociale est possible afin de garantir le droit au minimum vital, celui-ci doit d'une certaine manière se mériter, aujourd'hui plus que hier.

Le fait d'être en difficulté, que ce soit sur le plan physique, psychique, professionnel ou personnel ne suffit plus pour recevoir ces prestations. Bien que cela représente une condition en soi pour se présenter aux portes du service social, elle doit dorénavant s'accompagner d'une multitude d'efforts qui démontrent que tout est fait pour se sortir de l'impasse.

Pour toute demande d'aide sociale dès le 1er janvier 2012, il convient de :

- Faire une évaluation obligatoire de la capacité de travail ou de formation ;
- Réaliser cette évaluation dans les trois mois suivant le début de l'aide sociale ;
- Définir le type d'évaluation selon le profil du bénéficiaire (théorique, pratique ou médical) ;
- Analyser les catégories de personnes exemptées de l'obligation de faire une évaluation de la capacité de travail (déterminées par la loi).

Ce procédé est basé sur la volonté d'établir un bilan préalable avant toute élaboration de projets d'insertion sociale et/ou professionnelle.



© Dessin de Mix & Remix paru dans L'Hebdo, Lausanne.

<sup>110</sup> Canton du Valais, Communiqué de presse, 9 mars 2012, [www.vs.ch](http://www.vs.ch)

## 10. L'aide sociale aujourd'hui, à quoi doit-elle faire face ?

Plus que jamais, l'aide sociale est un sujet d'actualité et source de nombreux débats. Au même titre que les autres organes de protection sociale, l'aide sociale doit s'accommoder aux différents chamboulements de la société et défier de nouveaux risques sociaux.

*Depuis la fin de la période des « Trente Glorieuses », plusieurs tendances économiques, sociales, culturelles et politiques font évoluer la société<sup>111</sup>. Certains de ces bouleversements touchent particulièrement l'aide sociale.*

### 10.1. Evolution de la situation actuelle

Depuis le début des années 1990, le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale et les coûts qu'ils génèrent ont vivement augmenté. La lutte contre la pauvreté est un sujet politique de grande actualité, d'autant plus que la situation des finances publiques à ce sujet reste délicate. De plus, il faut noter qu'un fort taux de chômage conduit le plus souvent à des coûts d'aide sociale directe plus importants<sup>112</sup>.

*En 2010, 231'046 personnes en Suisse étaient tributaires de l'aide sociale. Comme en 2009, le taux d'aide sociale au niveau national s'est établi à 3,0%.<sup>113</sup>*

Depuis les années nonante, le coût de l'aide sociale a augmenté à près de 50 %<sup>114</sup> sur le plan national.

### 10.2. L'aide sociale face aux changements sociétaux

Ainsi, en premier lieu, **la structure familiale**, qui s'est modifiée, a donné lieu à de nombreuses familles composées d'un seul adulte et d'un ou de plusieurs enfant(s). Ce phénomène, communément appelé « famille monoparentale » est le reflet principalement de l'effet combiné de l'augmentation des divorces et des séparations et de la baisse du nombre de mariage, ou encore de l'accroissement des naissances hors mariage, souvent de mères célibataires.

Ainsi, la situation financière de ces familles monoparentales est souvent précaire (sous-emploi ou temps partiel) *et un gros quart des foyers monoparentaux vit sous le seuil de la pauvreté* (chiffres 2006)<sup>115</sup>. On estime que ces foyers doivent vivre, à peu de choses près, de la même somme d'argent que les ménages composés d'une seule personne, alors même que leurs charges sont copieusement plus élevées (assurance maladie, loyer, coûts directs des enfants, etc.).

Autre indicateur : de manière générale, les femmes sont plus nombreuses à être titulaires d'un contrat à durée déterminée, et représentent 58% des travailleurs soumis à ce type de contrat<sup>116</sup>.

Somme toute, le quotidien marqué par la précarité tend à se refléter sur les générations suivantes: *surreprésentés dans les statistiques de l'aide sociale, les enfants et les jeunes payent un lourd tribut à ce phénomène. Cette évolution est lourde de conséquences sur leur parcours, leur santé et leur intégration sociale<sup>117</sup>.*

<sup>111</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 229

<sup>112</sup> Christoph Hefti, Dr Wolfram Kägi, *Statistique financière, Un essai sur les dépenses de l'aide sociale pour les prestations sociales sous condition de ressources*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2005

<sup>113</sup> La statistique suisse de l'aide sociale 2010, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2012

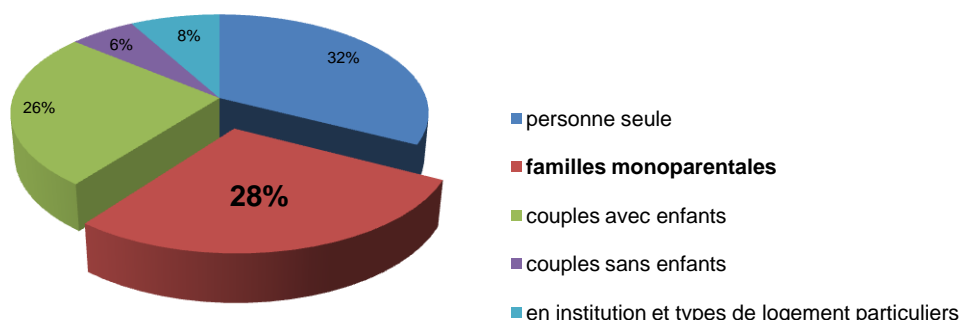
<sup>114</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 233

<sup>115</sup> ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* Dossier préparé par Sandrine Spagnol et Martine Kurth, secrétariat général, juin-juillet 2012, page 5

<sup>116</sup> ARTIAS, Angelica Lepori, Spartaco Greppi, Christian Marazzi, *Travail, chômage et Etat social*, rapport final (voir également dossier du mois juin-juillet 2012), page 4

<sup>117</sup> *Ibid.*, page 5

Bénéficiaires de l'aide sociale selon la structure de l'unité d'assistance en 2010<sup>118</sup> :



Puis, **le marché de l'emploi** qui se complexifie en donnant lieu à des emplois dits « atypiques », qui se concrétisent par des prestations à temps partiel, à durée déterminée, sur appel ou de manière temporaire. *Le statut sur le marché du travail représente une des causes principales d'entrées à l'aide sociale*<sup>119</sup>. L'accroissement du taux de chômage de longue durée, l'incertitude de l'emploi ou des salaires plus que discutables sont autant de facteurs qui plongent une partie de la population dans la pauvreté et l'exclusion sociale.

*Les statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) montrent que les contrats de travail à durée déterminée concernant désormais 8% des salarié-e-s et que leur évolution pourrait être considérable : de 2001 à 2010, le nombre des personnes au bénéfice d'un contrat de travail à durée inférieure à 6 mois a augmenté de 33%.*

*L'effectif des intérimaires a quasiment doublé entre 1998 et 2010, passant de 142'000 environ à 280'000.*

Finalement, **les assurances sociales et l'aide sociale sont intimement liées entre elles** : parfois *l'aide sociale sert par ses avances de filet social temporaire*<sup>120</sup> en attendant la prise en charge d'une autre assurance sociale. Lorsque le minimum vital n'est pas atteint, tel peut être le cas lorsque la rente AI et les prestations complémentaires ne suffisent pas, l'aide sociale vient compléter les prestations manquantes. *Plus le champ d'intervention des assurances sociales se rétrécit, plus l'aide sociale coûte cher à la collectivité, vu son caractère subsidiaire*<sup>121</sup>.

Finalement, les personnes qui arrivent **en fin de droit aux prestations du chômage** et qui ne parviennent pas à retrouver un emploi, se retrouvent également confrontées au recours à l'aide sociale.

« *L'apparition d'un chômage structurel non compressible dès les années 1980 a contribué à une recrudescence du recours à l'aide sociale, qui prend aujourd'hui en charge une catégorie de personnes – chômeurs de longue durée – qui n'existait pas pour ainsi dire dans les décennies précédentes*<sup>122</sup> ».

La récente révision de l'AC a encore appuyé cette manifestation et contribué à l'augmentation des demandes.

<sup>118</sup> Actualités OFS, Statistique suisse de l'aide sociale 2010, Neuchâtel, 12.2011, page 3

<sup>119</sup> *Ibid.*, page 3

<sup>120</sup> ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* Dossier préparé par Sandrine Spagnol et Martine Kurth, secrétariat général, juin-juillet 2012, page 8

<sup>121</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 231

<sup>122</sup> ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* page 7



Il en est de même lors de **la révision de l'assurance invalidité** qui, de par ces variations, exclut la prise en charge de certains groupes à risque.

Somme toute, les changements sociaux intervenus ces dernières années obligent l'aide sociale à s'accommoder à de nouvelles fonctions, auxquelles elle n'avait pas été pressentie à sa création. Ainsi, les fonctions traditionnelles semblent, non pas disparaître, mais s'accompagner de nouvelles fonctions auxquelles le régime de l'aide sociale doit faire face.

*« Enfin, l'aide sociale s'adapte à l'évolution du niveau de protection offert par les assurances sociales. D'un côté, l'aide sociale perd de son importance par rapport aux risques principaux de la vie tels que le décès et l'invalidité. D'un autre côté, l'aide sociale couvre aujourd'hui les nouveaux risques de la société moderne tels que le chômage de longue durée, non pris en charge par les assurances sociales »<sup>123</sup>.*

### 10.3. Fonctions « traditionnelles » versus fonctions « modernes » de l'aide sociale

Lorsque l'aide sociale a été mise en place, elle avait un rôle et des missions bien spécifiques. Au cours des années, ces missions se sont quelque peu transformées. La protection sociale remplissait, pour ainsi dire, quatre fonctions « *traditionnelles* »<sup>124</sup> principales :

- Une aide d'urgence allouée de façon immédiate ;
- Une prise en charge de situations pathologiques afin d'y remédier ;
- De la prévention ;
- La recherche d'un mieux-être des bénéficiaires.

Aujourd'hui, il faut dire que l'assistance publique ne se cantonne plus seulement de remplir ces fonctions-là. Outre ses fonctions coutumières, elle revêt à présent une fonction compensatoire dans le cadre de la sécurité sociale, en offrant des prestations temporaires aux bénéficiaires, dans l'attente que l'une ou l'autre des assurances sociales prenne la relève, ou en attendant que le bénéficiaire retrouve son autonomie.

Ce qu'il convient d'ajouter à cette liste de prestations offertes par l'aide sociale, ce sont les offres palliatives au marché de l'emploi, en d'autres termes, les mesures favorisant l'intégration sociale et professionnelle. Ainsi, dans son ouvrage, Philippe Gnaegi parle de « *fonction intégrative* », devenue prépondérante.

Philippe Gnaegi soulève le fait que l'aide sociale « *moderne* » doit se charger, d'une part, de garantir des moyens de subsistance aux personnes nécessiteuses, en fournissant une aide matérielle et immatérielle, et d'autre part, de faire en sorte que ces personnes nécessiteuses ne se retrouvent pas marginalisées et exclues de la société. Pour rappel, la loi sur l'intégration et l'aide sociale dans le canton du Valais vise expressément ces objectifs-là, et c'est en allant dans ce sens que **la cohésion sociale**<sup>125</sup> ne sera que plus renforcée.

<sup>123</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 244 et 245

<sup>124</sup> Gnaegi, *La pratique du Droit*, page 243

<sup>125</sup> Le terme « cohésion sociale » a été cité par le sociologue Emile Durkheim pour la première fois en 1893, dans son ouvrage « *De la division du travail social* ». Dans cette édition, il décrivait la cohésion sociale comme étant un bon fonctionnement de la société. Ce bon fonctionnement est perceptible lorsque la solidarité entre les citoyens est présente, et lorsque la conscience collective se préoccupe de ce qui sont dans le besoin. Finalement, on va favoriser la participation à la vie active de la société et leur intégration dans cette dernière.

Selon Caroline Knupfer, les transformations récentes des fonctions de l'aide sociale<sup>126</sup> se résument comme suit :

<b>Fonctions traditionnelle de l'aide sociale</b>	<b>Nouvelles fonctions de l'aide sociale</b>
<i>Subsidiaire</i>	<i>Complémentaire et compensatoire</i>
<i>Aide temporaire</i>	<i>Aide permanente</i>
<i>Risques sociaux « classiques »</i>	<i>Nouveaux risques sociaux</i>
<i>Surmonter des situations individuelles de détresse</i>	<i>Surmonter des situations structurelles de détresse</i>

#### 10.4. Sortir de l'aide sociale

L'aide sociale est avant tout une réponse momentanée à une situation imprévisible survenue à un moment donné dans la trajectoire de vie d'une personne, et qui ne lui permet plus, pour ainsi dire, de subvenir à ses besoins de manière autonome. De ce fait, le recours à l'aide sociale devrait être de *courte durée*<sup>127</sup>. Pourtant, la réalité est toute autre.

« On peut dire que sur la population arrivée à l'aide sociale à un moment donné, la moitié aura quitté l'assistance après 1 an. La durée de l'aide sociale dépend de caractéristiques spécifiques : les personnes de plus de 40 ans, les personnes vivant seules, en couple ou seules avec des enfants (monoparentalité) touchent l'aide sociale sur une plus longue durée »<sup>128</sup>.

En 2010, le canton du Valais a enregistré la plus forte baisse avec près de 600 bénéficiaires en moins par rapport à l'année précédente. Cette baisse a représenté 13% dans le canton.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de dossiers	2'147	2'246	2'410	2'388	2'663	2'392
Nombre de bénéficiaires	3'939	3'871	4'096	3'940	4'577	3'986
Taux d'aide sociale	1.4	1.3	1.4	1.3	1.5	1.3

Les dossiers liés au permis F+ ont été intégrés à la statistique depuis l'année 2009<sup>129</sup>

<sup>126</sup> Caroline Knupfer, Responsable du Secteur Etudes, Quelles conséquences l'inégalité et l'insécurité de droit entraînent-elles pour la politique sociale suisse?, Congrès annuel de l'Association suisse de politique sociale, 10.11.2011

<sup>127</sup> Ibid., page 6

<sup>128</sup> Source : département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration (DSSI), action sociale 2012, conférence de presse du 9 mars 2012, Canton du Valais

<sup>129</sup> Ibid.

## 10.5. Les solutions suisses en matière de lutte contre la pauvreté

La Suisse a mis en place un système de protection sociale relativement bien développé qui lui permet de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Néanmoins, elle compte toujours sur le soutien complémentaire des organisations non gouvernementales, telles que Caritas ou Pro Senectute, qui agissent directement auprès des individus touchés par la précarité, sous forme d'aides ponctuelles. Depuis le milieu des années 90, la Suisse semble encourager de plus en plus le principe de contre-prestations de la part des bénéficiaires. Cette contrepartie se traduit par des mesures de formation et d'occupation et passe directement par des démarches tangibles qui visent l'insertion et la réinsertion dans le marché de l'emploi. Ainsi, en 1995, l'assurance-chômage introduit le principe selon lequel le bénéficiaire doit timbrer afin d'obtenir le versement du salaire en échange. Rapidement, les nouvelles normes CSIAS et la cinquième révision de l'assurance-invalidité ont suivi cette approche. La réussite de cette approche réside dans le fait que l'intégration des personnes touchées par la pauvreté est renforcée, au moyen des prestations mises en place par l'Etat. Même si le filet de protection sociale est bien rodé, la mise en œuvre de l'intégration de ces personnes va surtout dépendre du marché de l'emploi et des places ainsi disponibles. Les exigences du marché de l'emploi sont toujours plus élevées, alors la question se pose : que faire avec les personnes dont les qualifications ne suffisent plus ? Et comment s'adapter aux individus dont la volonté de s'émanciper de la pauvreté n'est pas suffisante ?

### 10.5.1. Les prestations de l'assistance publique

Il existe des situations où l'individu ne dispose plus de revenu et n'aura plus droit à aucune prestation des assurances sociales. Afin de subvenir à ses besoins de base, il peut recourir à l'assistance publique de son lieu de résidence. En effet, l'aide sociale est une affaire cantonale et les conditions d'octroi dépendent des normes en vigueur et des règlements du canton concerné. Il est important de noter que ce système est mis en place pour lutter contre la pauvreté, tout en constituant une dette<sup>130</sup> pour la personne qui y a recours. Par ailleurs, pour éviter de toucher l'aide sociale, il y a la possibilité dans certains cas de s'adresser aux fondations et donateurs privés, pour autant que l'aide financière soit extraordinaire et ponctuelle.

### 10.5.2. Les prestations complémentaires<sup>131</sup>

Eviter la pauvreté en assurant un minimum vital, telle est la mission des prestations complémentaires, qui ont vu le jour il y a maintenant plus de 30 ans. Continuellement réadaptées au niveau de vie, aux nouvelles habitudes sociales et au développement des soins à domicile, elles ne représentent plus simplement une rente mensuelle, mais se constituent à présent d'un panel plus large de prestations.

### 10.5.3. Les autres aides

Parmi les autres aides disponibles, il convient de soulever le droit aux allocations familiales, qui représente une maigre compensation au revenu des parents. Finalement, ce qu'il faut retenir aujourd'hui, *c'est la nécessité d'une politique familiale globale, cohérente et diversifiée*<sup>132</sup>, qui passe par diverses mesures financières directes et indirectes. Par mesures financières directes, il faut entendre les allocations familiales, les aides financières aux familles et aux enfants, le subside d'assurance maladie et avance et recouvrement des contributions d'entretiens. Les mesures indirectes se caractérisent par la nécessité d'offrir, par exemple, un lieu d'accueil extrafamilial, ainsi que toutes autres mesures qui permettent de concilier la vie professionnelle et la vie familiale des ménages.

<sup>130</sup> Le remboursement de la dette est exigé que si la personne revient à meilleure fortune. La dette est prescrite au bout de 10 ans, généralement.

<sup>131</sup> [http://www.av.s.ch/siteAVS/Francais/pc\\_avs\\_ai\\_legislation\\_r.jsp](http://www.av.s.ch/siteAVS/Francais/pc_avs_ai_legislation_r.jsp)

<sup>132</sup> ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* Dossier préparé par Sandrine Spagnol et Martine Kurth, secrétariat général Artias, juin-juillet 2012, page 5

## 11. Les sanctions à l'aide sociale

Face au flou juridique et pratique, la CSIAS s'est penchée sur la question, en publiant en 2006 un document intitulé « *Contrôles et sanctions dans le cadre de l'aide sociale* », afin de clarifier la notion d'abus de l'aide sociale. Elle mentionne notamment les situations qui font appel à des sanctions, ainsi que la teneur de ces dernières.

### 11.1. Sanctions et amendes

Il est important de relever une chose : toutes les situations qui sont communément qualifiées d'abus à l'aide sociale, ne sont pas pour autant « *un cas d'obtention illégale de prestations* »<sup>133</sup>. La distinction est d'autant plus importante, car les sanctions varient et ne sont pas autorisées dans toutes les situations. Les faits spécifiques suivants sont considérés comme des faits constitutifs d'abus<sup>134</sup> :

- **Obtention frauduleuse de prestations par le biais de renseignements erronés ou incomplets sur la situation personnelle ou économique**

Lorsqu'un individu formule une demande d'aide sociale, il est tenu de fournir des renseignements conformes à la réalité sur sa situation personnelle, familiale, professionnelle et financière. Ces informations se vérifient au moyen de documents requis, tels que des relevés bancaires et postaux, fiches salaires et autres preuves de revenus.

Ainsi, toute personne qui touche une aide financière indue, généralement après avoir dissimulé des renseignements sur ses avoirs, est coupable d'obtention frauduleuse de prestations de l'aide sociale. Cette forme de délit peut être considérée comme un délit au sens du Code pénal suisse, dans les cas les plus graves, et uniquement un délit relevant du droit pénal administratif cantonal. Dans ce cas, la personne encoure une sanction sous forme d'amende.

- **Utilisation des prestations de l'aide sociale à des fins inappropriées**

Les prestations d'aide sociale sont fournies afin de combler des besoins prédéfinis avec l'assistant social, ce qui diminue le risque d'abus. Le bénéficiaire qui utilise l'argent perçu dans le but de satisfaire des intérêts personnels, et provoque par son action une nouvelle situation de détresse, est coupable d'abus à l'aide sociale. Cependant, cette forme d'utilisation frauduleuse n'est pas un délit au sens de la loi, et entraîne dans la plupart des cas des sanctions sous forme de réduction de l'aide sociale.

- **Maintien de la situation de détresse**

Les bénéficiaires d'aide sociale sont tenus de fournir des efforts personnels afin d'améliorer leur situation et de retrouver au plus vite leur autonomie. Ces efforts passent notamment par des recherches d'emploi, ou encore un déménagement en vue de diminuer les frais de location d'un logement trop onéreux.

Le bénéficiaire qui ne fournit aucun d'efforts dans le but d'améliorer ses conditions d'existence, est passible de sanctions sous forme de réduction des prestations. Cette forme d'excès n'est pas un délit, ni même un abus au sens strict du terme. Il s'agit plutôt d'un comportement récalcitrant sanctionné pour son manque de collaboration.

<sup>133</sup> CSIAS, *Contrôles et sanctions dans le cadre de l'aide sociale*, page 3

<sup>134</sup> Ibid., page 3

## 12. Représentations sociales

« La représentation sociale est le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique. »<sup>135</sup>

Le choix de développer ce concept repose sur ma volonté de définir la manière dont les individus et les groupes se comportent, et par conséquent la manière dont ils se représentent eux-mêmes, les autres individus, et la société en général. L'individu, qui se représente la réalité d'une telle ou telle façon, est imprégné « *des codes, valeurs, modèles, idéologies que la société véhicule* »<sup>136</sup>. Ce concept s'impose étant donné que la société et les médias véhiculent des connotations plus ou moins fortes sur l'aide sociale.

Objet d'études pour un nombre grandissant de chercheurs<sup>137</sup>, il s'inscrit dans le domaine des sciences humaines depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. Selon Serge Moscovici, le concept de représentation sociale permet « *d'étudier les comportements et les rapports sociaux sans les déformer ni les simplifier* »<sup>138</sup>. Il faut comprendre par-là que les représentations sociales, nées de la vision propre d'un individu ou d'un groupe d'individu, sont le pilier et le lien que l'individu a avec l'environnement dans lequel il vit.

En d'autres termes, les représentations sociales sont la manière dont les hommes conçoivent et interprètent la réalité de tous les jours. Ainsi, les questions qu'ils se posent et les réponses qu'ils trouvent à leurs questionnements leur permettent de s'accommoder au monde dans lequel ils vivaient.

### 12.1. Définition et construction d'une représentation sociale

Jean-Claude Abric définit une représentation sociale comme étant « *l'ensemble organisé et hiérarchisé des jugements, des attitudes et des informations qu'un groupe social donné élabore à propos d'un objet* »<sup>139</sup>. Il poursuit en expliquant que c'est la manière dont la réalité a été perçue, représentée et intériorisée par les membres de la société. Ces représentations reflètent donc les valeurs de la collectivité dans laquelle les membres évoluent.

En 1898, Emile Durkheim fut le premier sociologue à mettre en avant la notion de « représentation collective » en affirmant que les premières formes de représentations, dont l'homme était à l'origine, sont nées dans la religion.

Serge Moscovici va, plus d'un demi-siècle plus tard, troquer le terme de « représentation collective » contre le patronyme de « représentation sociale », et affirmer que ces représentations sont « *un système de valeurs, de notions et de pratiques ayant une double vocation : Tout d'abord d'instaurer un ordre qui donne aux individus la possibilité de s'orienter dans l'environnement social et matériel et de le dominer. Ensuite d'assurer la communication entre les membres d'une communauté en leur proposant un code pour leurs échanges et un code pour nommer et classer de manière univoque les parties de leur monde* »<sup>140</sup>. En d'autres termes, il met en avant leur fonction cognitive dans l'assimilation de la nouveauté et l'orientation des conduites à adopter. Denise Jodelet<sup>141</sup> viendra parfaire les

<sup>135</sup> Jean-Claude Abric, *Pratiques sociales et représentations*

<sup>136</sup> Denise Jodelet, *Réflexions sur le traitement de la notion de représentation sociale en psychologie sociale*, page 15 et suivantes

<sup>137</sup> Fait référence au point suivant, 11.1 définition

<sup>138</sup> Serge Moscovici, *Des représentations collectives aux représentations sociales*, page 63

<sup>139</sup> Jean-Claude Abric, *Exclusion sociale, insertion et prévention*, page 11

<sup>140</sup> Serge Moscovici in Claudine Herzlich, *Santé et maladie : analyse d'une représentation sociale*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1996

<sup>141</sup> Fait référence à l'ouvrage de Denise Jodelet, *Les représentations sociales*, pages 36 et 37, paru en 2003 et à l'ouvrage *Folies et représentations sociales*, du même auteur, paru en 1989

explications de Serge Moscovici en expliquant que ce phénomène peut être observé de manière concrète, notamment dans les discours dominants, comme par exemple ceux véhiculés par les médias. Lorsqu'un phénomène gênant et problématique apparaît, il est porté aux yeux de tous notamment à travers sa diffusion médiatique. Il s'agit-là d'une forme d'identification socialement élaborée et partagée par tous, dans le but de créer une réalité commune, admise par l'ensemble des citoyens.

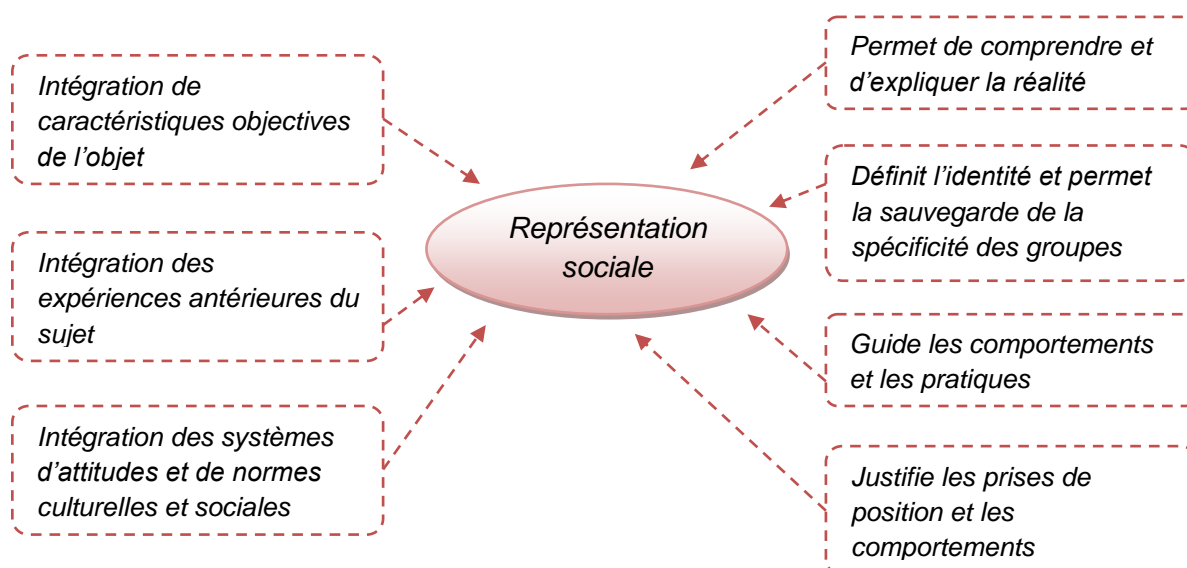
Finalement, la manière avec laquelle nous abordons le monde qui nous entoure est conditionnée par notre manière d'expliquer le réel, ainsi que par nos comportements et agissements. Ces comportements sont le résultat de nos croyances à l'égard du monde qui nous entoure. Ces croyances découlent des modèles de pensées qui nous ont été enseignés par la tradition ou par l'éducation que nous avons reçue.

## 12.2. Quelles sont les fonctions d'une représentation sociale ?

Une représentation sociale est socialement élaborée et partagée, et donc elle représente formellement quelqu'un ou quelque chose. Cette représentation de l'individu ou de l'objet se concrétise à travers le vocabulaire qui y est associé, et l'individu l'interprète pour en faire sa propre représentation. Jean-Claude Abric livre l'explication suivante : « *toute réalité est représentée, c'est-à-dire appropriée par l'individu ou le groupe, reconstruite dans son système cognitif, intégrée dans son système de valeurs dépendant de son histoire et du contexte social et idéologique qui l'environne* »<sup>142</sup>. Ainsi, les représentations sociales aident à définir ce qui est communément admis, et ce qui ne l'est pas, ce qui est autorisé et ce qui est interdit, le comportement que l'on peut adopter, et celui qui est proscrit. Les représentations sociales sont en quelque sorte le modèle identitaire, collectivement partagé, auquel il faudrait s'identifier, afin d'être reconnu par ses pairs.

## 12.3. Conception d'une représentation sociale

La représentation sociale est une forme de dispositif, dont le rôle est d'interpréter la réalité. Elle est, non seulement la représentation de ce que l'on perçoit de manière réelle, mais également la réadaptation de cette réalité en fonction des attentes des individus. Elle se conceptualise selon le graphique<sup>143</sup> qui suit :



<sup>142</sup> Jean-Claude Abric, *Pratiques sociales et représentations*, page 12

<sup>143</sup> Géraldine BELA, *Le co-branding et la perception du consommateur*, graphique « *Elaboration et fonctions d'une représentation sociale* », [http://geraldine.bela.free.fr/03\\_chap1.htm](http://geraldine.bela.free.fr/03_chap1.htm)

## 13. Différentes hypothèses

Afin de répondre à la question de départ, j'ai posé quelques hypothèses possibles. Ces hypothèses visent le regard que peuvent avoir les bénéficiaires sur le soutien financier et social qu'ils reçoivent, ainsi que sur les mesures d'insertion proposées à l'aide sociale publique. Mes hypothèses se déclinent de la manière suivante :

### Hypothèse 1

#### **1. Les bénéficiaires d'aide sociale se sentent honteux car les discours dominants sur l'aide sociale les représentent surtout comme des abuseurs.**

- 1.1. Les bénéficiaires d'aide sociale se sentent honteux car les discours dominants les voient comme des personnes qui préfèrent toucher l'aide sociale plutôt que de se réinsérer professionnellement.
- 1.2. Les bénéficiaires d'aide sociale se sentent honteux car les discours dominants les voient comme des abuseurs, responsables de leur inactivité professionnelle.
- 1.3. Les bénéficiaires d'aide sociale se sentent honteux, ce qui a pour effet qu'ils s'isolent de la société et de leurs réseaux sociaux (famille, amis, connaissances, vie associative, loisirs, etc.).

Cette hypothèse suppose que l'être humain se développe de manière positive lorsqu'il s'appuie sur ses compétences, et plus spécifiquement sur son identité, et ce tant dans la sphère professionnelle, que dans la sphère sociale et familiale. L'établissement de rapports positifs envers soi-même et envers la société sont source d'épanouissement.

### Hypothèse 2

#### **2. Les bénéficiaires d'aide sociale ne perçoivent pas l'utilité des mesures d'insertion de l'aide sociale, car ils n'ont pas réussi à se réinsérer professionnellement jusqu'à présent.**

- 2.1. Les bénéficiaires d'aide sociale ne perçoivent pas l'utilité des mesures d'insertion, car le marché du travail est devenu trop exigeant et compétitif pour eux et ils ne répondent plus à ces exigences.
- 2.2. Les bénéficiaires d'aide sociale ne perçoivent pas l'utilité des mesures d'insertion, car les discours dominants, et notamment ceux des employeurs, les voient comme des personnes inemployables.

Cette hypothèse suppose que l'intérêt d'une mesure et d'une contre-prestation prend tout son sens, lorsqu'elle augmente les chances de réinsertion sur le marché premier du travail.

### Hypothèse 3

#### **3. Les bénéficiaires d'aide sociale pensent que les professionnels ne prennent pas suffisamment en compte leur souffrance psychologique dans leur accompagnement social, parce qu'ils les voient comme des abuseurs.**

- 3.1. Les bénéficiaires d'aide sociale pensent que les professionnels ne prennent pas suffisamment en compte leur souffrance psychologique, parce qu'ils n'ont pas assez de temps à leur accorder et qu'ils les voient comme des abuseurs.

Cette hypothèse suppose qu'il existe un clivage entre les bénéficiaires de l'aide sociale et les assistants sociaux, étant donné que ceux-ci ne leur accordent pas le soutien moral dont ils avaient besoin.

## 14. Méthodologie d'enquête<sup>144</sup>

Le but de cette recherche est de connaître le point de vue des bénéficiaires d'aide sociale sur leur situation d'assistance. Ainsi, parmi les personnes concernées par l'aide sociale, plusieurs catégories peuvent se distinguer, ce qui a pour conséquence de dénombrer des dizaines de profils différents. Afin de faciliter la recherche et afin d'obtenir un résultat exploitable, aucun profil particulier n'est retenu dans cette étude, ce qui ne ferait pas sens vu le petit échantillon. Néanmoins, deux critères de sélection seront conservés : être au bénéficiaire d'une aide financière régulière et avoir son domicile d'assistance dans la commune de St-Maurice.

J'ai choisi d'interroger uniquement les personnes au bénéfice de l'aide sociale, étant donné qu'elles perçoivent des prestations financières, et que cette notion d'argent peut avoir, selon moi, une influence sur la perception qu'elles ont d'elles-mêmes. Le second critère se base sur le lieu de domicile. Vu que le nombre de personnes interrogées est relativement petit, j'ai souhaité questionner uniquement les personnes qui habitent à St-Maurice, afin d'avoir une certaine homogénéité.

### 14.1. Population cible

Les entretiens ont été menés avec des bénéficiaires sélectionnés sur la base de critères fournis au préalable aux assistants sociaux du CMS de St-Maurice. J'ai ainsi demandé aux travailleurs sociaux de communiquer ma requête aux personnes correspondant au profil recherché (être au bénéfice des prestations financières et être résident à St-Maurice). Tous les bénéficiaires qui souhaitaient participer à ce travail de recherche ont donné leur aval, sous couvert d'anonymat. De la sorte, quatre bénéficiaires au parcours de vie très distinct ont été disposés aux entretiens.

L'échantillonnage obtenu, qui représente toutefois un groupe très restreint, ne peut donner une vision représentative et exhaustive de ce que pensent les bénéficiaires d'aide sociale, mais il illustre tout de même une certaine réalité de leur quotidien. Ces quatre témoignages seront complétés avec des témoignages recueillis par d'autres chercheurs romands, notamment Jean-Pierre Tabin, dont il sera question dans la partie « analyse ».

### 14.2. Recueil de données

Afin de pouvoir comprendre ce que vivent les personnes demandeuses d'un soutien financier, et les conséquences de ces expériences, j'ai choisi d'élaborer tout d'abord des hypothèses, qui vont me permettre alors de préparer mes questions d'entretien. De plus, il me faut trouver un bon moyen d'approcher ces individus, en leur expliquant la finalité de ma recherche. Dans ses écrits, Cuénoud<sup>145</sup> définit quatre méthodes pour mener une recherche. L'Etude peut passer par un questionnaire, un entretien, de l'observation directe et le recueil de données. Dans le cadre de mon travail, j'ai retenu la méthode basée sur l'entretien.

Pour ce faire, j'ai opté pour une posture qui se situe entre l'entretien libre, où le bénéficiaire s'est exprimé librement et l'entretien direct, durant lequel j'ai posé des questions précises, identiques pour tout le monde. Le choix de mener un entretien dit « semi-direct » m'a paru intéressant, car il m'a permis d'obtenir les informations recherchées, tout en ayant laissé au bénéficiaire la possibilité de compléter ses réponses autour du thème abordé.

J'ai pu constater que les bénéficiaires interrogés se sont livrés aisément. Le fait de partager leurs difficultés du quotidien n'a pas été un handicap à la discussion, au contraire, ils se sont

<sup>144</sup> Je me suis basée sur la méthodologie d'enquête de Jean-Pierre Tabin, *sur les chemins de l'assistance*, usages et représentations de l'aide sociale, Editions La Passerelle, CSP-Vaud 1995, étant donné que ce procédé correspond à la méthode que j'ai souhaité adopter à mon tour.

<sup>145</sup> Cuénoud, *Mener un projet de recherche : chercher sans se perdre*. Lausanne : LEP Loisirs et Pédagogie, 2002



laissés porter par les questions, en allant au-delà des réponses escomptées, et en se dévoilant un peu plus dans leur vie intime et privée. Ceci était certainement dû au fait qu'ils témoignaient sous couvert d'anonymat, et qu'aucune question gênante ou indiscrete ne leur était imposée.

### **14.3. Les enjeux éthiques**

Mener une enquête auprès d'une population qui vit dans une position fragile et inconfortable n'est pas chose facile. La difficulté principale résidait dans le fait de se présenter à eux, de leur expliquer l'objet de la recherche, tout en leur montrant que cette recherche ne vise pas à les juger, condamner, ou classer dans une telle ou telle catégorie. Pour ne pas enfreindre les règles de déontologie et d'éthique, j'ai procédé de manière suivante, avant tout entretien :

- J'ai informé les personnes interrogées sur le but de la recherche, sur la méthode qui va être utilisée durant la recherche et sur le traitement final des données ;
- J'ai accordé au bénéficiaire du temps afin qu'il puisse prendre connaissance du sujet qui sera abordé, et décider librement d'y prendre part ou de décliner l'invitation ;
- Les bénéficiaires ont donné leur consentement par écrit, au moyen d'un formulaire ;
- Les bénéficiaires ont disposé d'un libre choix, même après avoir donné leur consentement, de se rétracter et décliner l'invitation ;
- J'ai effectué l'entretien, en respectant les limites de chaque bénéficiaire. Les questions ont été reformulées lorsque cela a été nécessaire.

Dans ce travail de recherche, je m'engage à garantir l'anonymat de chaque bénéficiaire.

#### 14.4. Le déroulement des entretiens

Les bénéficiaires ont été accueillis dans un lieu public, à savoir un local mis à disposition par la Clinique St-Amé. Le choix du lieu était primordial, afin qu'ils puissent se sentir en confiance, dans un endroit qui n'a pas de connotations pour eux. L'établissement choisi est un lieu calme et neutre, tant pour les personnes interrogées, que pour moi-même. Les entretiens se sont déroulés sur une période d'un mois, soit au mois de janvier 2012. Chaque entretien a duré un peu plus d'une heure (une heure et vingt minutes pour le plus long).

#### 14.5. Grille d'entretien

Cette grille d'entretien vise à mettre en avant les représentations des bénéficiaires sur l'aide financière (aide sociale), dans un premier temps, et sur les prestations sociales (accompagnement social, soutien/conseil et mesures d'insertion professionnelle et sociale), dans un deuxième temps. Les questions ont été posées dans l'ordre suivant :

Activités	Questions
<b>Représentations de l'aide sociale :</b> - Image de soi - Image venant de la société (opinion publique)	1. Comment voyez-vous le fait d'être à l'aide sociale ? a. Quelle image renvoie le fait d'être à l'aide sociale ? 2. Pouvez-vous me parler de comment vous vivez le fait d'être à l'aide sociale ? a. Comment vous définirez-vous ? 3. Partagez-vous votre quotidien avec d'autres bénéficiaires d'aide sociale ? 4. Partagez-vous votre quotidien avec votre entourage (famille, ami) a. En quoi est-ce important pour vous ? 5. Selon vous, comment la société voit les personnes qui bénéficient de l'aide sociale ? 6. Quelles en sont les conséquences sur vous ? 7. Comment aimerez-vous que les autres voient les personnes à l'aide sociale ? a. En quoi est-ce important pour vous qu'ils les voient de cette manière ?
<b>La réinsertion professionnelle et/ou sociale</b>	8. Qu'est-ce qui vous a amené à l'aide sociale ? 9. Comment imaginez-vous votre retour sur le marché de l'emploi ? - En quoi est-ce important pour vous de retrouver du travail ? 10. Qu'est-ce qui empêche votre réinsertion ? a. Pourquoi est-ce un frein pour vous ? 11. Comment imaginez-vous votre futur ? 12. Pouvez-vous me dire de quoi vous avez besoin pour vous réinsérer professionnellement ? 13. Suivez-vous, ou avez-vous suivi des mesures de réinsertion professionnelle ? a. Pouvez-vous me parler de ces mesures ? - Que pensez-vous (avez-vous pensé) de ces mesures ? - Quel impact sur vous ? En quoi est-ce important ?
<b>Attente des bénéficiaires vis-à-vis des services sociaux</b>	14. Quelle est votre vision du service social ? 15. Est-ce que le professionnel (assistant social) peut faire quelque chose pour vous ? - En quoi est-ce important que le professionnel face cela pour vous ? 16. Actuellement, que fait l'assistant social avec vous ? - Que peut-il faire de plus ? 17. Quels sont vos besoins, vos envies, vos attentes ?

# Analyse



## 1. Analyse de l'abus dans les discours dominants médiatiques

*« Ces derniers temps, le problème des abus au sein de l'aide sociale a fait la Une des journaux. Des cas isolés spectaculaires, associés à l'évolution du nombre de cas de l'aide sociale, ouvrent la porte à des conjectures et des reproches touchant aux organes de l'aide sociale<sup>146</sup> »*

Depuis une bonne dizaine d'années, l'aide sociale est exposée à la critique, et les cantons suisses réforment régulièrement leur législation d'aide sociale.

Les médias se saisissent également de ce phénomène, et titrent, parfois sans pudeur, à la Une de leurs quotidiens des histoires de vie impliquant des requérants de l'aide sociale. Fraude, tromperie, escroquerie, autant de qualificatifs pour désigner l'abus à l'aide sociale. Il faut cependant le dire, les cas d'abus concernent une minorité des situations, estimés à moins de 5% des cas, dont seuls 2% sont considérés comme des cas d'abus intentionnel<sup>147</sup>.

### 1.1. Ce que disent les médias :

- 1.1.1. d'une part, l'aide sociale augmente ;
- 1.1.2. d'autre part, certaines causes mènent à l'aide sociale.

En 2010, l'aide sociale sur le plan national atteignait les 3%<sup>148</sup> de la population, soit 1.3% en Valais. Tout le monde s'accorde à dire que le nombre de bénéficiaires est en constante variation dans certains cantons urbains et dans certaines communes dont la taille est plus importante. Le site d'information tsrinfo.ch mentionne que le nombre de personnes à l'aide sociale a augmenté de 1% en moyenne par année et ce dans treize grandes villes suisses, dont Bienne et Lausanne détiennent les records. Quand au Valais, il semble également suivre la tendance, selon le Nouvelliste, article paru le 24 janvier 2012 : *« selon les chiffres encore non définitifs, le nombre de dossiers a augmenté de 3% en 2011, souligne Simon Darioli, chef du service de l'action sociale »*.

Dans mon analyse<sup>149</sup> des articles des journaux<sup>150</sup> parus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2012, j'ai distingué plusieurs éléments qui composent les articles : certains éléments sont cités directement dans la Une du journal, des liens logiques et des causes sont mis en avant pour expliquer le phénomène et des exemples de situation similaires venaient compléter l'exemple principal.

Ainsi, Il est ressorti que la plupart des quotidiens identifient des problématiques qui mènent à l'aide sociale et les explicitent. Parfois les signes distinctifs se ressemblent, ce qui laisse à penser que leurs sources sont les mêmes (ex : même chercheur), et parfois les signes distinctifs différents complètement.

Toutefois, une tendance générale se dessine dans les différents communiqués :

- L'arrivée à l'aide sociale peut être due à des nombreux facteurs indépendants de la volonté du bénéficiaire. Il devient possible de lire dans certains quotidiens que des facteurs externes à leur bonne volonté sont à prendre en compte, ce qui n'était, selon mon point de vue, moins le cas dans les années 90. Seule la responsabilité individuelle de n'avoir pas réussi à se faire une place sur le marché de l'emploi n'est plus citée en tant que raison prédominante qui explique pourquoi un jour le citoyen lambda se retrouve au bénéfice de l'assistance publique.

<sup>146</sup> CSIAS, *Contrôles et sanctions dans le cadre de l'aide sociale*, page 1

<sup>147</sup> Données chiffrées énoncées par AvenirSocial, [www.avenirsocial.ch](http://www.avenirsocial.ch)

<sup>148</sup> Actualités OFS, Statistique suisse de l'aide sociale 2010, Neuchâtel, 12.2011, page 1

<sup>149</sup> Analyse selon le principe suivant : Qui (de qui on parle) ? Quoi (de quoi on parle) ? Où (où se trouvent ceux dont on parle) ? Quand (quand parle-t-on d'eux, à quelle période de l'année) ? Comment (comment en parle-t-on, quel terme) ?

<sup>150</sup> Journaux de Suisse romande, les quotidiens : Le 24 heures, Le Temps, Le Matin, La Tribune de Genève, Le Courrier, La Côte, L'Express, La Liberté, Le Nouvelliste et le Le Quotidien jurassien.

- La structure familiale a connu un déséquilibre important, donnant naissance à de **nombreuses familles monoparentales**, touchées par la précarité. Ainsi, dans le cas d'une famille monoparentale, le parent qui a les enfants à charge se voit contraint de continuer à recourir à l'aide sociale, car il ne peut que très difficilement concilier l'entretien et l'éducation des enfants, et son activité professionnelle à plein temps. Effectivement, il a été mis en avant que les coûts liés à la prise en charge externes des enfants peuvent absorber une bonne partie du revenu.
- L'accès au **marché de l'emploi** est rendu plus difficile et reste toujours un argument phare pour les journalistes.

En décryptant ainsi une trentaine d'articles, j'ai pu mettre en avant des groupes d'individus (de qui parle-t-on ?). Ces groupes se définissent comme suit :

- Les jeunes adultes formés qui présentent de très faibles qualifications ou des jeunes adultes formés, n'ayant pas réussi à s'insérer sur le marché de l'emploi ;
- les chômeurs qui ont épuisé leur droit à des indemnités (principalement en lien avec la révision de loi sur l'assurance-chômage) ;
- les assistés qui sont en attente de prestations de l'assurance-invalidité ;
- Les personnes actives avec de faibles revenus, soit les « working poor » ;
- les personnes atteintes dans leur santé mentale et/ou physique.

Dans le chapitre dédié à la pauvreté, il était déjà question de différentes causes qui mènent à la pauvreté et qui grèvent le budget des ménages. Pour rappel, l'absence de travail et les faibles rémunérations de certains secteurs d'activité, les enfants à charge, la maladie, les accidents du travail et finalement la cellule familiale fragile peuvent entraîner une certaine population plus fragile vers la pauvreté et l'aide sociale. Il est notamment question de cette population-là lorsqu'il est question d'aide sociale dans les discours médiatiques.

## 1.2. Analyse de l'abus dans les discours médiatiques :

- 1.2.1. d'une part, la chasse aux abus est ouverte ;
- 1.2.2. d'autre part, la fraude est toujours au rendez-vous.

Le terme d'abus est fréquemment utilisé lorsqu'il s'agit de mettre en avant des faits d'obtention frauduleuse des prestations financières.

« La fraude au rendez-vous » cité en Une de Lausanne Cités, 11 octobre 2012

Après avoir consulté plusieurs articles allant des années 1990 à nos jours, il m'est apparu que la médiatisation de l'aide sociale, et des services sociaux a connu son apogée lorsque cette dernière a été inscrite dans la Constitution en tant que droit au minimum vital et que son remboursement n'était plus systématiquement imposé. En d'autres termes, ce sont dans les années 1995 et 1996 que j'ai retrouvé la majorité des articles sur l'aide sociale. Un sentiment de méfiance envers les demandeurs d'aide est apparu, ce qui s'est fait ressentir dans les publications des journaux<sup>151</sup>.

Parmi ces articles, je retiens particulièrement le « cas Vincent », dont il a été lourdement question en 1997, et dont l'histoire a fait la Une de plusieurs journaux romands. En effet, le prévenu a perçu pendant deux ans des prestations du service social lausannois alors qu'il bénéficiait, parallèlement, des prestations de l'assurance-chômage.

« Sur la piste des fraudeurs de l'aide sociale ». [www.swissinfo.ch](http://www.swissinfo.ch), paru le 15 décembre 2008. « Bonjour Madame. Ville de Lausanne. Connaissez-vous votre voisin du dessous ? Savez-vous par hasard s'il vit seul ? ».

<sup>151</sup> Pour obtenir ces résultats, j'ai tapé « abus et aide sociale » dans le moteur de recherche de la base de données Swissdox

Il y a également eu un certain nombre d'articles qui rapportaient l'existence d'abus en matière d'aide sociale, en accentuant le fait que les services sociaux n'effectuent pas suffisamment des contrôles et accordent trop facilement leur confiance.

L'origine des bénéficiaires qui obtenaient l'aide sociale de manière frauduleuse, ou qui étaient fortement soupçonnés de le faire, était mise en avant. **La nationalité** était souvent citée dans les premières lignes de l'article, voire même dans le titre. En effet, plusieurs journaux ont mis en avant la nationalité des bénéficiaires, en véhiculant l'image que ce sont ces personnes, peu intégrées, qui commettent des abus à l'aide sociale.

« La chasse aux abus dans l'aide sociale s'intensifie », selon la Une de [www.swissinfo.ch](http://www.swissinfo.ch), paru le 17 août 2007, qui cite « le cas BMW », soit un Iranien qui percevait Fr. 2660.– de l'aide sociale et qui possédait deux voitures de la marque BMW.

J'ai pu remarquer que ces périodiques utilisent des termes liés à l'abus sans forcément préciser de quelles formes d'abus il était question : ce manque de précisions soulève la question de l'exactitude des informations communiquées au grand public. De plus, il m'est apparu que le terme « abus » n'est pas toujours utilisé à bon escient, du moins pas au niveau de l'aide sociale. Pour rappel, l'abus à l'aide sociale se définit soit comme étant l'obtention frauduleuse de prestations par le biais de renseignements erronés ou incomplets, soit l'utilisation des prestations de l'aide sociale à des fins inappropriées. Les quotidiens ne sont pas toujours clairs à ce niveau-là.

Finalement, la manipulation des chiffres par les médias me semble plus que hasardeuse, dans certain cas. Il m'est arrivé de lire deux informations identiques accompagnées de deux chiffres différents.

« 500 cas d'abus chaque année ! » cité en Une de Lausanne Cités, 25 octobre 2012

Pour terminer, en 2012, alors que de nombreuses réformes à l'aide sociale ont vu le jour, les arguments médiatiques utilisés durant les dernières décennies pour dénoncer les abus à l'aide sociale se retrouvent toujours dans les articles de presse.

*« Un couple zurichois loin d'être dans la misère a indûment touché des prestations complémentaires de l'aide sociale durant dix ans.*

*Entre 2001 et 2011, le couple jenisch a perçu 400'000 francs de l'aide sociale. Pendant ce temps, il a gagné 2,6 millions de francs grâce au service téléphonique de voyance et de tarot qu'il a lancé ainsi qu'à la vente de bijoux. La femme a tout avoué, parlant d'«une faute grave», alors que son époux n'a admis qu'à demi-mots.*

*Les deux condamnés, qui gagnent aujourd'hui leur vie en ayant repris une activité de colportage, ont dépensé leurs gains au casino et dans l'achat de six voitures de luxe. Ils ont aussi fait construire leur propre villa au nord de Zurich. A leur interpellation, l'an dernier, la police a saisi quelque 200'000 francs en liquide et des bijoux d'une valeur de 90'000 francs, sommes qui sont revenues à l'Etat. »*

*(ats/Newsnet)*

**Tribune de Genève, le 01.11.2012, [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)**

Finalement, de ce que j'ai pu consulter comme articles et de ce que j'ai pu constater, ce qui n'engage que ma propre personne, c'est que la majorité des discours autour de l'aide sociale sont orientés vers l'abus et la fraude. Toutefois, cette constatation porte uniquement sur les articles consultés dans les quotidiens romands, et ne donne pas la vision au niveau national.

## 2. Analyse des témoignages des bénéficiaires

« Ce n'est pas très positif, mais c'est assez juste. Je veux dire « cas social », parce qu'on est en dehors de la société, forcément. »

Bénéficiaire 2

Les données qui seront analysées se fondent sur quatre entretiens semi-directifs, réalisés en janvier 2012 avec des bénéficiaires du service social du centre médico-social subrégional de St-Maurice. Afin de préserver l'anonymat de ces personnes, j'ai choisi de les nommer par une lettre, allant de A à D, sans livrer leur âge, leur occupation actuelle, ou tout autre élément lié à leur quotidien, susceptible de trahir leur anonymat :

- Bénéficiaire A : homme, la quarantaine, habite seul à St-Maurice
- Bénéficiaire B : homme, la cinquantaine, vit en colocation à St-Maurice
- Bénéficiaire C : femme, la quarantaine, habite seule à St-Maurice
- Bénéficiaire D : femme, la cinquantaine, habite seule à St-Maurice

Les personnes que j'ai interrogées sont majoritairement de nationalité suisse, trois bénéficiaires sur quatre. Le type de ménage dans lequel ils vivent est quasiment identique pour tous : trois d'entre eux demeurent seuls, et la quatrième personne vit en colocation. La classe d'âge se situe entre 35 et 55 ans. Les bénéficiaires disposés à répondre à mes questions s'expriment correctement en français, ce qui peut expliquer le fait que la majorité d'entre eux soient de nationalité suisse ou de langue maternelle française.

Cette deuxième partie de mon travail s'articule autour du traitement des réponses obtenues auprès des personnes interviewées. Afin de livrer une expertise plus exhaustive, je prendrai également appui sur les témoignages recueillis par :

- Jean-Pierre Tabin dans son ouvrage « *Sur les chemins de l'assistance* » ;
- Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni et Véréna Keller, dans leur ouvrage « *Temps d'assistance* » ;
- Les témoignages récoltés lors de la journée d'échange avec les personnes concernées par la pauvreté, organisée le 25 août 2012 par AvenirSocial<sup>152</sup> ;
- Les témoignages recueillis par Arnaud Frauenfelder et Carola Togni dans leur publication intitulée « *Les « abus » à l'aide sociale : une rhétorique au cœur du gouvernement de la misère* », parue dans carnets de bord en sciences humaines n°13

Ces témoignages viendront compléter mes entretiens, et me permettront, en quelques sorte de compléter mon échantillon.

Toutefois, à des fins de concisions, je ne citerai que les extraits de témoignages de mes quatre interlocuteurs.

<sup>152</sup> AvenirSocial, *Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole*, cahier élaboré en vue de la table ronde du 19 novembre 2012 sur la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, [http://www.avenirsocial.ch/fr/cm\\_data/DEF\\_Cahiers\\_FR.pdf](http://www.avenirsocial.ch/fr/cm_data/DEF_Cahiers_FR.pdf)

## 2.1. Le déroulement du quotidien des bénéficiaires – hypothèse 1

Vivre de l'assistance publique constitue somme toute une expérience de vie, qui peut s'avérer douloureuse pour certains. Confrontées à de multiples difficultés, les personnes qui se déclarent au service social sont souvent touchées par un sentiment de honte.

Je les ai interrogés dans le but de connaître leur ressenti par rapport à leur vie de bénéficiaires et particulièrement par rapport aux discours dominants sur l'aide sociale qui les représentent surtout comme des abuseurs.

### 2.1.1. Les propos recueillis des témoignages des bénéficiaires

- *Nous avons honte mais nous ne sommes pas des personnes qui abusent et qui ne veulent pas se réinsérer.*

Les quatre personnes interrogées dans le cadre de mon enquête ont toutes mis en avant le fait que leur statut est remis en question par la société, et que les personnes qui touchent l'aide sociale peuvent être considérées, à un moment donné, comme des abuseurs. Etre au bénéficiaire de l'aide sociale est décrit par ces personnes, et je cite leurs termes, comme étant quelque chose « *de très peu valorisant, humiliant, pénible et très honteux* ». Ainsi, les quatre bénéficiaires ont mis en avant dans leurs témoignages le fait que :

- ils ont réellement honte d'être au bénéfice de l'aide sociale ;
- ils ne sont pas des personnes qui abusent des prestations d'aide sociale ;
- ils veulent se réinsérer.

« *C'est une humiliation, c'est d'être rien, moins que rien ! Moi je me considère comme moins que rien* ». Madame C.

Madame C. se dit dépourvue de ses valeurs, ce qui provoque chez elle un sentiment de honte. Pour elle, ce sentiment vient du fait qu'elle a fait des choix par le passé, notamment des choix professionnels, et que ses choix n'ont pas été les valorisants pour elle. A présent, il est difficile de sortir de la gêne que cela provoque. Elle explique aussi que certaines personnes ont eu des propos blessants à son encontre, et que cela peut être dû au fait qu'ils la voient comme une profiteuse et qu'ils se demandent parfois comment elle fait pour vivre.

Monsieur A. parle du fait que pour lui, les prestations ne sont pas touchées indûment et que sa situation fait qu'il ne peut pas subvenir à ses besoins autrement que par l'aide sociale. En ce sens, il dit ne pas abuser, et ce même s'il dit qu'au bout d'un certain nombre d'années, c'est « *limite de l'abus* » de rester toujours à l'assistance.

Selon trois bénéficiaires sur quatre, les discours dominants autour des abus se rapportent uniquement à ceux qui touchent indûment l'aide sociale. Tous ne sont toutefois pas considérés comme des personnes qui ne veulent plus se réinsérer.

Un bénéficiaire explique que ces individus souillent l'image de l'aide sociale, car ils ne sont pas francs et ne fournissent aucun effort. Leurs agissements malhonnêtes font que les bénéficiaires se trouvent classifiés dans deux catégories : ceux qui méritent et ceux qui ne méritent pas car ils profitent.

Les trois autres bénéficiaires interrogés ont aussi affirmé qu'ils ne désirent pas partager leur quotidien avec d'autres assistés sociaux. Ils disent ne pas vouloir partager leur journée avec celles et ceux qui se plaisent à l'assistance. Une personne expliquait qu'elle aurait honte d'être vue avec un autre assisté, car elle ne sait pas s'il est honnête ou pas, et donc ne veut pas être associée à l'image de ces personnes qui profitent du système.

Les quatre bénéficiaires expliquent que, dans leur cas, ils auraient tous préféré avoir un emploi, une stabilité financière, et ne pas devoir toucher l'aide sociale. Ils affirment préférer participer à un projet de réinsertion sociale et/ou professionnelle, plutôt que de rester chez soi et d'être considérés comme des individus qui profitent du système.



*« Il y en a qui s'en foutent, et puis, ils parlent comme si c'était un dû ! » Madame C.*

Un autre bénéficiaire fait notamment le lien avec la dernière réforme de l'aide sociale, en expliquant qu'il n'est pas étonné que les autorités ne fassent plus confiance aux personnes au bénéfice de l'assistance. Il explique que les combines scrupuleuses d'une minorité de bénéficiaires affectent les autres requérants d'aide. Il précise que la confiance que les bénéficiaires souhaitent obtenir à leur égard risque d'être remise en question à cause des personnes qui profitent du système.

*« Moi je connais quelques personnes qui sont des profiteurs, qui s'en fichent, qui se disent : « je ferai semblant de trouver un boulot, je ferai semblant de chercher, puis, j'en ai rien à faire ». Il y a des personnes qui sont comme ça, malheureusement. Ils salissent l'image des cas sociaux, il y a de bons cas sociaux. » Monsieur B.*

Ce qui émerge également de leurs discours, c'est la nécessité de faire des contrôles, d'exiger des preuves, et de vérifier l'honnêteté des demandeurs d'aide. Les bénéficiaires interrogés éprouvent le besoin que les services sociaux fassent plus de contrôle afin d'identifier les abuseurs et les autres : que les tricheurs ne puissent plus faire valoir indûment leur droit à des prestations financières, ou encore que la société ne puisse plus croire que l'aide sociale s'obtient très facilement, qu'il n'y a pas besoin de faire des efforts pour sortir de la détresse.

*« Les services sociaux n'ont qu'à dire : « vous avez tant de temps pour chercher, parce que sinon dans tant de temps, ça va vous faire X années que vous aviez pour vous chercher du boulot et vous ne l'avez pas fait. Vous devez donner des preuves que vous avez fait votre maximum pour trouver du travail ». Et c'est là qu'on vous juge seulement, c'est là qu'on dit que vous n'avez pas essayé. Ceux-là, qu'on les sanctionne, je ne dis pas que, c'est normal. » Monsieur B.*

- *Nous avons honte mais nous ne sommes pas considérés comme étant personnellement responsables de notre inactivité professionnelle.*

Ainsi, les quatre bénéficiaires ont mis en avant dans leurs témoignages le fait que :

- ils ont réellement honte d'être au bénéfice de l'aide sociale ;
- ils ne sont pas personnellement responsables de leur inactivité professionnelle ;
- ils pensent que la société ne les considère pas comme étant personnellement responsables de leur inactivité professionnelle.

Les quatre bénéficiaires interrogés ont justifié leur situation en disant que ce n'est pas entière de leur faute s'ils se sont retrouvés à l'assistance : la maladie, l'invalidité, la crise économique, autant d'éléments pour justifier l'assistance en tant que droits sociaux.

*« Je me dis : « ce n'est pas de ma faute si je suis là aujourd'hui » Madame D.*

Interrogée, Madame D. explique c'est une honte de se retrouver à l'aide sociale à son âge et ne pas avoir de travail. Le fait d'être assistée est décrit par cette personne comme étant quelque chose d'impossible à gérer au quotidien et qu'elle considère qu'elle n'y a pas sa place. Elle explique son malaise en disant que pour une fois qu'elle doit y recourir, elle n'arrive pas à le voir autrement qu'avec des yeux pleins de honte. Elle estime qu'à 45 ans, tout le monde doit être stable financièrement, avoir une famille, posséder des biens, et ne surtout pas devoir dépendre d'un système d'assistance. Elle conclut en disant qu'elle n'est pas personnellement responsable des « *tuiles de la vie* » qui lui sont tombées dessus, et pense que la société ne la tiendra pas pour personnellement responsable, car elle comprend la détresse des gens.

Ce qui ressort de leurs discours, c'est le fait que la plupart d'entre eux ont la conviction que la société comprend leur situation. Dans leurs propos, ils se sont mis à la place du citoyen

lambda en affirmant que le bénéficiaire d'aide sociale est juste une personne qui a un mauvais passage dans sa vie et qu'elle est aidée pour parvenir à se sortir de cette impasse.

Tous les quatre se sont mis dans la peau d'une personne compréhensive à leur égard. Ils affirment que, selon eux, la société ne pense pas forcément du mal des personnes dans leur situation, mais que toutefois, elle se questionne certainement beaucoup à leur sujet.

Un autre bénéficiaire a quand à lui déclaré que, selon lui, les personnes qui bénéficient de l'assistance publique depuis plusieurs années décrivent cette situation comme étant quelque chose d'inévitable, et affirment qu'ils se seraient volontiers passés de cette offrande. Il a poursuivi en m'expliquant que cette aide est inévitable, certes, mais précieuse et salutaire. Pour lui, l'aide sociale est perçue par la société comme quelque chose d'indispensable par les temps qui courent. En affirmant que c'est inévitable, il a ajouté que les travailleurs de l'an 2012 sont confrontés à une multitude de crises économiques et autres restructurations. Il pense que beaucoup vont se retrouver, à une période de leur vie, aux portes du service sociale, parce que leur « boîte » aura fermé et licencié.

*« Donc c'est vrai que par rapport à l'aide sociale, maintenant, c'est un fait, un passage obligé ... ». Monsieur B.*

Néanmoins, l'un des quatre bénéficiaires m'a aussi expliqué que le travail le rendait heureux, jadis, qu'il savait faire beaucoup de chose et qu'il a participé à de nombreux projets de construction. Aujourd'hui, il ne peut plus travailler à cause de son accident, et il ne comprend pas pourquoi personne ne veut admettre son statut de « victime d'un accident ». Il dit que les personnes qu'ils rencontrent pensent qu'il ne veut pas travailler et que c'est pour cette raison qu'il est à l'aide sociale depuis toutes ces années déjà.

Finalement, deux autres bénéficiaires ont rejoint ses propos en déclarant qu'ils ont entendu des propos forts désagréables et injustes, et que parfois ils aimeraient bien que les personnes qui tiennent ce genre de discours se retrouvent à leur place. Un bénéficiaire a conclu en disant que seuls ceux qui ont vu une personne de leur entourage se retrouver à l'assistance peuvent comprendre la souffrance que cela engendre.

- *Nous avons honte et nous ne parlons pas de notre situation d'assistance.*

Les personnes interrogées ont mis en avant le fait qu'elles ne peuvent plus participer à la vie sociale, souvent par manque de moyens financiers. Elles ressentent quotidiennement la lourdeur de leur situation, et le regard persistant d'une société qui leur demande de se remettre dans la norme : être capables de travailler et de gagner sa vie de manière autonome.

Les personnes qui ont répondu aux questions relatives aux aspects relationnels ont toutes affirmé qu'elles ne parlent pas, ou très peu, de leur situation d'assistance avec leur entourage amical ou leurs proches. Elles justifient ceci en disant que ce n'est pas quelque chose que l'on dévoile facilement, qu'il subsiste toujours une forme de tabou autour de la question de l'assistance, et que finalement, les autres n'ont pas besoin de le savoir.

*« Mes connaissances, non, ils n'ont pas besoin de savoir ma situation, je ne leur demande pas la leur, et ils n'ont pas besoin de connaître la mienne ». Madame D.*

*« Oui, je parle. C'est important, mais ça ne change rien » Monsieur A.*

*« Donc deux, trois personnes qui le savent, avec qui j'en ai parlé, comme ça, qui connaissent mon cheminement, mais c'est tout ». Monsieur B.*

*« Il n'y a que ma famille qui le sait, mes sœurs, c'est tout. Mes enfants, mais ça s'arrête là ». Madame C*

Une autre personne explique qu'elle se comporte en société comme si son statut n'avait jamais changé. Elle s'efforce de refléter ce qu'elle était avant son arrivée à l'aide sociale, en montrant des signes de sa vie « d'avant ». Elle remarque que certaines personnes pensent

toujours qu'elle a le même niveau de vie qu'auparavant, et bien que tout ça ne soit plus conforme à la réalité, elle ne contredit personne, parce qu'elle ne veut pas avoir honte de leur avouer qu'elle a tout perdu.

Puis, quasiment tous ont expliqué que le fait d'habiter une ville comme St-Maurice représente un frein pour certains d'entre eux, qui estiment que tout le monde se connaît dans ce lieu. Monsieur B., qui dit avoir pris beaucoup de recul par rapport à sa position, m'explique que lui-même connaît, à peu près, le nom des personnes qui bénéficient de l'assistance et ce sans même chercher à obtenir ces informations :

*« On le sait, mais disons qu'on évite d'en parler. Dans une grande ville on le saurait moins. Vous savez, l'aide sociale c'est quelque chose qu'on garde, et même maintenant qu'il y a beaucoup de gens qui l'ont, on garde ça pour soi. Surtout, disons à St-Maurice. Peut-être que dans une grande ville c'est différent, je ne sais pas, mais à St-Maurice, on garde ça pour soi ».*

*« C'est vrai que dans les petits villages, on se connaît tous ! Moi je m'occupe de mes affaires, alors ce qui bout dans la marmite de l'autre, je ne veux rien savoir. » Madame C.*

### 2.1.2. Mon analyse – un sentiment de honte

#### – Aspects relationnels envers eux-mêmes : une faible estime de soi

Le premier élément qui m'a frappé durant ces entretiens, c'est le faible niveau d'estime de soi<sup>153</sup> dont faisait preuve les personnes interrogées. Ils me semblaient complètement dépourvus de leur posture intérieure qui consiste à reconnaître qu'ils ont des valeurs, des qualités, de la force et des faiblesses. Je crois que ce qu'ils ont voulu me communiquer c'est le fait qu'ils sont des personnes à part entière, et que pour leur bien-être intérieur, ils doivent encore faire beaucoup des efforts afin de s'accepter tels qu'ils sont.

Il semblerait que l'image dévalorisante et honteuse qu'ils ont d'eux-mêmes les empêche de construire des relations amicales, collégiales et amoureuses avec autrui. Une personne me disait que sa manière de penser, d'agir, de se comporter dans la société est constamment influencée par l'estime qu'elle a de soi, et que malheureusement elle ne s'estime plus beaucoup. J'ai été surprise de constater que la vie amoureuse peut être affectée par le fait d'être à l'aide sociale. Un bénéficiaire le citait en exemple, en me disant qu'il ne peut pas construire un avenir avec une femme car aucune femme ne voudra d'un homme qui n'a pas les moyens financiers suffisants pour subvenir aux besoins de la famille. Dans sa conception de la famille, il estime devoir subvenir à leurs besoins, ce qui semble constituer à ses yeux un frein aux relations amoureuses.

Les individus concernés par l'aide sociale éprouvent donc de la honte, voire de la haine, envers eux-mêmes et envers ce qui les a amenés à l'aide sociale. On pourrait dire que ce sentiment vient du fait qu'ils n'arrivent pas à s'identifier à un groupe, peut-être au groupe « des non-bénéficiaires de l'aide sociale », et de ce fait, se sentent isolés et mis à l'écart de la société. Je fais donc un lien direct entre l'incapacité à s'identifier à un groupe et l'isolement.

Afin de mieux cerner leur quotidien, je me suis questionnée pour savoir de quelle manière ils arrivent à résister à cette situation pesante. Voici ce que j'ai pu constater : les bénéficiaires sont tous conscients que leur situation est stigmatisée. Ils ne le décrivent pas tous sous forme de stigmat, mais néanmoins, ils en sont conscients. Il y a, d'une part, ceux qui ont affronté cette « *descente en enfer* », comme le définit un bénéficiaire interrogé, et qui ont décidé de combattre ce stigmat. Je dirais que le combat est remporté par ceux qui ont réussi à mettre un pied, voire deux, dans le monde du travail.

---

<sup>153</sup> *Ibid.*

Puis, d'autre part, il y a aussi ceux qui essaient de tirer quelque chose de positif de cette expérience douloureuse. En effet, ils évoquent des « *leçons* » apprises de leurs erreurs du passé, que ce soit dans leur manière de demander de l'aide ou de s'adresser au service social, ou dans la manière de faire des choix de vie (choix professionnels, familiaux, personnels).

Finalement, j'en conclus que la plupart des bénéficiaires n'apprécient pas l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de ce fait n'arrivent pas à construire une relation positive avec leurs pairs. J'ai l'impression que la société, ainsi que toutes les personnes que l'on rencontre tout au long de notre vie continuent à influencer sur notre estime de soi. En tant que travailleur social, et de part ma posture et mon comportement, je peux influencer sur l'estime qu'auront les bénéficiaires d'eux-mêmes.

### – Aspects relationnels liés au sentiment de honte

Je constate que les bénéficiaires sont en constante recherche de reconnaissance pour ce qu'ils sont vraiment. Le fait de devoir solliciter l'assistance ôte leur honneur et dégrade leur estime de soi. La honte, c'est un sentiment puissant, quelque chose de déshonorant, humiliant, impossible à vivre.

Les spécialistes estiment que le sentiment de honte est un mélange de « *peur* » et de « *colère* »<sup>154</sup>. La honte n'est pas une perception que l'on aura seul, face à soi-même. Il s'agit plutôt d'un sentiment que le sujet va vivre face aux autres, et à cause du jugement qu'ils portent sur lui. Ainsi, j'ai le sentiment que les bénéficiaires qui parlent de honte le font parce qu'ils se sont déjà retrouvés dans une posture qui les a mis mal à l'aise et qui a provoqué chez eux ce sentiment honteux.

Les bénéficiaires interrogés éprouvent également de la honte face à leurs pairs, et dans leurs récits, on peut entrevoir que ce sentiment surgit lorsqu'une facette d'eux, qu'ils ne veulent surtout pas dévoiler et qu'ils jugent comme étant très négative, est divulguée aux yeux de tous. En d'autres mots, la honte n'existe qu'en présence des autres. Ceci peut expliquer le fait que tous les bénéficiaires interrogés ont affirmé qu'ils ne souhaitent pas parler aux autres de ce qu'ils vivent<sup>155</sup>. A mon avis, ils ne veulent pas prendre le risque d'être jugés et humiliés s'ils racontent leur quotidien, leur souffrance, leurs faiblesses.

Peuvent-ils avoir peur ? J'ai le sentiment qu'ils peuvent avoir peur et qu'ils se cachent et s'isolent des autres, car ils cherchent à préserver l'estime de soi, d'une part, et l'estime des autres, d'autre part. Finalement ils ont peut-être peur de devoir se justifier face aux critiques et d'être rejetés à cause de qui ils sont.

Peuvent-ils être en colère ? Les différents témoignages me font dire que lorsque le bénéficiaire a le sentiment de perdre son estime, à ses yeux, et aux yeux des autres, il peut éprouver de colère. Ce sentiment de rage se déclenche car il veut reprendre sa vraie valeur, ce qu'il est au fond de lui, et ne plus être ce que les autres ont décidé qu'il sera, un abuseur ?

On pourrait dire que les bénéficiaires qui entrent dans un processus de honte, se fabriquent un bouclier, une carapace. J'ai le sentiment, qu'au-delà de la honte, de la colère, et de la peur, les bénéficiaires ressentent aussi de la tristesse. Ils sont tristes, car ils n'ont pas l'impression d'être acceptés tels qu'ils sont.

Je pense que leur tristesse et leur angoisse viennent du fait que les autres les rejettent, un peu comme s'ils n'existent plus, ou qu'ils ne méritent pas d'être en relation avec la société. Il semblerait que ces personnes intériorisent une perception très profonde d'humiliation et

<sup>154</sup> Richard G. Erskine, *Honte et Arrogance vertueuse*: Perspectives transactionnelles et Interventions cliniques, disponible en format Word sur [www.lahonte.org](http://www.lahonte.org), rubrique émotion et symptôme

<sup>155</sup> Fait référence au point « Difficulté à en parler avec son entourage » de mon analyse

d'anxiété. Ceci étant, ils ont aussi développé, à mon avis, des stratégies de survie, telles que l'isolement, l'évitement, ou encore faire croire que tout va bien.

Certains bénéficiaires pourraient alors se comporter ainsi, en public, dans les services sociaux, avec les amis, afin de faire croire qu'ils sont solides, que ceci ne les atteint pas. Madame C. évoquait très clairement, ce que je percevais, personnellement, comme étant une stratégie d'autodéfense, lorsqu'elle m'expliquait que devant les autres, elle laisse transparaître ce qu'elle était avant son arrivée au service social.

En vue de ce qui précède, je me suis demandé « mais comment font-ils pour vivre avec ce sentiment ? ». Leur souffrance est très présente dans leur discours, même si tous n'ont pas utilisé les mêmes mots pour en parler ou n'ont pas fait les mêmes gestes pour décrire ce mal-être. J'ai eu le sentiment que tous voulaient me faire comprendre que ce n'est pas toujours facile de composer avec son propre regard sur soi, et avec le regard porté par les autres.

On pourrait dire qu'il n'est pas facile de se voir soi-même en train de perdre sa place au sein de la société parce qu'on est malade, invalide ou sans emploi. Les bénéficiaires interrogés semblent tout à fait conscients de cet état de fait, et cela fait énormément souffrir.

Le sociologue Erving Goffman a décrit dans les années 60<sup>156</sup> la notion de stigmatisation comme étant une forme d'identité sociale virtuelle. Historiquement parlant, le stigmate était une marque faite au fer rouge sur l'épaule des détraqués, des esclaves, des traîtres, afin qu'ils soient reconnus comme étant des personnes déshonorantes, dont il faut éviter la compagnie.

Aujourd'hui, ce terme est évoqué lorsqu'il s'agit d'un individu, ou d'un groupe d'individu, discriminé, parce qu'il ne répond plus aux normes de la société. Il est question, par exemple, des personnes handicapées, en surpoids, homosexuelles, toxicomanes, alcooliques, et des bénéficiaires d'aide sociale, me semble-t-il, de plus en plus.

Goffman (1963) insiste sur le fait que les personnes que l'on rencontre possèdent des caractéristiques qui leur sont propres, et que ce ne sont pas ces caractéristiques qui créent un stigmate, mais bien le symbole que la société donne à ces particularités. Ainsi, être au bénéfice de l'aide sociale peut être stigmatisant et l'emblème donné aux bénéficiaires d'aide sociale est tourné vers l'abus.

Cet attribut qui lui a été donné le rend différent de la catégorie à laquelle il appartient normalement. De plus, tous les jours, les humains s'observent et s'attribuent continuellement des caractéristiques. Un bénéficiaire le relevait justement en expliquant que chaque fois qu'il doit se rendre quelque part, un service administratif, le cabinet médical, ou autre, il a l'impression qu'on lui trouve toujours quelque chose qui ne va pas. Cette personne parle d'étiquettes, en disant qu'il en cumule beaucoup à force de se montrer tel qu'il est, et ce d'autant plus depuis qu'il vit avec le minimum vital.

#### – Aspects relationnels avec l'environnement familial

Je me suis intéressée au quotidien des bénéficiaires et plus particulièrement à leurs aspects relationnels avec l'environnement familial qui les entoure.

Il est intéressant de constater que tous sont restés très pudiques sur la question en ne formulant qu'une réponse très brève et ne souhaitant pas en dire davantage à leur entourage.

Il semblerait que les différentes épreuves de leur vie influencent leur relation avec leur sphère familiale. Je pense que le fait de ne pas se sentir bien dans sa situation empêche ces bénéficiaires de parler de leur quotidien, parfois même aux membres de leur famille. Peut-être est-ce par peur d'être jugés, stigmatisés, dévalorisés. On pourrait dire que le fait de parler de sa situation, reviendrait à se discréditer, en montrant ce qui ne va pas chez soi. Ou

<sup>156</sup> Erving Goffman, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, les Editions de Minuit, 1963 (en français en 1975)

ont-ils peur de se heurter à leur incompréhension ? Si la société renvoie une image négative de l'assisté social, il se pourrait que les proches de la personne assistée partagent cette représentation, et émettent un jugement défavorable à leur rencontre. Le fait de leur révéler ce statut reviendrait, d'une certaine manière, à leur avouer le revers de la médaille, et peut-être perdre l'estime que leurs proches avaient d'eux.

Madame C. en a témoigné avec beaucoup de pudeur en me disant qu'elle en avait parlé à ses filles, juste une fois, comme pour se soulager d'un poids, d'un secret, sans s'attendre à la réponse qui fut « *on te renie.* ».

Et puis, il semblerait aussi que le fait de taire cette situation épargne au bénéficiaire de devoir se justifier – si je n'en parle pas, je ne serai pas confronté au regard des autres, à leurs questions, à leurs jugements, à leur apitoiement et à l'étiquette qu'ils vont me coller. Ainsi, en ne disant rien, et en adoptant des comportements « comme tout le monde », certains bénéficiaires tentent de dissimuler leur situation, ou les signes révélateurs de leur condition d'existence. Ils transmettent une information sociale qui va à l'encontre de ce qu'ils vivent. A mon avis, ce procédé favorise fortement la rupture des relations sociales et familiales et réduit au silence.

Ce qui m'a surpris, c'est le fait que les bénéficiaires n'ont pas évoqué leurs liens familiaux en tant que source de solidarité. Etant issue d'une famille où l'entraide et le soutien font partie de mon éducation, j'ai été surprise de constater que ces bénéficiaires n'ont pas la chance de compter sur le soutien de leurs proches, ou ne souhaitent tout simplement pas solliciter leur aide. Je remarque que ces personnes peuvent vivre différemment et se construire des liens familiaux sur d'autres bases. Dans certaines familles, il existe probablement une dimension basée sur l'obligation d'entretien<sup>157</sup> des membres de la famille. Je suppose que les bénéficiaires qui n'en parlent pas ne souhaitent pas devenir un fardeau pour leurs proches.

#### – Aspects relationnels avec les autres bénéficiaires

Après avoir analysé les entretiens, je constate qu'il n'est pas aisé pour les bénéficiaires d'en parler entre eux. Certains évoquent de la fierté, d'autres disent que c'est difficile d'établir une relation avec quelqu'un qui vit dans la même misère.

En écoutant leurs récits, tout porte à croire que les bénéficiaires interrogés éprouvent un sentiment de rejet envers les autres bénéficiaires de l'action sociale. Ils les décrivent comme vivant de manière plus précaire encore, et ne souhaite pas les connaître et faire partie de leur univers. De plus, ils les décrivent comme étant des abuseurs, ceux qui souillent l'image de l'aide sociale et qui sont à l'origine des discours sur l'abus à l'aide sociale.

J'ai été surprise de constater que personne n'a émis le souhait de pouvoir nouer des liens avec d'autres bénéficiaires. Les personnes interrogées ne peuvent pas compter sur des bases de solidarité de la part de leur famille, mais ne souhaitent pas n'en plus en former avec d'autres bénéficiaires.

#### – Aspects relationnels avec la société et les personnes actives

Après avoir fait une analyse plus approfondie de leurs témoignages, j'ai constaté que les bénéficiaires interrogés ne le disent pas ouvertement, mais pensent tout de même qu'ils sont, malgré tout, stigmatisés. Si dans le temps, les voleurs, les traîtres, les esclaves, les lépreux, étaient des personnes fortement stigmatisées, aujourd'hui, ce sont les chômeurs, les requérants d'asile, les fraudeurs, les assistés sociaux, qui sont en ligne de mire.

Toutefois, lorsque j'ai abordé la question de l'image que le citoyen lambda pourrait avoir du bénéficiaire, j'ai été surprise de les entendre répondre spontanément qu'ils pensent en premier lieu que la société est consciente du fait que les bénéficiaires ne se sont pas retrouvés dans cette posture désagréable par plaisir, et que les aléas de la vie ont fait qu'ils

<sup>157</sup> Selon l'article 276 du code civil suisse : assurer l'entretien de sa famille.

sont-là où ils sont. Puis, dans un deuxième temps, ils ont laissé entendre que la société est devenue intransigeante et dure.

Autre fait marquant, certains bénéficiaires n'ont pas saisi, de suite, cette occasion pour dire ce qu'ils pensent de tous ceux qui les jugent. Au contraire, ils ont souhaité se mettre à leur place, se glisser dans la peau des personnes actives à qui l'on pose la question « que pensez-vous des bénéficiaires d'aide sociale ? ». Ils expliquent qu'à leur place, ils auraient de la considération pour eux, car ils seraient conscients du fait que ce n'est pas facile de vivre à l'assistance, et que leur quotidien est fait d'autres problèmes, comme des soucis de santé par exemple.

En les écoutant, je me suis demandé si cette manière de répondre n'est pas, au fond, ce qu'ils aimeraient entendre à leur égard, et que peut-être ils n'entendent jamais ?

Puis, finalement, les bénéficiaires m'ont fait remarquer qu'ils savent très bien que tous n'ont pas autant de considération qu'eux auraient eu à l'égard des assistés. Peut-être est-ce dû au fait que maintenant ils vivent la vie d'un assisté social, et qu'ils connaissent parfaitement la douleur et la souffrance que provoquent des propos incorrects et blessants.

Les témoignages de deux bénéficiaires m'ont particulièrement touchée, car ils ont su expliquer clairement que la réaction que produit l'environnement face aux choix de vie, aux réussites et aux erreurs des bénéficiaires d'aide sociale, semble avoir une influence directe sur la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. Finalement, ce qui fera que ces personnes vont s'apprécier ou non, c'est leur capacité à accepter l'image que leur renvoie la société.

Cela me fait dire que les bénéficiaires sont capables de se placer dans le champ de vision des stigmatisés, mais également dans le champ de vision des personnes qui ne sont pas montrées du doigt. Après tout, ceci n'est pas étonnant, car comme le décrit Goffman dans ses différents ouvrages, le stigmatisé et le normal ne sont que des points de vue.

En lien avec le concept théorie sur l'identité, les entretiens en mis en avant le fait que les personnes interrogées sont dépourvues de leur identité véritable. Ils sont à la recherche d'un idéal, d'une identité qu'il faudrait prendre afin de se sentir appartenir à la société. Les bénéficiaires vivent des moments de remise en question, de rupture, de déni et de bouleversement, ce qui fait que leur identité est menacée et remise en cause. Ce que démontrent les entretiens réalisés dans le cadre de ce travail de recherche, c'est le fait que les bénéficiaires ne sont pas prêts à entamer une réinsertion tant que leur identité n'est pas reconstruite.

Les différents témoignages ont mis en avant le fait que certains appréhendent leur retour sur le marché de l'emploi, car ils n'ont pas encore eu l'occasion de reconstruire leur identité sociale, et de rétablir la confiance et la détermination qui leur manque et qui va leur permettre d'avancer et de se réinsérer. L'identité des personnes actives semble leur faire peur, car elle est présente, encrée et assumée, ce qui n'est pas le cas de leur identité à eux.

#### – Leur positionnement par rapport à l'abus

J'ai constaté que dans leurs argumentaires, les bénéficiaires n'utilisent pas les termes « abus et abuseurs », mais parlent plutôt de « profiteurs ». Il semblerait que l'usage du mot « profit » les ramènent au fait que ces personnes, les profiteurs, gagnent quelque chose à être malhonnêtes, donc bénéficient de prestations supplémentaires.

Dans le cas de l'aide sociale, l'abus signifie que l'individu a fait mauvais usage de la prestation qui lui a été allouée, et qu'il transgresse ainsi la loi. Ceci me questionne, car je me demande si les bénéficiaires le perçoivent ainsi, donc en tant qu'infraction, ou au contraire, est-ce qu'ils ne voient que le fait que l'autre, le profiteur, a joui d'un plus qu'il ne méritait pas, moralement.

Il me paraît possible de croire que les personnes qui se retrouvent à l'assistance ont tendance à vouloir nous communiquer que ce n'est pas leur bonne volonté à s'en sortir qui

doit être remise en cause, et que leurs agissements ne visent pas à profiter des prestations de l'assistance. L'arrivée à l'aide sociale peut être due à des nombreux facteurs indépendants de la volonté du bénéficiaire. Seule la responsabilité individuelle de n'avoir pas réussi à se faire une place sur le marché de l'emploi ne suffit plus pour expliquer les raisons qui font qu'un jour le citoyen lambda se retrouve au bénéfice de l'assistance publique. La personne est certes en partie responsable de ces choix et de sa trajectoire de vie, mais elle n'a guère de prise sur les aléas de l'existence ou sur l'évolution de la société.

Il est vrai que pour se sortir de l'impasse, il faut, à un moment, ou à un autre, affronter la situation, et tant pis si les autres le voient et ne sont pas contents. Evidemment, le dire ne suffit pas. Je pense qu'en tant que travailleurs sociaux, nous devons aider les bénéficiaires à rester en connexion avec eux-mêmes et avec le monde qui les entoure, afin de les aider à se distancer des discours médiatiques orientés principalement vers l'abus.



<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2089>

Finalement, il convient de dire que les bénéficiaires d'aide sociales semblent vivre dans la honte et dans l'exclusion sociale. J'ai notamment abordé le concept théorique de l'exclusion sociale précédemment, je dirais que, témoignages à l'appui, les bénéficiaires d'aide sociale sont touchés au plus profond d'eux-mêmes, car ils subissent la rupture du lien professionnel et social qui les lie à la société. Ils sont également victimes de l'isolement et la solitude. Ces différents états réunis incarnent la définition même de l'exclusion sociale. Les témoignages l'ont démontré, l'exclusion sociale a des conséquences sur leur santé psychique et physique.

Je reviens sur la notion de disqualification sociale de Serge Paugam, notion que j'ai déjà évoquée dans mes concepts théoriques, et que je souhaite compléter à présent avec les déclarations des bénéficiaires.

Comme explicité précédemment, Serge Paugam s'est intéressé aux expériences vécues par ces demandeurs d'aide, que ce soit dans leur relation avec les services sociaux, ou dans leur « *expérience à l'assistance* »<sup>158</sup>. Il décrypte ces quelques moments d'exclusion du marché de l'emploi et qualifie cet état de « *disqualification sociale* ».

Selon l'auteur, la disqualification sociale peut se définir à travers « *trois phases différentes* »<sup>159</sup> : la fragilité, la dépendance et la rupture. Dans le cas présent, les personnes interrogées disent avoir vécu ses différents moments.

La **fragilité**<sup>160</sup> : il s'agit de la phase dans laquelle les bénéficiaires de l'aide sociale ont pris conscience du fait que le marché de l'emploi leur est de moins en moins accessible, et que

<sup>158</sup> Fait référence à l'ouvrage *Temps d'assistance*, page 240 et 241

<sup>159</sup> Serge Paugam, *La disqualification sociale*, page 4

<sup>160</sup> *Ibid.*, page 5



leur intégration sociale est de plus en plus menacée. Cependant, certains bénéficiaires disaient qu'ils ne voulaient pas entrer dans le circuit de l'aide sociale, ils croyaient encore en leurs chances de retrouver un emploi et d'être autonomes financièrement.

Cette phase de fragilité, qui s'est peu à peu dégradée, notamment par manque de moyens financiers, a entraîné la phase suivante, la dépendance, car ces personnes ont dû se résoudre de faire appel au service social. D'ailleurs, dans leur témoignage, les bénéficiaires le disent très fermement, ils se considèrent comme étant « dépendants » de la collectivité.

La **dépendance** : dans cette seconde phase, les bénéficiaires réalisent qu'ils ne peuvent plus s'en sortir sans l'intervention des professionnels de l'action sociale. Ils ont dû apprendre à accepter de recevoir de l'aide sous forme d'argent de la part de la collectivité. La situation des bénéficiaires est telle, qu'à leurs yeux, il est de plus en plus justifié que les services sociaux interviennent.

La **rupture**, qui est la dernière phase par laquelle passe les bénéficiaires de l'aide sociale et sans doute la plus pénible, car ils sont mis à l'écart, ce qui a pour conséquence qu'ils s'isolent et finissent par rompre tous les liens sociaux et familiaux. D'ailleurs, plusieurs bénéficiaires ont expliqué qu'ils se sentent inutiles à la société, ce qui caractérise très bien la phase de rupture.

Les personnes interrogées ont, à un moment, ou à un autre, utilisé les termes « assisté, dépendant, inutile, isolé, honte, ou rupture ». Les personnes interrogées sont conscientes du fait qu'elles traversent les phases, et que chaque pas de plus les éloigne de leur réinsertion et les poussent de plus en plus vers l'exclusion sociale.

## 2.2. Les bénéficiaires d'aide sociale face au marché de l'emploi – hypothèse 2

J'ai souhaité interroger les bénéficiaires d'aide sociale afin de connaître leur vision du travail, ainsi que leur ressenti par rapport à leur inactivité professionnelle, d'une part, et par rapport à leur perception des mesures d'insertion, d'autre part.

### 2.2.1. Ce que disent les bénéficiaires

- *Ils estiment que le marché de l'emploi est devenu trop sélectif et exigeant.*

Interrogée, Madame C. me parle de son inactivité professionnelle et son discours est orienté vers son incapacité à se faire engager par un patron. Madame C. s'évalue d'après son passé, d'après les critiques reçues par le passé. Elle met en avant le fait que les patrons qui lui ont déjà donné un refus ne vont pas vouloir l'engager des années plus tard. Selon ses dires, un refus reste un refus et ce même si l'établissement a changé de patron.

*« Il n'y a rien de toute façon, et puis même s'il y a une place qui se libère, je me dis, j'ai postulé il y a quinze ans en arrière, et qu'on m'a dit non, ce n'est pas aujourd'hui qu'on va me dire oui ». Madame C.*

Un autre bénéficiaire met en avant le fait que le marché de l'emploi sélectionne les employés. Selon lui, personne ne veut de quelqu'un qui a une « *une jambe malade* » ou même de quelqu'un qui ne peut pas travailler à plein temps. Il me parle également du rendement, en m'expliquant qu'il voit que le marché du travail cherche des personnes capables de produire beaucoup, en peu de temps et ce dès les premiers jours. Pour lui qui n'a plus travaillé depuis longtemps, ce marché-là est trop exigeant et il ne pense pas pouvoir satisfaire à ces exigences.

La capacité de produire un rendement satisfaisant est également ressortie auprès des deux derniers bénéficiaires, qui considèrent que leur capacité de travail ne doit pas forcément être prouvée, même si leur rendement n'est pas aussi important que celui des travailleurs actifs. Le seul frein qu'ils perçoivent reste le marché de l'emploi beaucoup trop « *sélectif et exigeant* », selon les dires de Madame D., qui ne leur laisse pas le temps de s'adapter et de trouver un rythme de travail.

- *Ils voient le travail comme étant un lien social.*

Tous les bénéficiaires interrogés ont évoqué le travail comme étant une source d'épanouissement. Ils ont relevé, à tour de rôle, que le fait de travailler occupe leur journée, et leur donne de la satisfaction.

Deux bénéficiaires soulignent le fait que le lieu de travail est un lieu de rencontre. Pour eux, même si les personnes rencontrées sur le lieu du travail ne sont que des collègues, il existe tout de même un lien social. Ce sont des personnes avec lesquelles ils peuvent parler, échanger, se sentir exister. Un lien fort entre « *se sentir vivant* » et le travail m'a été communiqué par ces deux personnes.

Finalement, trois personnes sur quatre ont évoqué le travail comme étant la preuve de leur utilité. Une personne l'exprimait très fortement en disant que l'on est utile que si l'on est capable de travailler.

- *Ils ne trouvent pas utile de suivre des mesures d'insertion proposées.*

Quant aux mesures d'insertion, trois bénéficiaires sur quatre déclarent avoir eu l'occasion de participer à l'une ou l'autre des mesures, sans avoir réussi à sortir de l'assistance.

La première personne me parle de la mesure comme étant quelque chose d'utile, de manière générale, mais pas dans son cas. Il conclut en disant qu'il n'est pas intéressé, qu'il ne souhaite pas en faire car cela ne va pas le « *guérir* ».

La seconde personne a également exprimé de la réticence en mettant en avant le fait que son état de santé ne lui permettait pas, à ce moment-là, de suivre une mesure, mais que cette dernière lui a tout de même été proposée. Elle fait un lien entre l'échec de la mesure et son état de santé. Finalement, elle fait l'hypothèse suivante : si son état de santé avait été meilleur, elle aurait probablement été jusqu'au bout.

Le troisième bénéficiaire met en avant le fait que lors d'une mesure dans une entreprise sociale, elle a eu le sentiment d'avoir été infantilisée, que toutes ces compétences et capacités lui ont été enlevées, et qu'elle a été considérée par les accompagnateurs comme quelqu'un d'incapable. Elle soulève ceci et fait le lien avec son statut de bénéficiaire. Elle déplore également les tâches qui lui ont été proposées, en exposant la nature répétitive de ces dernières.

Le quatrième bénéficiaire soulève le fait qu'il n'a pas toujours connu des travailleurs sociaux attentifs à ses besoins. Il ne s'est vu proposer que très tardivement une mesure d'insertion professionnelle, et il regrette que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Il estime que cet état de fait lui a fait perdre des années durant lesquelles il aurait pu prendre part à des projets de réinsertion, voire même sortir de l'aide sociale.

En résumé, trois bénéficiaires sur quatre m'ont fait part de leur insatisfaction vis-à-vis des mesures qui leur ont été proposées. Deux personnes estiment que ce sont des mesures qui visent à les occuper, à « *meubler* » leur journée. Ils ne pensent pas que ces mesures vont leur permettre de retrouver un travail, car, selon Madame C., « *là-bas on ne travaille pas pour de vrai* ».

Paradoxalement, trois bénéficiaires sur quatre pensent aussi que les mesures d'insertion peuvent être utiles, et qu'elles le sont certainement, mais pour d'autres bénéficiaires, ceux qui ont été cabossés par la vie.

- *Ils se considèrent comme « dépendants » de l'aide sociale.*

Les bénéficiaires interrogés se décrivent tous comme étant en quelque sorte « *dépendants* » des prestations de l'aide sociale, « *je n'ai pas d'autres choix que de toucher l'aide sociale* », rétorque Monsieur A. Les trois autres personnes interrogées partagent ce point de vue, tout en ajoutant que malgré cet état de dépendance, l'aide sociale est utile. Ils m'expliquent que les prestations de l'aide sociale sont « *utiles* » mais peuvent rendre « *dépendants* » à long terme, et ce contre leur volonté.

Parmi les bénéficiaires qui se considèrent comme étant « *dépendants* », et l'un d'eux parle de dépendance comme étant quelque chose d'incurable, car il ne voit plus le bout « *du tunnel* ». Il estime que son état de santé est directement lié à sa dépendance à l'aide sociale, qui est, elle, directement liée à son incapacité à trouver un emploi. Il fait le lien entre les différents éléments en me disant que tout est enchaîné ensemble et qu'il ne sait plus comment briser la chaîne.

- *Ils se considèrent comme étant devenus inemployables.*

Ce qui ressort du discours de deux bénéficiaires, c'est leur déception face au marché de l'emploi qui, selon leurs interprétations, les considère comme « *inutiles* ». Un bénéficiaire se qualifie comme étant « *la personne qu'aucun patron ne va engager* ». Tous dénoncent cet état de fait en déclarant qu'ils estiment qu'ils sont encore capables de travailler dans certains domaines, même si ce n'est pas leur métier ou leur activité de base. Ils souhaitent travailler mais la société ne leur offre pas cette opportunité. Quant à Madame C, elle raconte que les refus récurrents l'empêchent de construire un projet professionnel durable. Elle se demande ce qu'il faudrait faire de plus pour se faire accepter.

« *Alors je ne sais pas, ça fait quinze ans que je ne travaille pas. On est hors circuit. Moi je suis hors circuit. Alors je me dis, où je suis bonne ? [...]* » Madame C.

Finalement, le dernier bénéficiaire interrogé, celui qui un certain nombre d'années d'assistance à son actif, se définit comme étant « *devenu quelqu'un qu'on ne peut plus employer* », quelqu'un inemployable. Il justifie ceci en affirmant avoir perdu tous les gestes qui font qu'une personne est capable de travailler et tenir un rythme de travail. Il explique aussi qu'au-delà des gestes du travailleur, le fait qu'être à l'aide sociale le rend aussi inemployable.

Monsieur B. me dit que les patrons qui vont entendre parler de lui vont d'abord retenir le fait qu'il touche les prestations de l'aide sociale, puis le fait qu'il n'a plus travaillé depuis des années et que finalement ils vont tous dire : « *non, votre candidature n'a pas été retenue* ».

### 2.2.2. Mon analyse

#### – Avoir une activité pour se sentir utile : le rôle social du travail

Ce qui ressort le plus des entretiens réalisés, c'est la notion d'utilité, et ce dans deux contextes différents. Tout d'abord, il y a l'utilité associée à l'aide sociale. Les bénéficiaires ne semblent pas percevoir les prestations de l'aide sociale comme un cadeau, un don, ou encore une dette, mais comme étant un moyen de satisfaire ses besoins, quelque chose de foncièrement utile.

Puis, ils ont abordé la notion d'utilité en l'associant à leurs capacités de travailler et de produire du rendement. Il apparaît que les bénéficiaires souffrent du fait qu'ils ne peuvent pas se rendre utiles pour la société. J'ai le sentiment qu'il leur est alors difficile de se projeter dans un avenir et de construire des projets, puisqu'ils remettent régulièrement en cause leur place dans la société. Malgré leurs difficultés, les bénéficiaires interrogés ont manifesté de la force et de la volonté d'exercer une activité rémunérée.

Ils expliquent aussi que par le passé, lorsqu'ils avaient encore la possibilité de travailler, ils se sentaient bien, car leurs journées étaient bien structurées et qu'ils avaient le sentiment d'apporter leur contribution à la société. J'ai senti dans leur discours que le fait d'être inactif les ramène au rang des profiteurs qui préfèrent l'oisiveté à une activité professionnelle rémunérée.

Somme toute, ce qui est intéressant de constater, c'est que ces personnes estiment avoir encore des compétences professionnelles, mais pensent que la société ne les voit plus et ne croit plus en leur capacité de travailler. Il semblerait qu'ils aient ainsi intégré ce discours de l'inemployabilité.

Au vu de ce qui précède, je m'interroge car je perçois, dans leur discours, beaucoup d'éléments qui peuvent paraître contradictoires. En ce qui concerne les prestations de l'aide sociale, je constate que tous sont satisfaits du fait qu'une aide existe, mais déplore les effets à long terme, à savoir les risques d'en devenir « *dépendants* ». Cette association peut paraître surprenante et inattendue. Il semblerait que ces personnes veulent faire passer le message suivant : l'aide sociale est utile, certes, mais si elle dure sur des années, elle devient néfaste pour la réinsertion professionnelle.

Comme explicité au concept théorique consacré au rôle social du travail, l'emploi est un emblème fort dans l'esprit des citoyens, et également dans celui des bénéficiaires d'assistance publique. Je rappelle que notre société a connoté le travail, qui, en dehors de sa signification conceptuelle, investit des valeurs et des significations qui donnent un sens à la vie des hommes et des femmes.

L'emploi, ou le désir de retrouver rapidement une occupation, sont très présents dans les discours des bénéficiaires interrogés. Le travail est une valeur fondamentale, enseignée aux individus dès leur plus jeune âge.

Ainsi, le fait d'être inactif, de percevoir les prestations de l'aide sociale, peut être perçu par ces personnes comme le non-respect du devoir de travailler. L'inactivité menace

l'indépendance des personnes, car elle les prive de leurs sources de revenus, de leur autonomie et de leur statut social.

Les bénéficiaires à qui j'ai donné la parole expliquent que le fait de ne plus pouvoir travailler, est au centre de leur préoccupation. Leur qualité de vie et leur avenir son directement touchés par leur arrêt de travail. Ils sont très attachés aux dimensions « argent », « indépendance » et « statut » que pourvoit l'activité professionnelle.

#### – **L'utilité des mesures d'insertion**

Tous n'entretiennent pas le même rapport au travail et aux mesures d'insertion professionnelles. Le regard qu'ils portent actuellement sur une éventuelle mesure d'insertion est influencé par les événements qui se sont produits dans l'intervalle, ou encore par le regard que la société pose sur leur inactivité professionnelle.

Je dirais même que ces personnes n'ont pas fait un lien direct entre la mesure d'insertion et le travail sur le premier marché de l'emploi. Il semblerait que pour eux, le fait de travailler dans un cadre protégé offert par une entreprise sociale est très différent du marché de l'emploi. Ces deux activités font appel à leurs compétences professionnelles et sociales mais le rendement exigé n'est pas le même, ce qu'ils perçoivent parfaitement. Ceci explique le fait qu'ils m'aient tous dit que ces mesures d'insertion peuvent être utiles mais pour d'autres personnes, celles qui n'arrivent plus à produire le moindre rendement.

J'ai le sentiment que les personnes interrogées n'estiment pas nécessaire d'entamer le processus de réinsertion au sein d'une entreprise sociale, et ce même si ce lieu est particulièrement attentif à la reconstruction identitaire dont ils auraient besoin et à la reconnaissance de leurs acquis. Somme toute, j'ai le sentiment que les bénéficiaires doutent de leur image, ce qui a pour conséquence de les freiner dans les démarches. De plus, ils ne désirent pas forcément évoluer dans une entreprise agréée, où le cadre est plus souple et plus adapté à leurs problématiques.

J'ai également constaté que la mise en route des mesures d'insertion est freinée par l'état de santé des bénéficiaires, qui, avant d'envisager un avenir professionnel quelconque, doivent faire face à cette difficulté additionnelle. Ce qui l'illustre parfaitement ce sont les dires de Madame C. qui a clairement positionné le travail en seconde position, après son état de santé. Il semblerait que les bénéficiaires, sans projet professionnel, ont adopté une posture différente face aux mesures d'insertion : ils se positionnent comme étant des individus qui ne peuvent pas, de manière légitime, prétendre à une mesure ou à un emploi, car ils doivent d'abord s'occuper de leur état de santé.

A plusieurs reprises, durant les entretiens, j'ai senti que les bénéficiaires concernés sont contraints de se positionner comme étant des bons bénéficiaires qui méritent l'exemption d'une mesure, et il a souvent été difficile pour moi de cerner ce qu'ils pensent réellement.

Ceci m'interroge. J'ai eu l'impression que ces différentes réponses laissent transparaître une autre réalité, celle des activités proposées par les entreprises sociales. En effet, ce qui me permet de supposer ceci, c'est le fait que trois personnes sur quatre disent ne pas ressentir le besoin d'intégrer une mesure d'insertion dans un lieu qui va leur proposer des activités qu'ils estiment être des tâches d'occupation, plutôt que des activités qui visent à évaluer clairement leur capacité de travail. Un bénéficiaire me parlait notamment des tâches manuelles, à répétition, qui ne sollicitent pas toutes ses compétences professionnelles et qui ne lui permettent pas d'évaluer réellement de quoi il était capable.

#### – **Se réinsérer : quelles sont leurs chances d'y parvenir ? Avec ou sans mesures d'insertion ?**

Les quatre personnes interrogées ont pris soin de me faire part de leur volonté de quitter l'assistance. La plupart évoquaient leur situation comme étant transitoire en attendant que. Je relèverais même que leur volonté de quitter l'aide sociale s'est fait ressentir plus

fortement que leur volonté de retrouver un emploi. Mais alors, est-il possible de se sortir de l'aide sociale sans emploi ? Il semblerait que les bénéficiaires de longue durée<sup>161</sup> aient pris conscience du fait que leur réinsertion professionnelle sera lente, voire impossible, et la majorité d'entre eux ne s'imaginent plus retourner dans le monde des actifs et ce malgré leur volonté de retrouver une activité lucrative. Trois bénéficiaires sur quatre m'ont fait part de leur état de santé qui les empêche de retrouver un emploi durable. Parfois, ce sont les refus réplétifs qui les ont découragés. L'intervention de l'assurance invalidité serait, selon leurs observations, plus appropriée et justifiée.

Lorsque j'ai abordé la question de savoir comment ils imaginent leur retour vers le monde professionnel, seul un bénéficiaire s'est montré serein, car son parcours était tracé. Ces efforts, son envie de s'en sortir, et sa motivation, lui ont permis de consolider un projet professionnel durable, et d'envisager son avenir sans les prestations de l'aide sociale. Je constate que seule cette personne a tenu des propos tournés vers l'avenir, tant au niveau professionnel que personnel.

Ce bénéficiaire me donnait l'impression de s'être débarrassé d'un poids énorme. Il parlait avec beaucoup de légèreté de ses projets professionnelles et manifestait de la considération pour celles et ceux qui n'ont pas encore trouvés une issue favorable. Il se positionne très clairement en tant que partenaire de l'assistant social, « *on fera tout pour que ça marche* ». Il renvoie l'image de quelqu'un de concerné et préoccupé par l'aboutissement de ses projets.

La notion de réinsertion est sans doute trop forte pour les autres personnes, ce qui la rend impossible à leurs yeux. Ils appréhendent le monde du travail car ils sont restés inactifs depuis trop longtemps et qu'ils ont la conviction que le monde du travail les considère comme étant inemployables.

Ceci étant, je ne dis pas que les autres bénéficiaires interrogés ne se préoccupent pas de leur avenir, au contraire. Ils ont encore de nombreuses étapes à franchir, de nombreuses solutions à trouver. Ceci démontre très clairement la complexité de la situation des bénéficiaires, qui, à travers les mesures d'insertion sociale et professionnelle pourraient surmonter les difficultés qui les freinent dans leur réinsertion.

Actuellement, la société demande à ce que toutes les personnes qui ne peuvent pas travailler et subvenir correctement et de manière autonome à leurs besoins, justifient cet état de fait. J'ai le sentiment que les bénéficiaires ont compris qu'il faut une bonne raison pour ne pas travailler et pour refuser de prendre part à une mesure. Seuls les personnes handicapées, les personnes âgées ou encore les enfants mineurs, représentent des catégories qui n'ont pas, ou plus, l'obligation de travailler. L'assisté social a alors conscience du fait qu'il n'appartient à aucune de ces couches, et qu'il va être difficile pour lui de justifier son inactivité et le fait qu'il ne souhaite pas s'engager dans une mesure d'insertion sociale ou professionnelle.

Je pense aussi qu'il est difficile pour les bénéficiaires que j'ai interrogé d'admettre qu'ils n'ont peut-être plus la possibilité de travailler. La crainte, après avoir terminé la mesure d'insertion, c'est de devoir encore rester inactifs pendant des années, et de devoir encore recourir à l'aide sociale. J'ai le sentiment qu'ils ne veulent pas s'installer dans l'assistance, mais qu'ils n'ont, à ce jour, aucune autre perspective. Les mesures proposées ne semblent pas leur apporter des perspectives favorables. L'ambivalence que provoquent le besoin de travail et l'incapacité de le faire, engendre des souffrances insoutenables.

Pour résumé, j'ai la conviction que les personnes qui se trouvent écartées du marché de l'emploi à la suite d'un échec professionnel prennent rapidement conscience du fait que cette situation d'exclusion va rapidement les séparer de la majorité de la population.

Je constate aussi que l'insertion d'une personne se mesure de plus en plus à l'emploi qu'elle occupe et au revenu que ce travail engendre. Son insertion sociale passe semble-t-il

---

<sup>161</sup> Trois bénéficiaires sur quatre sont des bénéficiaires perçoivent l'aide sociale depuis plus de 5 ans.

également par sa capacité à se créer un réseau relationnel solide. Ces deux éléments font défaut aux bénéficiaires interrogés.

Lorsque j'ai évoqué la pauvreté sous le concept théorique consacré à ce phénomène, j'ai mis en avant le fait que la pauvreté ne s'illustre pas seulement à travers les ressources financières disponibles. Bien que l'aide sociale vise à combattre ce phénomène, il n'en demeure pas moins présent dans le discours des personnes interrogées. Les différentes facettes de la pauvreté sont ressorties à travers les témoignages : que ce soit par manque d'argent, par manque de liens sociaux, ou à cause d'une santé fragile, les bénéficiaires concernés vivent tous dans la précarité monétaire et sociale. Les individus rencontrés ont tous évoqués soit une pauvreté dite chronique, car ils savent qu'ils vont probablement vivre toute leur vie dans cet état de précarité, soit une pauvreté dite « *dans le cycle de vie* », qui s'est manifeste à un moment précis de leur vie et qui les a conduits à l'aide sociale. Ainsi, il semblerait que ces personnes ne sortiront jamais de la précarité, car le marché de l'emploi leur est inaccessible, leur état de santé les empêche de travailler, et les rentes de l'assurance-invalidité, tant attendues, tardent à arriver.

De plus, et comme explicité sous plusieurs aspects dans ce mémoire, l'image que nous avons des autres se construit sur un critère dominant qui est le *travail*. Il s'agit du mode d'intégration par excellence, qui donne un sens à la vie des hommes et des femmes. Les témoignages recueillis l'illustrent parfaitement, puisque les bénéficiaires interrogés expriment un manque énorme de ce côté-là. Tous souhaitent retrouver une activité professionnelle ou du moins une activité occupationnelle, qui leur permette de sortir de chez soi et de se sentir utile.

Les données recueillies le confirment, l'exercice d'une activité professionnelle joue un rôle prédominant dans l'intégration et la réinsertion des bénéficiaires dans le monde du travail. Le travail renforce les liens sociaux, consolide l'identité sociale et professionnelle. Pour tous les bénéficiaires interrogés, le travail constitue une source de relations sociales. Le travail leur permet de développer des amitiés et de se sentir appartenir à un groupe, ce qui leur fait cruellement défaut en ce moment. Les politiques d'assistance auront sans doute, dans les années à venir, la lourde tâche d'essayer de préserver cette norme du travail, en mettant en place des stratégies de lutte contre l'exclusion sociale due aux nombreuses mutations du marché de l'emploi.



<http://www.marmottine.net/index.php/page/2>

### 2.3. Les bénéficiaires d'aide sociale face au marché de l'emploi – hypothèse 3

J'ai interrogé les bénéficiaires d'aide sociale dans le but de connaître, d'une part, leur ressenti par rapport à l'accompagnement qui leur est proposé par le service social et, d'autre part, leur ressenti face aux professionnels qu'ils rencontrent et qui les voient aussi comme des abuseurs.

- *L'assistant social ne les considère pas comme des abuseurs.*

En décryptant les quatre témoignages, il semblerait que les personnes qui se trouvent à l'assistance actuellement n'ont aucun problème relationnel avec leur assistant social. Tous témoignent de la reconnaissance envers la commune et le service social. De plus, beaucoup se posent la question de savoir ce qu'ils seraient devenus si aucune aide financière ne leur avait été proposée.

*« Je remercie beaucoup pour toute l'aide, s'il n'y avait pas eu l'aide sociale, j'aurais été complètement seul dans une tente. » Monsieur A.*

*« Mais malgré que ça me gêne, je suis contente d'être chez eux. Dieu merci qu'il y a la commune et qu'elle est là. S'il n'y avait pas eu le social, aujourd'hui, je ne sais pas où je serai. » Madame D.*

Un bénéficiaire affirme même que son assistant social efface tous les points négatifs laissés par d'autres avant lui. Il dit que son assistant social est une grande source de conseils et de soutien et que c'est un professionnel qui fait son travail dans le but d'aider.

Toutefois, très rapidement, les quatre personnes ont aussi évoqués le fait qu'ils ressentent la pression des travailleurs sociaux qui cherchent à les remettre sur les rails, la pression des autorités qui souhaitent limiter les dépenses de l'aide sociale, et en dernier lieu la pression de la société à laquelle ils jugent ne plus appartenir.

Néanmoins, deux bénéficiaires sur quatre déplorent le manque de temps et de disponibilités de leur assistant social. Ils évoquent ce manque, tout en étant conscients du fait que le travailleur social doit probablement manquer lui-même de temps à accorder lors des entretiens.

*« Avant, l'entretien durait une heure. Puis il a été diminué, et je comprends tout à fait, il y a beaucoup de monde, je n'en veux à personne. » Monsieur B.*

En ce qui concerne le regard que porte le travailleur social sur les bénéficiaires, personne ne s'est senti jugé. Les quatre personnes interrogées estiment que leur assistant social est respectueux et qu'il ne les considère pas comme étant des personnes qui profitent et abusent des prestations sociales. Deux personnes ont affirmé qu'elles se sentent comprises et soutenues. Enfin, Monsieur B. m'a confié qu'il a conscience du fait que c'est la commune qui distribue les aides sociales et qui a le pouvoir décisionnel. Il estime que l'assistant social instruit le dossier en bonne et due forme, en vérifiant tous les documents, et que grâce à ces contrôles, il n'y a pas d'abus et de tricherie possibles.

- *Le service social est un lieu stigmatisant.*

Ce qui a également été mis en avant, c'est l'emplacement physique du service social. Deux bénéficiaires se disent quelque peu déçus que, de manière générale, on n'accorde pas plus d'intimité aux usagers qui viennent sonner au service social. Ils expliquent que, selon eux, les locaux devraient être mieux protégés des regards malveillants. Pour l'illustrer, l'un d'eux parle « d'intimité » en invoquant le malaise que peut produire la rencontre entre les bénéficiaires qui ne souhaitent pas être reconnus comme tels, et une de leurs connaissances qui leur demanderait ce qu'ils font-là.

*« Mais on ne sait pas, on peut tomber sur quelqu'un d'autres qui vient pour tout à fait autre chose. Cette personne arrive là, elle n'a rien à avoir, et puis tout à coup, l'assistant*



*social ouvre la porte avec son grand sourire et dit : « venez, venez », vous avez l'air con quand même. On est d'accord, on a l'air bête. On se gêne, il y a une grande gêne. » Monsieur B.*

### 2.3.1. Mon analyse

En questionnant les bénéficiaires sur leur vision du service social et des prestations proposées, j'ai senti, dans un premier temps, une forme de méfiance envers moi. Ce sentiment venait, à mon avis, du fait que je me suis présentée à eux en tant que future assistante sociale, et de ce fait, ils devaient ressentir, à un moment ou à un autre, la crainte de perdre leur droit à l'aide sociale, s'ils me disaient telle ou telle chose.

A mon sens, les bénéficiaires deviennent méfiants, et apprennent à contrôler les informations qu'ils donnent, et à qui ils les donnent. J'ai eu le sentiment que, pour eux, le travailleur social est celui à qui ils ont le droit de donner des informations, voire même ont l'obligation, en revanche aux autres citoyens ils n'en doivent pas, ou très peu.

On pourrait aussi dire que la société a des attentes particulières en fonction de chaque position sociale. J'ai parfois le sentiment que la collectivité souhaite que les bénéficiaires acceptent que les assistants sociaux contrôlent leur vie privée : on attend d'eux qu'ils dévoilent aux professionnels tout ce qui est nécessaire, qu'ils prennent conscience que leur situation est précaire et que leur statut est infériorisé, et finalement qu'ils fassent preuve d'ingéniosité et de motivation afin de remédier à tout ceci.

A cela, il convient d'ajouter le fait que le bénéficiaire est mis, dès ses premiers entretiens, face ses difficultés financières et aux formalités administratives. Même si l'aide sociale est présentée comme étant une dette sociale remboursable<sup>162</sup>, j'imagine, et non sans difficultés, que ces personnes, contraintes de recevoir cette forme de charité, restent sur la réserve avec les services sociaux.

Précédemment, j'évoquais le rejet que manifestent les personnes interrogées envers les bénéficiaires « profiteurs » car ils ébranlent la confiance entre l'assisté et la société de manière générale. Ici, il est toujours question de confiance, mais dans une dimension plus restreinte : entre l'assisté et son assistant social. En vue des éléments que j'ai recueillis, j'ai le sentiment qu'un lien de confiance existe entre la plupart des bénéficiaires interrogés et leur assistant social. Je mets en avant cet état de fait car les usagers concernés m'ont fait part de leur satisfaction de pouvoir dialoguer avec le travailleur social et que leur venue ne s'arrêtait pas simplement au niveau d'un soutien financier.

Cependant, au-delà de tous ces aspects de méfiance et au-delà de l'aide financière, le service social est perçu comme une béquille pour la plupart de ces personnes. Certes, l'argent compte, et compte même beaucoup, mais tous s'accordent à dire que l'on ne peut pas faire l'économie de l'écoute et de l'accompagnement.

En ce qui concerne le ressenti face aux professionnels qu'ils rencontrent, il s'est avéré que les bénéficiaires interrogés n'ont pas l'impression que les travailleurs sociaux les voient comme des abuseurs. Ils ne le perçoivent pas ainsi et donnent l'impression que cela n'est pas compatible avec le rôle de l'assistant social. Il semblerait que les bénéficiaires distinguent clairement les discours dominants médiatiques, les discours dominants de la société et les discours des travailleurs sociaux. Dans les discours des travailleurs sociaux ils ne se reconnaissent pas comme étant des abuseurs, mais plutôt comme étant des personnes nécessiteuses, qui font valoir leur droit à l'aide sociale de façon justifiée.

<sup>162</sup> L'aide sociale est remboursable lorsque la personne arrive à meilleure fortune, que celle-ci lui permet de vivre et de faire vivre son ménage de manière décente. La dette sociale court sur une durée de 10 ans à compter du dernier versement des prestations sociales. Sous certaines conditions, l'aide sociale est remboursable avant cette échéance (notamment pour les détenteurs de permis de séjour, au cas par cas).

### 3. Vérification des hypothèses

Ce chapitre présente une analyse des résultats obtenus après la dépouille des entretiens. Les éléments obtenus me permettront de confirmer ou d'infirmer les différentes hypothèses de départ.

#### 3.1. Vérification de l'hypothèse 1

*« Les bénéficiaires d'aide sociale se sentent honteux car les discours dominants sur l'aide sociale les représentent surtout comme des abuseurs. »*

Faire parler les bénéficiaires de leur quotidien a été l'occasion pour moi de découvrir la réalité de leur vie de tous les jours, afin d'éviter au maximum de tomber dans les préjugés et aprioris que je pourrais avoir du quotidien d'une personne qui ne travaille pas et qui est en âge de pouvoir le faire.

Si je reprends brièvement les argumentaires les plus importants, je constate que beaucoup d'entre eux ont encore la conviction que s'ils se montrent tels qu'ils sont, ils seront rejetés. Cette dimension liée au rejet et également véhiculée par les médias, lorsqu'il est question d'abus à l'aide sociale. Ainsi, beaucoup se taisent, car ils souhaitent que la société continue à les accepter et à les reconnaître en tant que personne à part entière. Un sentiment honteux très fort est perceptible et exprimé par tous.

Ce mode de vie est alimenté par la peur du jugement et la peur de l'exclusion sociale. Ainsi, ils vont chercher à se montrer comme « il faut », à savoir adopter un paraître acceptable aux yeux de tous, et non pas comme « ils sont », à savoir avec leurs forces et leurs faiblesses.

Cette mise en scène les aide à ne pas perdre la face, à rester dignes, à répondre aux attentes de la société, en dissimulant tous les indicateurs qui pourraient trahir leur vrai quotidien. Mais pourquoi tant de mascarades me suis-je demandé ? Pour préserver l'image, son image, une image positive, et renvoyer aux autres l'image de quelqu'un de bien, de quelqu'un qui est digne d'avoir une relation sociale.

Les liens familiaux sont faibles, voire inexistants. Ces liens, qui auraient pu être une ressource ne le sont pas. Leur cercle amical est restreint et ils n'éprouvent pas le besoin de se confier à d'autres bénéficiaires. En résumé, ils restent muets, n'en parlent pas, ou très peu. Dans une société où l'on nous parle souvent de communication comme étant un moyen de développer les cohésions sociales, les bénéficiaires ont, semble-t-il, choisi de ne pas communiquer sur ce qu'ils vivent.

*Je vais conclure l'analyse de cette hypothèse en affirmant qu'elle est démontrée, puisque que les bénéficiaires se sentent honteux. Ils expriment clairement un sentiment de honte et de gêne. L'analyse des discours dominants médiatiques sur l'aide sociale a démontré qu'ils sont en effet représentés comme étant des personnes qui ne souhaitent pas se réinsérer et qui se complaisent dans leur situation d'assistance, en profitant ainsi prestations de l'aide sociale.*

### 3.2. Vérification de l'hypothèse 2

« Les bénéficiaires d'aide sociale ne perçoivent pas l'utilité des mesures d'insertion de l'aide sociale, car ils n'ont pas réussi à se réinsérer professionnellement jusqu'à présent. »

Pour reprendre les grandes lignes de leurs témoignages, tous les bénéficiaires ont évoqué le besoin de se sortir de cette impasse comme étant un besoin viscéral. Ils ont évoqué leur volonté de se sortir de l'assistance comme étant une manière de dire qu'ils sont toujours vivants, capables d'accomplir quelque chose, pour ainsi conserver l'estime de soi et briser l'image du profiteur de l'aide sociale. Les bénéficiaires interrogés donnent l'impression d'avoir une certaine connaissance de soi : ils ont été capables d'identifier leurs difficultés et les limites de leur quotidien, ainsi que leurs attentes et leurs besoins pour se sortir de cette situation.

J'ai supposé que sortir de l'aide sociale après y être resté durant de longues années est plus difficile, voire impossible. J'ai été toutefois surprise de constater que les bénéficiaires qui souhaitent sortir de l'assistance, ne se voient plus, ou quasiment plus, en tant que personnes employables. La sortie de l'aide sociale serait possible que si une autre assurance prenait la relève. Malgré cela, selon leurs témoignages, une reconversion professionnelle serait possible que si le marché de l'emploi était prêt à les accueillir, avec leurs forces et leurs faiblesses, ce qui est rendu difficile compte tenu de leur état de santé, ou du cumul des années de chômage.

Quant aux mesures d'insertion, elles ne sont pas très prisées. Les bénéficiaires ont déclaré qu'elles ne sont pas forcément adaptées à leurs besoins et qu'elles ne permettent pas de se confronter au monde du travail.

Cependant, aucune abnégation formelle n'a été formulée par les bénéficiaires, face à la proposition d'une mesure d'insertion sociale et/ou professionnelle.

Toutefois, et ce bien qu'ils soient conscients de leurs limites et de leurs difficultés, tous ne souhaitent pas s'investir dans une mesure d'insertion et ce même s'ils n'ont aucune perspective d'engagement en attendant.

*Je vais conclure l'analyse de cette hypothèse en indiquant qu'elle est affirmée, puisque la majorité des bénéficiaires d'aide sociale ont déclaré ne pas vouloir s'investir davantage dans une mesure d'insertion. Ils expriment ce refus car cette dernière ne leur a pas permis de se réinsérer professionnellement jusqu'à présent.*



<http://cgt.upvd.over-blog.com/article-non-il-n-est-pas-vrai-qu-on-travaille-moins-en-france-qu-ailleurs-65162547.html>

### 3.3. Vérification de l'hypothèse 3

*« Les bénéficiaires d'aide sociale pensent que les professionnels ne prennent pas suffisamment en compte leur souffrance psychologique dans leur accompagnement social, parce qu'ils les voient comme des abuseurs. »*

Ce qui ressort de manière unanime, c'est le fait que la relation entre les bénéficiaires et l'assistant social est définie sur de bonnes bases. Toutes les personnes interrogées affirment que l'assistant social fait de son possible afin des accompagner au mieux dans leurs démarches vers une autonomie financière.

Cependant, le facteur temps est ressorti à plusieurs reprises. Les bénéficiaires ont le sentiment que parfois le temps leur est compté et qu'au-delà de l'heure impartie, il ne faut pas espérer plus. Toutefois, ils ne le perçoivent pas contre eux. Ils disent avoir conscience du fait que le travailleur social est lui-même pris par le temps, et que cela n'est pas dirigé contre eux.

Finalement, aucun bénéficiaire n'a eu le sentiment que le travailleur social le voit comme un abuseur, et que de ce fait, il ne lui accorde pas suffisamment de temps, ne le propose pas des mesures d'insertion et ne lui offre un accompagnement social adéquat.

*Je vais conclure l'analyse de cette hypothèse en affirmant qu'elle est infirmée, puisque qu'aucun bénéficiaire n'a eu le sentiment que l'assistant social le considère comme un abuseur et que de ce fait il ne lui consacre pas suffisamment de temps.*

#### 4. Bilan personnel

Ce travail de recherche m'a permis de découvrir la méthodologie de la recherche. Dans un premier temps, j'ai eu de la peine à délimiter mon sujet, qui était trop vaste et imprécis. J'ai souhaité orienter ma recherche vers les personnes en situation de pauvreté, sans avoir réellement délimité de qui je parle. J'ai alors dû cibler mon domaine de recherche et j'ai dû laisser de côté, malheureusement, toute une série de sujets qui m'auraient intéressé. Je me suis très vite rendue compte que ce travail allait être conséquent et qu'il me fallait cibler au mieux le domaine de recherche.

D'un point de vue personnel, ce que j'ai retenu de cette expérience, c'est la rigueur et le courage qu'il faut pour mener un travail de recherche. Je parle de rigueur, car j'ai appris à être dure et sévère avec moi-même, afin de produire un travail qui respecte au mieux l'exactitude des propos des personnes interrogées. En effet, il m'est arrivé à plusieurs reprises de basculer vers ma propre interprétation. Cela m'a aussi appris le courage et la force mentale face à la difficulté d'un travail de recherche. Il y a en effet beaucoup d'informations à traiter, beaucoup de concepts à analyser, et nombreuses sont les fois où j'ai baissé les bras en me disant que je n'arriverai jamais à produire un travail conforme à mes attentes.

Au final, je suis fière d'avoir parcouru tout ce processus qui m'amène à la fin du travail avec des éléments de réponse et une vision plus distincte du quotidien des bénéficiaires d'aide sociale.

#### 5. Difficultés de la recherche

A partir de ma question de départ et de mon projet de mémoire, j'ai écrit les différents thèmes que j'avais souhaité aborder avec les bénéficiaires d'aide sociale. Très vite, j'ai été contrainte de cibler au maximum mon domaine d'étude et de ne pas me disperser. Je me suis aperçue qu'il n'est pas évident de mener un travail de recherche sans se disperser et dévier de la question de départ. Ma difficulté principale résidait dans le fait que j'aurai voulu en savoir davantage sur le quotidien, mais qu'il ne m'était pas possible de le faire, sans quoi je n'aurai pas eu suffisamment d'éléments pour en faire une analyse. La seconde difficulté que j'identifie c'est la gestion-même de l'entretien. En effet, il m'est arrivé à plusieurs reprises que le bénéficiaire me demande de me positionner par rapport à tel ou tel événement survenu durant leurs rencontres avec l'assistant social du centre médico-social. Je pense que ceci était dû au fait que je me suis présentée, dans le cadre du travail de recherche, en tant que future assistante sociale, et que j'ai mentionné que j'avais envie de débiter ma carrière dans un centre médico-social, d'où le sujet de mon mémoire.

J'ai choisi de procéder par entretiens semi-directifs. J'ai considéré que mon choix était bon et qu'il me permettrait d'aller chercher la majorité des informations sur le terrain. Toutefois, j'ai sous-estimé le temps et l'énergie que cela allait me demander. Je n'avais jamais, auparavant, fait l'expérience d'une enquête sur le terrain et j'ai très vite été happée par la masse de travail que demandent la retranscription et l'analyse des entretiens. Qui plus est, je n'ai pas su dès le départ poser un cadre et délimiter le temps de parole, ce qui fait que mes premiers entretiens ont duré plus que prévu et que les bénéficiaires ont souvent dévié vers autre chose que les questions posées.

Toutefois, je me suis découverte très rapidement à l'aise dans la conduite des entretiens. J'appréhendais de rencontrer des personnes que je ne connaissais pas et avec qui je devais aborder des sujets personnels.

J'ai été toutefois surprise de constater que les personnes se révèlent volontiers et qu'elles se sont senties très vite en confiance.

Lorsque j'ai commencé ce travail de recherche, j'ai établi un planning en indiquant l'ordre précis de chaque tâche. Toutefois, dès les premières semaines, j'ai été contrainte de

procéder à des réajustements et de prioriser les tâches, afin d'arriver à conjuguer ma vie privée, ma formation pratique à Genève et finalement mon entrée dans la vie professionnelle.

Au terme de ce travail, j'ai atteint les objectifs que je m'étais fixés et j'ai exploré toutes les hypothèses énoncées. Je suis également satisfaite de constater que toutes les hypothèses n'ont pas été affirmées, ce qui m'a permis de m'ouvrir vers d'autres représentations et réalités que celles que je croyais connaître.

## 6. Limites de la recherche

Avant de commencer cette recherche, j'ai établi des objectifs à atteindre. Toutefois, je pense qu'il reste encore des pistes inexplorées, et que ce travail présente des limites, telles que :

- Un nombre malheureusement trop peu nombreux de bénéficiaires ; en effet, il n'est pas aisé de constituer un échantillon en peu de temps, et qui plus est pour parler de sa vie privée et de son vécu à l'assistance. L'aspect quantitatif pour mener à bien et valider une recherche s'avère être l'élément principal de cette dernière. Toutefois, les bénéficiaires ayant participé à cette étude ont été malheureusement trop peu nombreux. Il faut donc tenir compte de cet élément quantitatif imparfait qui peut entraîner vers des interprétations moins fiables au niveau de l'analyse et des conclusions.
- Les entretiens ont été réalisés auprès d'un seul centre médico-social ; ce travail de recherche a été réalisé auprès d'un échantillon de bénéficiaires suivis par le centre médico-social de St-Maurice uniquement. Il aurait été intéressant d'élargir l'étude sur plusieurs centres médico-sociaux, afin de se rendre compte d'une éventuelle différence dans les conclusions.
- L'absence du point de vue des assistants sociaux du CMS laisse des zones d'ombre quand à leur perception des bénéficiaires. En effet, les bénéficiaires ont pu me communiquer ce qu'ils perçoivent, mais j'ignore si cette perception reflète ce que les professionnelles pensent. Ainsi, j'ai pu répondre en disant que les bénéficiaires ne sont pas vus en tant qu'abuseurs par l'assistant social, toutefois, je n'ai pas donné la parole à l'assistant social en question afin d'avoir son positionnement.

## 7. Conclusion personnelle

Si je me remémore les cours suivis dans le cadre de la formation à la Haute Ecole de travail social, si je me remémore les conseils et enseignements livrés par les différents praticiens formateurs, je m'aperçois qu'en tant que travailleur social, on a parfois tendance à vouloir rééduquer les personnes que l'on rencontre. J'ai pris conscience que mon système de valeurs, qui m'appartient, n'est certainement pas le même pour l'utilisateur que j'ai en face de moi.

Les bénéficiaires qui m'ont parlé de leurs ressentis vis-à-vis du regard des autres, et du combat qu'ils mènent au quotidien pour se sentir mieux et pour se faire accepter dans une société qui les rejette, m'a fait réfléchir à mes agissements et à la violence symbolique de mes valeurs que je pourrais leur imposer par mégarde. Même si j'en suis consciente, je pense que tous les travailleurs sociaux doivent rester vigilants à la moralité et au jugement qu'ils risquent d'émettre à l'encontre des usagers.

La société me donne l'impression qu'elle domine d'une certaine manière « les assistés ». Ils sont ainsi graduellement dépossédés de leur conscience collective, ce que, en tant que travailleur social, je souhaiterais éviter au maximum.

Toutefois, je me demande s'il est encore possible de croire à la réinsertion des personnes qui sont de plus en plus exclues. Comment ramener au premier plan ceux qu'on a placés en dehors du décor ?

Moi-même j'avais des représentations et des aprioris concernant les personnes sans activité lucrative et au bénéfice de l'assistance publique. Je n'imaginai pas tous les enjeux identitaires qui se jouent autour de l'assistance. Cependant, je dois relever que j'ai été surprise de constater qu'une majorité d'entre eux ne se voient plus intégrer le marché de l'emploi, et que pour eux la solution se trouve ailleurs.

Toute au long de la réalisation de ce travail de mémoire, j'ai essayé de me mettre à leur place. J'ai réalisé qu'il est primordial qu'ils puissent verbaliser ce qu'ils vivent, d'abord à leur assistant social, puis, pourquoi pas à un conseiller social, et finalement à leur entourage, à leur famille, à leurs amis. Je pense que la société n'est que trop peu au courant de ce qui se joue dans le quotidien de quelqu'un qui doit vivre avec Fr. 1'086.– par mois. Un bénéficiaire me disait que lui, maintenant qu'il est sur le circuit économique, a vu le regard changer sur sa personne. Il est passé d'un stade inexistant, au stade d'être humain. Il constate que le regard que l'on pose sur lui a changé, parce qu'il participe à la vie économique de la commune, parce qu'il gagne son pain, et parce qu'il n'est finalement pas si incapable que cela.

J'ai été sensible aux termes employés par les bénéficiaires pour se décrire eux-mêmes : incapable, moins que rien, nul, inutile, bon à rien. Ce sont des qualificatifs extrêmes dévalorisants. Je pense que ces personnes sont victimes d'une société basée sur la production et le pouvoir d'achat, et qu'ils sont rendus coupables de leur incapacité à produire et consommer comme tout à chacun.

## 8. Perspectives et pistes d'action professionnelle

A mon sens, ce qui ressort le plus de ce travail de mémoire, c'est la difficulté qu'ont les bénéficiaires à faire face à leur propre image et à celle reflétée la société, d'une part, et à l'impossibilité de se réinsérer sur le marché premier de l'emploi, d'autre part. Je pense que les travailleurs sociaux s'efforcent de créer une relation de confiance avec le bénéficiaire, basée sur le lien, et ce tout au long de leurs rencontres. Cependant, lorsqu'il faut tout faire en un laps de temps très court, généralement une heure de temps, il est difficile de se rendre compte si l'usager, assis en face de soi, a bien pris conscience de ce qui se joue. Je crois que la notion d'écoute est primordiale, afin de permettre aux usagers de s'exprimer et de faire valoir leurs besoins.

Selon moi, le fait d'offrir un espace d'écoute de qualité est déjà une belle perspective vers une réinsertion sociale et/ou professionnelle. L'écoute permet de se centrer sur la personne, de se détacher, ne serait-ce qu'un instant, de la paperasse administrative, et de donner à l'usager la possibilité de se sentir en confiance. Comme explicité tout au long de ce travail, les bénéficiaires souffrent de la perte de leur identité. Ouvrir un espace d'écoute permet de leur redonner, ne serait-ce qu'un peu, confiance en soi et aux autres.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la capacité de travail des bénéficiaires de l'aide sociale doit systématiquement être étudiée et analysée à travers une mesure, et ce dans les trois mois suivant le dépôt de la demande. N'ayant pas suffisamment de recul sur la pratique, je peux néanmoins me prononcer par rapport à ce que j'ai pu entendre des bénéficiaires interrogées. Ce qui ressort, c'est le rythme effréné qui est venu s'installer entre le travailleur social, soumis à ses nouvelles exigences, et l'usager, qui ne se sent pas prêt. Cette nouvelle pratique m'interpelle, et je pense qu'il serait intéressant d'analyser, d'ici quelques années, quel est le nombre de personnes qui ont réellement réussi à se réinsérer grâce à cette nouvelle législation. Ce qui me questionne énormément, c'est de savoir comment faire pour s'autoriser en tant que travailleur social à ouvrir un espace d'écoute, tout en respectant les directives et les délais imposés.

Je dégage une autre piste d'action qui serait de permettre aux services sociaux de la région de pouvoir bénéficier d'une personne chargée de mettre en place les différentes mesures et stages pratiques, tout en laissant le soin à l'assistant social de mener l'accompagnement

social. Je crois qu'il serait intéressant d'envisager une collaboration avec un travailleur social dont la mission principale serait de mettre en mesure les usagers. Je suis intimement convaincu que cela constitue un métier en soi et que les assistants sociaux ne sont pas suffisamment formés à ce type d'activité. Ainsi, cela dégagerait du temps à l'assistant social qui pourrait se consacrer davantage à l'accompagnement socioprofessionnel (par exemple aider à la reconstruction identitaire) et de la validation des prestations.

A ce propos, une recherche réalisée pour la Haute école de Travail sociale en Valais a mis en avant le fait que la « recherche d'un emploi est un job en soi ». Les travailleurs sociaux ne sont que très peu compétents dans ce domaine et il leur manque des outils pour pouvoir le faire convenablement.

*« Les assistants sociaux se sentent eux-mêmes assez mal équipés pour conseiller et orienter les bénéficiaires vers une réinsertion professionnelle durable [...] Faire de la réinsertion professionnelle nécessite des compétences spécifiques [...] et une disponibilité dont les assistants sociaux disposent insuffisamment »<sup>163</sup>.*

Somme toute, à mon sens, dans l'exercice quotidien du travail social, il existe actuellement un dilemme entre le bien-être des bénéficiaires et les intérêts de l'institution dans laquelle les travailleurs sociaux évoluent.

---

<sup>163</sup> Véronique Tattini-Antonin, Marie-Danièle Bruttin, *Entreprises sociales d'insertion en Suisse : Une première approche*, 12-2006, <http://www.aruc-es.uqam.ca>



# **Bibliographie**

## 1. Recherche bibliographique

Pour la réalisation de ce travail de recherche, j'ai constitué un panel d'ouvrages scientifiques suivants :

### Méthodologie de la recherche

- Cuénoud, F. *Mener un projet de recherche : chercher sans se perdre*. Lausanne : LEP Loisirs et Pédagogie, 2002
- Delhomme, P. & Meyer, T. *La recherche en psychologie sociale : projets, méthodes et techniques*. Paris : A. Colin, 2002
- Dépelteau, F. *La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats*. Bruxelles : De Boeck Université, 2000
- Mace, G. & Pétry, F. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*. Bruxelles : De Boeck Université, 2000
- Quivy, R. & Campenhoudt, L. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, 2011

### Pauvreté/précarité

- Kehrli, Christin et Carlo Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, Lucerne. Ed. Caritas Suisse, 2007
- AUTÈS M., Travail social et pauvreté, éd. : Syros-Alternatives, coll : Alternatives sociales, Paris, 1992, 313 pages
- Daniel Burnier, « *la vie en minimum* » *rencontre avec les pauvretés valaisannes*, mémoires de Sciences sociales, 2003
- Anne-Lise Du Pasquier, Monique Saillant-Eckmann, *Populations défavorisées et pauvreté, quelques aspects de la politique sociale en Suisse*, 1999

### Dossier – site internet

- Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Valais, Etat du Valais, 17.11.2010, [http://www.vs.ch/Public/public\\_tv/videos\\_player.asp?ID=35&Language=fr](http://www.vs.ch/Public/public_tv/videos_player.asp?ID=35&Language=fr)
- Conseil Fédéral (2010). Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté. Rapport du Conseil fédéral en réponse à la motion (06.3001) de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N) du 13 janvier 2006. Rapport du 31 mars 2010. Berne. Adresse internet : <http://www.bsv.admin.ch/themen/gesellschaft/00074/01973/index.html?lang=fr>
- Jean-Pierre Fragnière, *Les battants et les exclus*, Alliance culturelle romande, Lausanne, 1989
- Jean-Pierre Fragnière, *Exclusions en pays fédéraliste*, document publié sur <http://www.jpfragniere.ch>
- Jean-Pierre Fragnière, *A la rencontre des exclus*, reflets d'une table ronde, document publié sur <http://www.jpfragniere.ch>
- Jean-Pierre Fragnière, *Les solidarités contre les pauvretés*, document publié sur <http://www.jpfragniere.ch>
- Jean-Pierre Fragnière, *Non à une société brisée !*, document publié sur <http://www.jpfragniere.ch>

- Jean-Pierre Fragnière, *La question de la pauvreté*, document extrait du dictionnaire suisse de politique sociale
- Jean-Pierre Fragnière, *Y a-t-il des pauvres derrière les chiffres ?*, document publié sur <http://www.jpfragniere.ch>

### Sécurité sociale – le cadre légal sur l'aide sociale

- Sécurité sociale, CHSS 3/2011, Département fédéral de l'intérieur (DFI) et Office fédéral des assurances sociales (OFAS)
- Jean-Pierre Tabin, *Sur les chemins de l'assistance*, usages et représentations de l'aide sociale, Editions La Passerelle, CSP-Vaud 1995
- Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni, Véréna Keller, *Temps d'Assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*. Lausanne, Éditions Antipodes, 2008, 327 pages.
- Blaise Duvanel, Monique Eckmann, Ueli Tecklenburg, *Eviter l'assistance ? Bilan de l'action « Solidarité 700 »*, un programme local de lutte contre la pauvreté, Les Editions LES, 1995
- CSIAS - Aide sociale – concepts et normes de calcul, conférence suisse des institutions d'action sociale, 4<sup>ème</sup> édition 1995
- Département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration (DSSI), action sociale 2012, conférence de presse du 9 mars 2012, Canton du Valais (document PDF)
- Caritas, Walter Schmid, Ueli Tecklenburg, *Vivre dignement ? l'aide sociale suisse en question*, Lucerne, 1995
- Travaux réunis de Pierre Gilland, *Pauvreté et sécurité sociale*, Réalités sociales, 1990
- Comparaison des statistiques de l'aide sociale et de la pauvreté : concepts et résultats / réd.: Eric Crettaz... [et al.] ; éd.: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel : OFS, 2009
- Karine Povlakic, *Suppression de l'aide sociale : un instrument de contrainte : l'aide d'urgence ou le grand retournement*, Editions d'en-bas et SAJE, Lausanne, 2001
- Philippe Gnaegi, avec la collaboration de P.-Y. Carnal et N. Bovey, *La pratique du Droit, histoire et structure des assurances sociales en Suisse avec une introduction à l'aide sociale*, 3<sup>ème</sup> édition, revue et augmentée, Schulthess Editions Romandes, 2012
- Felix Wolffers, *Fondement du droit à l'aide sociale. Introduction aux législations fédérales et cantonales en matière d'aide sociale*, Berne : Haupt, 1995
- Aide sociale : gérer l'ingérable : jeudi 30 novembre 2006, Lausanne, Palais de Beaulieu, actes de la journée ARTIAS, CSIAS
- Christoph Hefti, Dr Wolfram Kägi, *Statistique financière, Un essai sur les dépenses de l'aide sociale pour les prestations sociales sous condition de ressources*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2005
- Caroline Regamey, Helvetio Gropetti, *Minimum pour vivre, Etude de diverses normes*, Association des Centre sociaux protestants, Editions La Passerelle, CSP-Vaud, Lausanne, 1999
- Quand la vie ne tient qu'à un fil... : *L'aide sociale : bénéficiaires de l'aide sociale : comment vivent-ils leur quotidien ?* Travail effectué dans le cadre de la formation HES, plein temps 2005, Service social, présenté par Carter Vally, HETS Genève, mai 2009

- Olivier Pitteloud, *L'aide sous condition fournie par les assistants sociaux en CMS*, HES-SO Valais SIERRE/Travaux de diplôme
- Sylvain Fattebert, André Mach, *RMR et RMCAS : de la dette sociale au droit individuel*, Travaux de cours et mémoires de l'IDHEAP, Chavannes-près-Renens, 1996
- Enquête auprès de 200 assistés, *Vivre à l'Assistance, argent, gêne et malentendus*, Hospice général, Genève, décembre 2001
- Michel Messu, *Les assistés sociaux, analyse identitaire d'un groupe social*, Editions Privat, 1991
- Michel Messu, *les Assistés sociaux suivi de L'Assurance d'assistance*, Editions Saint-Paul, Fribourg, 2009
- Yoann Boget, *Utilisation de "l'abus" dans le discours politique: justification de la loi genevoise sur l'aide sociale*, carnets de bord en sciences humaines n° 13, septembre 2007, <http://www.unige.ch/ses/socio/carnets-de-bord/revue/revue.php>
- Arnaud Frauenfelder et Carola Togni, *Les « abus » à l'aide sociale : une rhétorique au cœur du gouvernement de la misère*, carnets de bord en sciences humaines n°13, septembre 2007, <http://www.unige.ch/ses/socio/carnets-de-bord/revue/revue.php>

### Identité et identité sociale

- Alex Mucchielli, *L'identité*, Que sais-je ? Presses universitaires de France, 1986
- Edmond Marc, *Psychologie de l'identité : soi et le groupe*, Dunod, Paris, 2005
- Catherine Esnard, *Le jugement social*, Dunod, Paris, 2009

### Représentations sociales

- Serge Moscovici, *La Psychanalyse, son image et son public*, P.U.F., Paris, 1961
- P. Mannoni, *Les représentations sociales*, Que sais-je ? P.U.F., 1998
- G. Chappaz, *Les représentations du monde comme tremplin pédagogique*, Sciences Humaines, avril 1993
- Emile Durkheim, *Représentations individuelles et représentations collectives*, In Sociologie, et philosophie, Collection « Le sociologue », Paris : PUF. 1967
- Serge Moscovici in Claudine Herzlich, *Santé et maladie : analyse d'une représentation sociale*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1996
- Denise Jodelet, *Les représentations sociales*, Les Presses universitaires de France (PUF), Paris, 2003
- Denise Jodelet, *Folies et représentations sociales*, Préface de Serge Moscovici, Les Presses universitaires de France, Paris, 1989

### L'exclusion sociale

- Sous la direction de Jean-Claude Abric, *Exclusion sociale, insertion et prévention*, Editions Erès, Saint-Agne, 1996
- Alban Goguel d'Allondans, *L'exclusion sociale, les métamorphoses d'un concept (1960-2000)*, Economie et Innovation, L'Harmattan, 2003
- Teresa Cristina Carreteiro, *Exclusion sociale et construction de l'identité*, Editions L'Harmattan, Paris, 1993
- Emmanuel Suard, *Pauvreté et exclusion*, Ellipses Edition Marketing S.A., 2001

- Pierre Moreau, Mieux comprendre l'exclusion sociale, Roman pédagogique, Editions L'Harmattan, Saints-Geosmes, 2000
- Marc-Henry Soulet, *Quel avenir pour l'exclusion ?*, collection Res Socialis, Academic press Fribourg, Editions Saint-Paul Fribourg Suisse, 2004
- CSIAS, Pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale : Eléments d'une stratégie nationale, Janvier 2010, disponible sur [www.skos.ch](http://www.skos.ch)
- Erudit, Michel Autès, « Genèse d'une nouvelle question sociale : l'exclusion », Lien social et Politiques, n°34, 1995, pages 43 à 53
- Serge Paugman, *La disqualification sociale, Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « sociologies », 1991
- Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Les éditions de minuit, 2001
- Serge Paugman, *L'exclusion, l'état des savoirs*, (sous la dir. de), Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1996
- Véronique Tattini-Antonin, Marie-Danièle Bruttin, *Entreprises sociales d'insertion en Suisse : Une première approche*, 12-2006, <http://www.aruc-es.uqam.ca>

### **Le travail (valeurs et significations)**

- Christian Lalive d'Epinay et Carlos Garcia, *Le mythe du travail en Suisse, splendeur et déclin au cours du XXe siècle*, Georg Editeur SA, Genève, 1988
- Christian Lalive d'Epinay, *Les Suisses et le travail, Des certitudes du passé aux interrogations de l'avenir*, Editions Réalités sociales, Lausanne, 1990
- Serge Ebersold, *La naissance de l'inemployable, ou l'insertion aux risques d'exclusion*, Collection « Le Sens Social », presses universitaires de Rennes, 2001
- Aravis/Démarche prospective 2010 : quel travail dans 20 ans ? Variable 18 « Valeur du travail pour la personne »
- Aravis/Démarche prospective 2010 : quel travail dans 20 ans ? Variable 21 « Place du travail dans la société »
- ARTIAS, dossier du mois : *travail, famille : pauvre pourquoi ?* Dossier préparé par Sandrine Spagnol et Martine Kurth, secrétariat général, juin-juillet 2012
- ARTIAS, Angelica Lepori, Spartaco Greppi, Christian Marazzi, *Travail, chômage et Etat social*, rapport final (voir dossier du mois juin-juillet 2012)
- ARTIAS, Eric Zellveger, Jérôme Mabillard et Séverine Schusselé Fillietaz, *Les problématiques qui amènent à l'aide sociale et qui empêchent d'en sortir, Etat des lieux des connaissances*, Rapport final, Genève, 9 mai 2011
- Christine Afriat, Centre national de documentation pédagogique, *La place du travail dans la société*, intervention à Reims, vendredi 14 juin 1996

# **Remerciements**

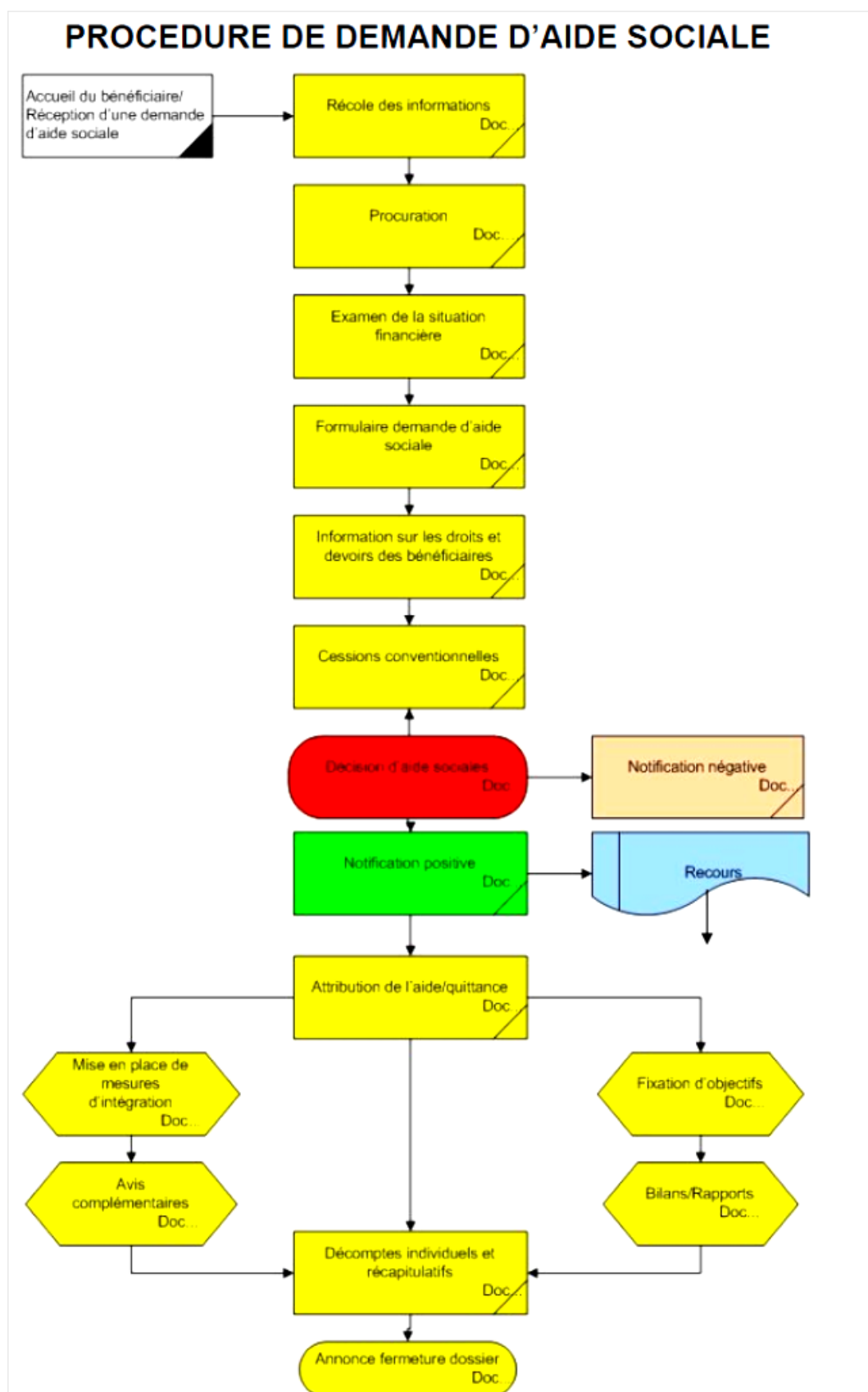
Je tiens à remercier chaleureusement :

- Ma directrice de Mémoire, Mme Véronique Tattini-Antonin, qui a toujours été disponible pour me guider et me conseiller dans la réalisation de ce travail.
- Toutes les personnes bénéficiaires d'aide sociale qui ont accepté de participer à cette recherche. Il me faut les remercier car elles m'ont accordée leur temps et leur confiance, et qui ont livré, à travers des témoignages émouvants, leurs expériences. Elles l'ont fait avec courage et leur récit constitue l'essence même de ce travail de recherche.
- Gianni Bonacini - qui m'a permis de réaliser les entretiens auprès des bénéficiaires d'aide sociale dont il suivait le dossier.
- Hervé Schnorhk (responsable du centre médico-social de St-Maurice) pour m'avoir autorisé à effectuer cette recherche auprès des bénéficiaires du centre médico-social de St-Maurice.
- Toutes les personnes qui m'ont encouragée à mener à bien cette recherche et qui ont su me stimuler et m'épauler dans les étapes difficiles de ce travail.

# **Annexes**

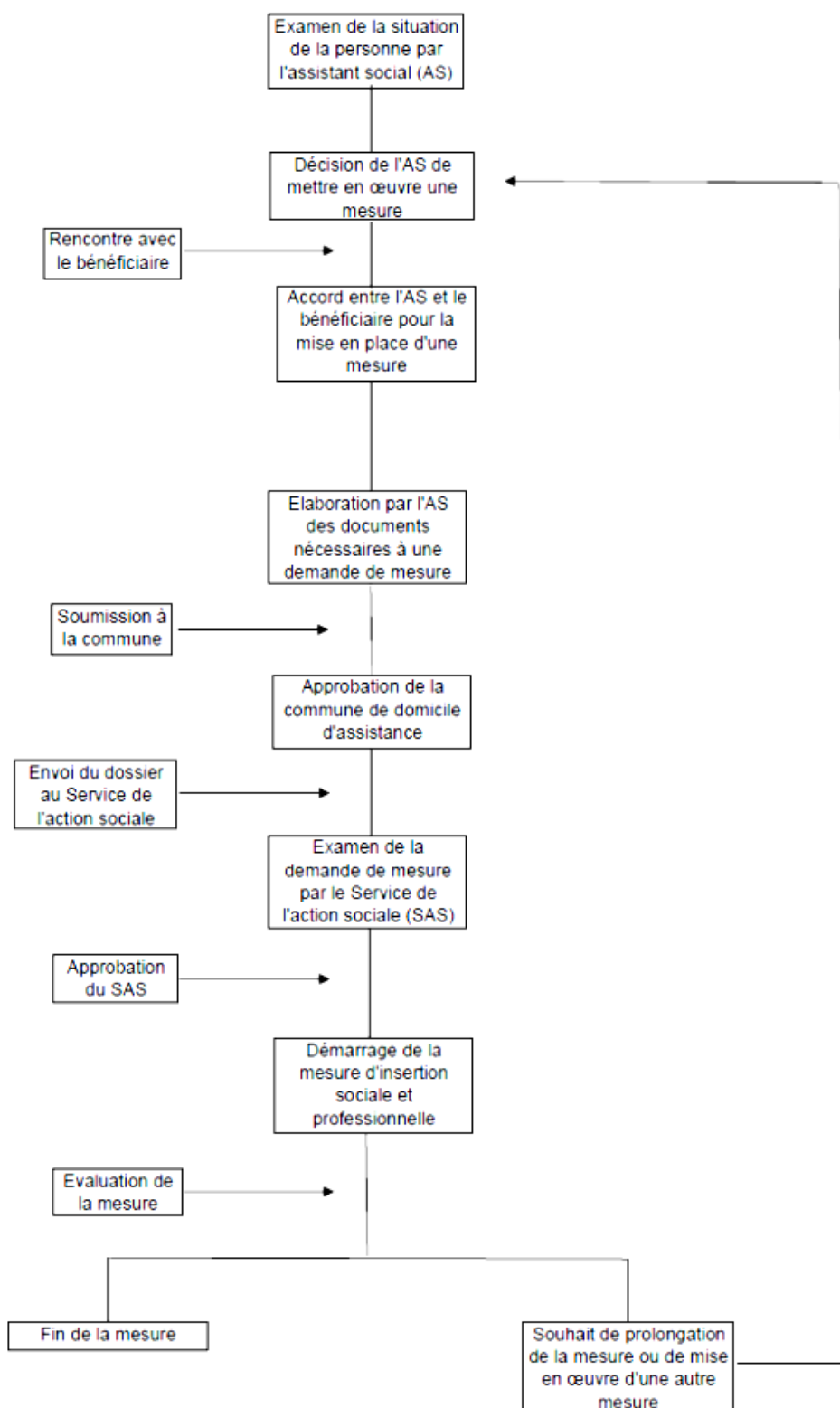


## Annexe 1



## Annexe 2

### PROCEDURE DE DEMANDE D'UNE MESURE D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DE L'AIDE SOCIALE



## Annexe 3

# Entretien bénéficiaire

## Partie 1

### 1. Comment voyez-vous le fait d'être à l'aide sociale ?

#### a. Quelle image renvoie le fait d'être à l'aide sociale ?

*Dans un sens, ce n'est pas très valorisant pour la personne, d'être à l'aide sociale. C'est-à-dire que : une personne qui est à l'aide sociale c'est, ... bon, on va dire qu'il y a deux passages, parce que avant ce n'était pas la même chose.*

*Moi je suis un peu « un vieux de la vieille » par rapport à l'aide sociale. Donc, c'est vrai qu'avant c'était regardé d'un mauvais œil, c'est-à-dire que quelqu'un qui était à l'aide sociale, c'était quelque part « la sangsue ». J'ai déjà entendu ce terme-là, on l'utilisait, enfin on ne l'utilisait pas à mon encontre, mais par rapport à l'aide sociale, on disait : « ah oui, les gens qui sont à l'aide sociale sont des sangsues ». Ce n'était pas faux dans un sens, avant, peut-être pas faux parce que les gens ne connaissaient pas l'aide sociale, mais maintenant, qu'il y en a pas mal qui s'y retrouvent, ce mot je ne l'ai plus jamais entendu depuis pas mal de temps, ... oui depuis pas mal de temps maintenant je ne l'entends plus du tout.*

*Donc c'est vrai que par rapport à l'aide sociale, maintenant, c'est un fait, un passage obligé peut-être, pour des raisons personnelles, je ne sais pas, de travail ou autre. C'est un passage qui ... voilà ... moi je vois l'aide sociale comment étant quelque chose de devenu obligatoire, parce qu'il y a beaucoup de gens concernés. Je vois les gens, je discute avec du monde, et c'est vrai qu'ils sont contents, dans un sens, qu'il y est cette aide sociale. Et si ce n'est pas pour eux, c'est pour des personnes de leur famille ou autres. Et c'est vrai que moi je vois l'aide sociale comme une aide utile. Avant c'était inutile, on va dire ça comme ça, mais maintenant, c'est devenu quelque chose d'utile.*

#### b. De ce que vous me dites, selon vous, l'image de l'aide sociale a évolué dans un sens positif ?

*Oui, l'image est plus positive. Parce que là se sont retrouvées des personnes qui avaient une image plutôt négative de l'aide sociale, et elles se sont retrouvées, elles, ou des personnes de leur famille ou des connaissances dans cette situation-là. Et c'est ça qui fait qu'ils ont changé un peu.*

*Parce qu'il y a deux aides sociales différentes : il y a l'aide sociale avant les années 2008, et puis il y a l'aide sociale depuis 2008, 2009, qui a changé par rapport aux dernières crises qu'il y a eu. Voilà, c'est ça que je veux dire.*

*Maintenant, c'est très public, on va dire. Avant c'était intime, on se retrouvait entre intimes.*

### 2. Pouvez-vous me parler de comment vous vivez le fait d'être à l'aide sociale ?

*De toute façon, moi je le vis parce que j'y suis obligé. Ce n'est pas un plaisir de tous les jours. Parce que c'est vrai qu'on ne le vit pas forcément bien. D'ailleurs, il y a une, ... pas vraiment une enquête, mais on va dire quelque chose comme ça, qui est paru il y a quelque temps à propos des personnes qui bénéficient de l'aide sociale et des personnes qui travaillent dans un service d'aide sociale. C'est vrai que les personnes qui bénéficient de ce genre d'aide, enfin, on va dire l'aide sociale ou autre, et bien ces personnes vivent moins longtemps. Je ne sais pas combien de temps moi je vais vivre, mais il y en a qui vivent moins longtemps.*

*C'est vrai que c'est une angoisse. Parce qu'on ne sait pas si à la fin du mois l'aide sociale va arriver et on ne sait pas de quelle manière elle va arriver. Donc c'est vrai qu'on a tendance, quand on n'est pas habitué ou quand on ne connaît pas bien, on a tendance à avoir des craintes, à vivre sur le stress, et ceci d'autant plus quand on n'a pas de boulot, on se retrouve à la maison, et ce n'est pas forcément intéressant en plus.*

*Déjà ça, rester à la maison son boulot, ce n'est pas facile à vivre. Et puis après, c'est le stress de savoir si à la fin du mois on va pouvoir payer nos factures. Et puis, la façon de vivre, elle change complètement, et même pour une personne qui est au chômage, qui touche 80% de son salaire. Elle arrive au social, puis elle touche quoi ? Fr. 800.-, Fr. 900.- ? Alors c'est vrai que moi par exemple, ce n'est pas simple. Il faut pouvoir tourner avec Fr. 900.- ! Moi je touche moins, je touche moins d'aide sociale et je tourne avec Fr. 835.-. Vous voyez, forcément, il y a une certaine angoisse, parce qu'on se dit qu'il faut tous les jours calculer ce qu'on a et ce qu'on n'a pas. Bon, voilà.*

– **Comment vous définiriez-vous ?**

*Moi j'ai un petit peu de chance quand même, parce que j'ai un petit plus à côté qui est donc légal, ce n'est pas illégal, je travaille pour la commune. Mais ce petit plus, c'est vrai que, ça met du beurre dans les épinards, comme on dit. Mais si on se place sur le point de vue d'une personne qui ne touche que Fr. 835.-, comme moi j'ai touché pendant pas mal de temps, ce n'est pas facile, vraiment pas facile. Ce n'est pas simple du tout, c'est une angoisse permanente, parce qu'il faut se, ... il faut faire « gaffe » à tout, c'est ça le problème. Il faut tout calculer, surtout avec les prix de maintenant.*

**3. Partagez-vous votre quotidien avec d'autres bénéficiaires d'aide sociale ?**

*Non, pas forcément, non. Vous savez, l'aide sociale c'est quelque chose qu'on garde, et même maintenant qu'il y a beaucoup de gens qui l'ont, on garde ça pour soi. Surtout, disons à St-Maurice. Peut-être que dans une grande ville c'est différent, je ne sais pas, mais à St-Maurice, on garde ça pour soi.*

– **Et qu'est-ce qui fait qu'on en parlerait plus facilement si on habitait une plus grande ville ?**

*St-Maurice c'est vraiment tout petit, tout le monde se connaît. On sait, plus au moins, c'est-à-dire que moi-même je sais plus au moins qui sont les personnes qui vont au service social, pourtant je n'habite pas à côté pour voir qui rentre et qui ne rentre pas. On le sait, mais disons qu'on évite d'en parler. Dans une grande ville, on le saurait moins.*

– **Et qu'est-ce qui fait qu'on évite d'en parler ?**

*Ben disons que c'est une habitude de ne pas en parler. Au début c'était peut-être une gêne, une honte, c'est possible, à certain moment c'était ça. Maintenant, par rapport au nombre de personnes qui en bénéficient ... enfin, on en parle pas, c'est tout. Et pourtant maintenant on ne serait plus traité « de limace » ou « de sangsue » ou autre, mais on en parle pas, parce que c'est devenu l'habitude de ne pas en parler. Peut-être que c'est un peu dommage, ça serait bien.*

– **Auriez-vous envie de pouvoir en parler avec d'autres bénéficiaires ?**

*Je ne sais pas, je voulais dire que c'est un peu dommage ... mais moi je me suis habitué, pour moi ça ne me dérange pas. Je dis dommage pour les personnes qui rentrent à l'aide sociale, les nouvelles situations, ça c'est dommage. De mon époque, on disait « sangsue » et puis après c'était trop tard pour en parler. Moi je ne considère pas, pour moi-même, comme nécessaire d'en parler. Pour moi, personnellement, ce n'est pas une obligation.*

**4. Partagez-vous votre quotidien avec votre entourage (famille, ami)**

– **En quoi est-ce important pour vous ?**

*Question famille, j'en ai plus, alors de ce côté-là ça m'évite, donc c'est vrai que voilà, je ne parle pas ! Sinon j'ai une colocataire avec qui je vis depuis 13 ans, en colocation et on vit totalement séparément.*

*Elle connaît ma situation, et en un sens ça l'arrange parce qu'elle est à l'AI, parce que le loyer lui coûte moins cher, on partage, voilà, les frais de nourriture c'est moins cher aussi parce qu'on partage, donc c'est vrai qu'elle le sait. Et puis, une ou deux personnes qui le savent, des connaissances, mais bon, maintenant c'est un peu tout ... oui, c'est des personnes de St-Maurice. Par exemple, le Monsieur X du collège, il le sait, parce que c'est un copain et que j'ai travaillé avec lui par rapport au placement fait par la commune. Donc deux, trois personnes qui le savent, avec qui j'en ai parlé, plus au moins comme ça, qui connaissent mon cheminement, mais c'est tout.*

##### **5. Selon vous, comment la société voit les personnes qui bénéficient de l'aide sociale ?**

*Le problème c'est que, et ils vont peut-être changer, mais, pour l'instant, ils voient encore, comment dire, c'est difficile de dire, ... les politiques et les gens comme ça ne se rendent pas tous compte de comment c'est, je crois. Je dis ça, parce qu'ils n'ont pas encore eu une personne de leur famille qui a mis les pieds à l'aide sociale. Le jour où ça arrivera, peut-être qu'ils changeront. On va dire les choses comme cela.*

*Moi je connais quelques personnes qui sont des profiteurs, qui s'en fichent, qui se disent : « je ferai semblant de trouver un boulot, je ferai semblant de chercher, puis, j'en ai rien à faire ». Il y a des personnes qui sont comme ça, malheureusement. Ils salissent l'image des cas sociaux, il y a de bons cas sociaux.*

*C'est vrai que ceux-là mériteraient vraiment d'être ... je ne dis pas évincé parce qu'on ne peut pas, on ne va pas mettre les gens dans la rue, c'est stupide, mais, méritent une bonne leçon. Il y en a d'autres qui veulent faire leur maximum pour s'en sortir, et parce qu'il y en a ceux qui s'en foutent, alors on pense qu'ils sont tous comme ça et qu'il faut les punir. Et on se dit : « les cas sociaux, il y a de plus en plus », oui c'est vrai, oui il y a toujours plus de monde, mais ce n'est pas de leur faute, ce n'est pas de notre faute si on arrive au social, on n'est pas tous responsables, on n'est pas tous resté les mains dans les poches à se dire : « j'en ai rien à faire, je m'en fous, tant mieux ». Si on arrive là, ce n'est pas pour rien. La boîte a fermé, on a été au chômage, on se retrouve là un peu du jour au lendemain. Ça c'est vrai pour la majorité, oui il y en a qui ont fait exprès d'en arriver là, mais ça c'est leur problème.*

*Le type qui a soixante ans, qui arrive là, il ne faut pas charrier, le type qui arrive là, ce n'est pas qu'il ne veut pas bosser, il a bossé pendant quarante ans, ce n'est pas le type qui ne veut rien faire, donc c'est pour ça que ça devrait toujours être au cas par cas.*

*Les services sociaux n'ont qu'à dire : « vous avez tant de temps pour chercher, parce que sinon dans tant de temps, ça va vous faire X années que vous aviez pour vous chercher du boulot et vous ne l'avez pas fait. Vous devez donner des preuves que vous avez fait votre maximum pour trouver du travail ». Et c'est là qu'on vous juge seulement, c'est là qu'on dit que vous n'avez pas essayé. Ceux-là, qu'on les sanctionne, je ne dis pas que, c'est normal. Mais le gars qui a soixante ans, qui arrive là, qui débarque et qui avait un bon salaire et se retrouve du jour au lendemain avec Fr. 900.- ! Puis on lui tape tout de suite sur la tête : « ah mais demain il faut trouver du travail, sinon dans trois mois vous n'avez plus droit à ça, puis à ça ! », mais vous voyez le gars ? Moi je vous dis franchement, ça m'arrivait ça à 60 ans, et que j'étais quelqu'un qui a bossé pendant quarante ans, que ma boîte a fermé, que je me suis retrouvé au chômage et tout ça, et puis après au social, puis qu'un gars ou une femme vienne me dire ça ! Je me tire une balle, c'est la vérité, vous voulez faire quoi ? C'est ça qui est injuste pour moi. Sur cette idée-là ce n'est pas juste. Ce qui est juste c'est de pénaliser ceux qui ne veulent pas. Ils méritent d'être pénalisés.*

*Mais malheureusement vous avez tellement de papiers à remplir que vous ne les voyez pas, ceux qui passent comme ça. Ça devrait être laissé à l'appréciation de l'assistant social, c'est à lui de décider qui méritent, parce qu'ils cherchent et cherchent du boulot et fait son possible. A un moment donné, nous, les personnes qui étions au social, on devait chercher du travail, c'était une obligation, on devait amener les photocopies avec tout, c'est tombé à l'eau. Et pourquoi ce n'est pas resté ? Du jour au lendemain, il n'y a plus personne, aucun assistant qui a été demandé les preuves de recherches d'emploi. Mais apporter les preuves, non, ça faisait trop de paperasse. Au bout d'un moment c'est tombé, et je le regrette absolument pour les personnes qui ne veulent pas chercher du travail. Et c'est grâce à ça que l'assistant social pourrait dire qu'une personne fournit ce qu'il faut. Elle ne reste pas les mains dans les poches, elle essaie de trouver.*

## 6. Quelles en sont les conséquences sur vous ?

### – Est-ce que cette images à eu des conséquences sur vous ?

*Elle a eu, maintenant, elle en a plus, plus du tout. Je suis quelqu'un de gentil, mais je sais aussi donner de gros coups de pieds dans la fourmilière. Donc, ça avait des conséquences au départ, et quand j'ai compris, maintenant ça n'a plus aucune conséquence.*

### – Pouvez-vous m'en dire plus sur ces conséquences du passé ?

*Je vais vous donner un petit exemple : à l'époque, donc il y a quelques années en arrière, moi j'habitais ailleurs à St-Maurice, et j'avais quelques petites démêlées avec le service social. Et puis, je n'ai pas pu payer mon électricité, j'ai eu un peu de retard, ça peut arriver à tout le monde. Je m'en suis excusé, j'ai été sur place, on m'a dit : « oui, oui, il n'y a pas de problème », puis le lendemain, qu'est-ce que je trouve, un compteur à monnaie. Au départ pour eux il n'y avait pas de problème : « oui, oui vous pouvez payer dans 15 jours, pas de problème ». J'ai dit d'accord, j'ai laissé pendant quelque temps, j'ai calculé l'équivalent de ce que ça m'avait coûté par rapport aux factures habituelles, au prix de l'appareil, et au bout d'un moment, j'ai été vers eux et je leur ai dit : « maintenant j'ai payé, il faudrait peut-être l'enlever ». On m'a dit : « oui, oui on verra ». Et puis un mois après, j'étais toujours avec l'appareil. Alors ce que j'ai fait, c'est que j'ai téléphoné aux journaux, et je peux vous dire que 48h après ils étaient venus pour l'enlever. Voilà, c'est ça de donner un coup de pied dans la fourmilière quand il faut et quand c'est nécessaire, je ne me gêne pas. C'est vrai qu'à la commune, on a essayé plusieurs fois de me le faire comprendre, comment dire, qu'on est des personnes « moins que rien », quand on est au social, ils ont, enfin ils avaient, maintenant ça a changé, mais ils avaient une très mauvaise opinion.*

*Et c'est vrai que, quand ils pouvaient en faire voir à quelqu'un, ils ne se gênaient pas. Maintenant ça a changé. Peut-être aussi du fait que maintenant je suis employé par eux. C'est vrai, que leur opinion sur moi a quand même changé, quand j'ai commencé comme à travailler pour eux, depuis 2007. Après on m'a proposé le poste du X<sup>164</sup>, donc, maintenant que je suis aussi considéré comme un peu faisant partie de la commune, donc c'est vrai que ça passe beaucoup mieux, les contacts sont meilleurs avec les politiques et un peu toutes les personnes, depuis, je suis remonté dans leur estime, malgré le fait que je suis au bénéfice du social.*

### – Pourquoi utilisez-vous ce qualificatif de « cas social » ?

*Ce n'est pas très positif, mais c'est assez juste. Je veux dire « cas social », parce qu'on est en dehors de la société, forcément. Quand on arrive dans un circuit comme celui de l'aide sociale, on se trouve un peu en dehors, un peu déconnecté de la société. Avant j'avais le sentiment d'être déconnecté de la société, maintenant plus, mais avant oui. Mais c'est vrai que depuis que j'ai mon boulot, je ne suis plus déconnecté, et ce malgré le fait que je suis au social, je ne suis pas déconnecté. Avant oui, c'est vrai que ... mais il y a du changement.*

*On est « des cas sociaux » et c'est comme ça. Et je n'ai pas de problème avec ce mot-là, moi je n'ai aucun problème de ce côté-là, et peut-être que d'autres auront un problème parce que justement ils ne sont pas peut-être pas encore suffisamment encadrés, ou aidés, ou suivis, mais moi, je suis un « cas social » et alors ? Ça ne m'empêche pas de bosser, de discuter avec le président de la commune, d'avoir des contacts avec deux, trois personnes dignitaires de la commune de St-Maurice, ou encore d'être amis avec des gens de la fanfare. Et alors, ce n'est pas grave pour moi. Mais la vie c'est ça, si on n'est pas positif, qu'est-ce qui se passe ... enfin oui toutes proportions gardées. On est obligé d'être positif, moi j'ai remarqué avec les quelques années où je me suis trouvé au service social, c'est vrai que si on ne prend pas les choses avec philosophie et en étant positif, on va continuer à descendre. Et là, quand on descend, on touche le fond, et je sais ce que c'est. A un moment, je l'ai touché, j'ai vu ce que c'était, et merci bien, mais je préfère être positif. Je vous dis que je suis un « cas social » mais en étant positif.*

## 7. Comment aimerez-vous que les autres voient les personnes à l'aide sociale ?

### – En quoi est-ce important pour vous qu'ils les voient de cette manière ?

<sup>164</sup> Le nom du lieu de travail a été remplacé par X afin de préserver l'anonymat.

*Avec moi, ils sont passés de « froid » à « chaud » depuis le moment où j'ai commencé à travailler, depuis qu'ils m'ont vu travailler, j'étais à l'extérieur, je m'occupais de l'extérieur, et les gens m'ont vu, et « bonjour, bonjour, comment ça va », là ça a commencé, et puis ensuite, ça a été : « ah mais c'est Monsieur du X », beaucoup ne savent même pas mon nom mais savent que je suis employé à cet endroit. Ils ont alors vu que je faisais partie de la commune, c'est-à-dire que j'étais là, que j'étais vivant. C'est important qu'on se rend compte qu'on est vivant, oui. Je pense que c'est important déjà par rapport aux autres, par rapport aux regards des autres, mais aussi au regard de soi-même. On se dit : « bon, on a quand même de la chance », parce qu'on sait qu'il y en a d'autres qui n'ont pas la même chance. C'est pour ça que moi je suis très philosophe et très positif, parce que je sais et je me dis qu'il y en a d'autres qui n'ont pas la même chance, pas cette chance-là. Etre content de l'avoir et se dire qu'on espère que pour l'autre ça va s'arranger aussi.*

## Partie 2

### 8. Qu'est-ce qui vous a amené à l'aide sociale ?

*Sans rentrer dans les détails, on va dire que c'est une petite descente en enfer par rapport au suicide de mes parents. C'est par rapport à ça, c'était une lente descente qui m'a amenée là dans les années 2004, puis après s'est remonté. Mais c'est vrai que c'était une longue descente.*

### 9. Comment vivez-vous votre place sur le marché de l'emploi ?

#### – En quoi est-ce important pour vous de continuer à travailler ?

*Alors même avant ça n'allait pas trop mal, il faut savoir une chose : même si avant je n'étais pas vraiment connecté à la vie sociale, on va dire de manière normale, ça n'allait pas forcément plus mal, même si j'ai touché le fond il y a quelques années.*

*Question boulot, c'est vrai que ça fait du bien, on ne peut pas dire que ça ne fait pas du bien, ce serait dommage de dire ça, et ce serait faux.*

### 10. Qu'est-ce qui a empêché votre réinsertion avant 2007 ?

#### – Pourquoi était-ce un frein pour vous ?

*C'est ma lente descente en enfer. Puis ma santé aussi. Moi un jour je me suis dit : « pourquoi en arriver là où j'en arrive ? », j'ai été malade, j'ai eu pas mal de problème de santé et tout, et je me suis dit que je ne vois pas pourquoi j'irais me « foutre en l'air ma santé pour eux ».*

### 11. Pouvez-vous me dire comment vous imaginez votre futur professionnel ?

*Je ne me fais pas trop de soucis, parce que c'est un peu tracé maintenant pour moi. Je vous donne un petit exemple. Là, je vais, normalement, si tout va bien, à partir du mois de mars, reprendre au Y<sup>165</sup> pendant 8 mois, pour gagner quelques sous de plus. Je voulais faire 50 % d'un côté, plus mon 50% de X de l'autre. Ça va faire un peu plus de 100% on va dire, mais ça, ce n'est pas grave, non moi ça ne me dérange pas. Je fais un travail que j'aime bien, j'ai contact avec des gens que j'aime bien, c'est ça le principal. Si on bosse avec des gens que l'on n'aime pas, ça ne va pas. Déjà, il faut pouvoir bosser avec des gens que l'on aime bien, ça c'est déjà une chose importante.*

*Ensuite, après, à partir du mois d'août ou septembre, je vais pouvoir faire mon CFC. Donc, c'est vrai que ça va me faire une année de cours, donc je vais arriver gentiment après, quand le nouveau bâtiment du Z<sup>166</sup> sera fini, et normalement, si tout va bien, si je suis assez malin, je devrais rentrer là-bas pour les quelques années qui me restent.*

*Donc c'est vrai que j'ai un parcours maintenant qui est un peu dessiné, je vois les choses différemment, même si avant je les voyais aussi déjà différemment. C'est vrai que maintenant j'ai une*

<sup>165</sup> Le nom du deuxième lieu de travail a été remplacé par Y afin de préserver l'anonymat.

<sup>166</sup> Le nom bâtiment a été remplacé par Z afin de préserver l'anonymat.

*ligne qui est déjà tracée. Avec mon assistant social, on fera tout pour que ça marche. Lui, il est bien, comme assistant social, je dois dire qu'il est très bien.*

**12. Avez-vous suivi des mesures de réinsertion professionnelle avant votre travail actuel ?**

- **Est-ce que votre activité professionnelle actuelle est issue d'une mesure de réinsertion proposée par le service social ?**

*Non ce n'est pas une mesure, je vais vous dire, c'est parti simplement du fait que j'étais considéré par la commune comme ne valant rien du tout, et puis c'est arrivé un jour que l'aide de Monsieur X du Y a dû se faire opérer d'urgence. Donc, personne pour faire son boulot. Et puis, d'un coup, M. B. m'appelle et me demande : « est-ce que vous pouvez passer à mon bureau », je lui dis oui, bien sûr, par de problème. Je passe et il me dit : « j'ai une bonne et une mauvaise nouvelle », et il me dit : « la bonne c'est que vous pouvez aller bosser demain matin, et la mauvaise c'est qu'il faudra se lever ». Alors je lui dis que se lever le matin pour moi, il n'y a aucun problème et que je considère que c'est plutôt une bonne nouvelle. Bon, au début, comme c'est du jour au lendemain, on est un peu surpris, mais après, c'est bon.*

*C'est comme ça que ce boulot a démarré. Puis après, la commune a vu qu'elle pouvait avoir confiance en moi, j'ai prouvé parce que j'ai bossé tout ce que j'ai pu bosser, j'ai fais mon boulot comme je devais le faire, et la commune a pu voir que l'on peut avoir confiance en moi. Et puis, c'est Monsieur X de Y qui m'a dit que : « écoute, il y aussi le bâtiment X », parce que c'est lui qui s'en occupait, et m'a dit que : « moi j'en peux plus avec mes autres fonctions », il avait d'autres trucs à côté, et m'a demandé : « tu veux t'en occupais ? », alors je lui ai dit que si je peux oui, pourquoi pas. Il m'a dit que ce n'est pas grand-chose, que je ne vais pas devenir riche avec ça, mais que c'est un bon coup de main, c'est un bon pied à l'étrier. Alors j'ai dit, ok, on y va et je prends X, c'est comme ça que c'est parti.*

- **Auriez-vous faire des mesures de réinsertion dans un autre domaine ?**

*Non, et étant donné mes projets de CFC et autres, je n'en ai pas besoin, ou on va dire plus besoin.*

*Mais je voudrais dire quelque chose à propos de ces mesures. Ils ont toujours une mauvaise opinion, d'ailleurs, des bénéficiaires. Il y en a un qu'il faudrait éduquer, c'est celui qui a trouvé qu'au bout de trois mois il faudrait retravailler, parce que celui-là, il lui faudrait venir faire un tour ici, ça lui ferait du bien, pour le rafraichir. Parce que ça, c'est stupide. Des gens comme-ça, ils devraient eux aller pendant un mois, ou deux mois, au service social et jouer le rôle de quelqu'un qui est à l'aide sociale pour qu'ils se rendent bien compte de comment ça se passe. Ça ne leur ferait pas de mal, parce que dire des choses comme ça, je trouve ça aberrant. C'est stupide.*

*Aller obliger les gens, en plus quelqu'un qui a déjà passé par le chômage, qui aurait disons 50 ans, 55 ans, qui va se retrouver, du jour au lendemain, quelqu'un qui a travaillé 20 ans, 25 ans de sa vie, qui se retrouve au chômage, ce n'est déjà pas facile, et comment ça va être pour lui à l'aide sociale ! Il rentre dans un circuit qui est déjà assez compliqué, parce que même au chômage, il faut galoper pour aller se trouver du boulot, et à 55 ans, voilà la réalité. Il doit faire tout ce circuit pendant X temps, et après tout ce temps, il ne trouve pas de boulot, et se retrouve directement au service social. La personne est déjà bien épuisée, parce qu'en quelque temps elle a perdu énormément de chose, parce qu'avant, elle avait peut-être Fr. 5000.- de salaire, vivait bien, avait sa voiture, avait ci, avait ça, et tout à coup, elle se retrouve avec moins de salaire, 80 % du salaire, puis après plus qu'avec Fr. 900.-, puis après, au bout de 3 mois, on lui dit : « maintenant il faut aller bosser, parce que sinon on va vous supprimer encore Fr. 100.- ou Fr. 200.- et ainsi de suite ». Non, mais je ne sais pas, mais ces gens ne réfléchissent pas. Et je pense que ça ne devrait pas marcher comme ça.*

*Pour ce genre de chose, je suis d'accord, je ne dis pas que, je sais qu'il y a des gens qui sont des « tire-au-flanc », ça je ne dis pas le contraire, il y en a, mais je trouve que ça devrait être « au cas par cas ». C'est peut-être ça que les politiques ne veulent pas encore comprendre. Parce que chacun, un cas social, c'est le mot qu'on utilise, on est des « cas sociaux », chaque cas est différent, chaque personne est différente. C'est ça qui est pour moi totalement aberrant et injuste.*

- **D'où vient ce sentiment ? Est-ce que vous avez le sentiment d'avoir été sanctionné alors que vous ne le méritiez pas ?**



*Ah oui, clairement, pendant un moment oui, j'ai été sanctionné, ça fait des années que je suis sanctionné, je reste calme, tranquille, parce que j'ai eu un appui directement depuis la commune. Mais c'est vrai que si ça avait continué comme ça, et que tout à coup on me sorte cette nouvelle loi, je vous dis, j'aurais tout fait péter. J'aurais été dans les journaux, j'aurais été partout crié au scandale. Mais il faut être juste, ok j'ai été sanctionné, même de pas mal, parce que je n'arrivais pas à trouver une activité, déjà ça, et deuxièmement parce que la personne qui est venue après l'assistant qui ne faisait rien, elle courrait après la commune et faisait ce que la commune lui disait, elle n'écoutait pas les gens. J'ai été drôlement sanctionné à un moment donné puis après ça s'est stabilisé. Puis heureusement, avec M. B. ça s'est stabilisé. La suite s'est bien passée.*

*Et d'être sanctionné comme ça, ça ne m'a pas été, au contraire, à trouver du boulot. Je n'ai pas un sentiment d'injustice, mais de la stupidité de leur part, oui. Ce n'est pas grave.*

### Partie 3

#### 13. Quelle est votre vision du service social ?

*Le service social actuel, ... les choses sont sympa, le service social en général, ils font leur boulot. Mais c'est vrai que certains le font mieux que d'autres. Peut-être que certains sont là simplement pour faire leur boulot et d'autres veulent s'investir.*

*Pour moi, ... j'imagine que pour certaines personnes ça doit être gênant de s'asseoir à l'entrée, d'être là à attendre et que d'autres passent devant vous. Pour moi, la majorité des gens ne savent pas ce que je fais là, parce qu'on me prend pour l'employé de X : « il travaille pour la commune », donc, ils se disent « ah tiens, il vient pour apporter des papiers, surtout que je vais toujours avec mon petit machin, toujours le même, donc ils se disent ça au final.*

*Je vois d'autres personnes, quand elles vont là-bas, elles sont un peu gênées. Et c'est vrai que, à leur place, quand moi j'y étais, enfin j'y suis toujours, mais je veux dire par là que quand j'étais comme eux à n'avoir que le social et pas de perspectives, moi, c'est vrai, j'étais un peu comme eux. C'est ça la différence.*

*Et puis, on ne sait pas toujours qui peut arriver. Mais c'est vrai que si le service social était à un endroit précis, vous y allez, bon vous vous retrouvez à attendre avec trois, quatre autres personnes, on y est, alors on s'en fout, on est là, on est là, alors... mais on ne sait pas, on peut tomber sur quelqu'un d'autres qui vient pour tout à fait autre chose. Cette personne arrive là, elle n'a rien à avoir, et puis tout à coup, l'assistant social ouvre la porte avec son grand sourire et dit : « venez, venez », vous avez l'air con quand même. On est d'accord, on a l'air bête. On se gêne, il y a une grande gêne qui se fait. Tandis que si le service social était à une place bien précise, puis les autres services seraient ailleurs, il y aurait moins de risque que certaines personnes se trouvent nez à nez avec quelqu'un qu'ils n'aimeraient pas rencontrer là. C'est ça ! Et puis surtout dès fois vous devez attendre, parce que bien sûr, il y a des cas qui prennent plus de temps que d'autres, mais bon, il n'y a encore jamais eu quelqu'un que je connais qui soit venu.*

*C'est un peu aux yeux de tout le monde cette salle d'attente. Moi je crains pour les personnes plus fragiles, qui vont se retrouver là, assises sur les trois chaises, et puis arrive tout à coup un ami, une connaissance, et leur dit : « ah mais t'es là, tu viens faire quoi ? », ce genre de questions-là. Vous voyez combien les personnes seront mal à l'aise ? Ça, c'est un plus négatif, mais vraiment un bon plus négatif. Surtout avec le nombre de personnes qui se retrouvent à l'aide sociale maintenant. Des personnes qui n'ont peut-être pas envie que d'autres le sachent.*

*C'est comme au chômage déjà, on se retire des autres, parce qu'on a quand même moins d'argent. On ne peut pas sortir. Enfin, on peut sortir un petit peu, mais on est obligé quand même de faire attention, il y a des frais, il y a 20% du salaire en moins, alors on se retire un peu de la société, sans se retirer vraiment complètement. Puis, du jour au lendemain, c'est le service social, et là, on se retire complètement. Si on ne sait pas faire attention, si on n'a pas une voie de garage, on est complètement dehors. En plus, on n'aimerait pas que les autres le sachent. Puis tout à coup on se*

retrouve là, on se met à causer : « ah mais tu viens faire quoi ? », « ah non je viens juste pour un papier », « non mais tu viens faire quoi ? » ...

J'en ai vu deux ou trois qui baissent la tête. Moi ça ne me dérange pas, je garde la tête haute, parce que je m'en fous, franchement, je m'en fous. Ma fois c'est comme ça, c'est la vie qui nous amène là. Ce n'est pas comme si j'avais un boulot et j'ai fais exprès de me faire mettre dehors pour aller au service social. Je suis arrivé là par les malheurs de la vie, par la force des choses.

Et c'est vrai que c'est assez impressionnant, parce qu'on a toujours peur : déjà on a peur de pas avoir son salaire à la fin du mois, si l'assistant décide que non, il manque des recherches d'emploi ou autres, on n'aura pas notre salaire. Il y avait donc cette peur. Et maintenant, il y a la peur des trois mois. Et en plus vous arrivez-là. C'est juste trois ou quatre places, ... vous arrivez là, c'est : « ahou ! Pourvu que personne ne me voit » !

L'assisté social a besoin, disons au départ du moins, d'être caché, jusqu'à ce qu'il reprenne vraiment confiance en lui. Une forme d'intimité.

– **Comment vivez-vous alors le fait de recevoir cet argent ?**

Je le vis, c'est tout. Mais je sais bien que cet argent, c'est, comment dire, un prêt de la commune, faut quand même être intelligent aussi. Bien entendu, je ne dis pas le contraire.

**14. Est-ce que le professionnel (assistant social) peut faire quelque chose d'autre pour vous aujourd'hui ?**

Mon assistant social actuel efface les mauvais points des autres, d'une manière générale. Parce qu'il y a eu de très mauvais points pendant des années et puis, depuis qu'il est arrivé, il a effacé beaucoup de points négatifs.

Je vois, par exemple M. B. qui s'investit, il veut aider au maximum. Il m'a donné un sacré coup de mains pour que je puisse faire ce que je veux, que je puisse faire le CFC. Il m'a donné un sacré coup de mains par rapport aux recherches de solutions et voir de quelle manière il faut m'aider pour que je puisse arriver à m'en sortir avec les démarches et tout ça, comme par exemple prendre contact avec la commune, avec le canton, etc.

– **En quoi est-ce important que le professionnel vous accompagne dans votre quotidien ?**

Je pense que c'est très important pour tous, par seulement pour moi. Il faut aider les gens, c'est important. Moi je le vois par ma propre expérience, je vous dis, avec ma descente en enfer, puis ma remontée, ... il faut encadrer les gens, ce qui ne se faisait pas avant. Avant, on touchait le truc et on sortait de là. Je vous parle des années 2000. On touchait l'argent, on sortait de là, et point final. Il fallait aller vers l'assistant social pour lui dire : « mais moi j'aimerais bien faire cela », sinon on ne vous le proposait pas. Tous les mois j'allais simplement pour signer ma feuille et toucher mon chèque.

– **Pensez-vous que les choses auraient été différentes si l'assistant social vous avait proposé des mesures ?**

Mais bien sûr ! Et je ne pense pas que pour moi, mais pour toutes les personnes qui se sont trouvées là et qui sont pour certaines restées en enfer, ou pour d'autres qui se sont sorties de là, mais c'est vrai que si on avait eu des accompagnements, ce que nous n'avions pas. Il y avait des structures, mais on ne nous les proposait pas. Il fallait par soi-même se débrouiller, par contact avec d'autres personnes qui avaient passé par ces structures et qui nous disaient : « mais il y a ça, puis ça, etc. ». Il y avait IPT à l'époque, et il fallait se renseigner par soi-même et aller vers l'assistant social et lui dire : « mais écoutez, il y a ça qui existe », et qui répondait : « ah oui, mais tu crois que c'est bien, t'as envie d'y aller ? », et j'ai dis que je veux y aller, voir ce que c'est, au moins voir ce que c'est. Et pour finir, c'est vous qui faites le boulot de l'assistant social.

Après il y a eu du renouveau. Il y a eu M. B. qui est à l'écoute, prêt à aider, ainsi de suite. Je vais vous donner juste un petit exemple : le premier assistant que j'ai eu ne m'avait jamais parlé du fait que les personnes qui sont au bénéfice de l'aide sociale, quand elle paie les assurances, comme par exemple

les Fr. 300.- de marge, avait le droit d'être remboursée. Moi je ne le savais pas. Je l'ai su que quand M. B. est arrivé, avant c'est moi qui payé tout sur mon aide sociale. C'est lui quand il est arrivé qu'il m'a dit : « mais non, vous avez droit à ça, puis à ça, etc. », et ça, ça change quand même. Et tout ce qui est des frais médicaux, parce qu'un moment j'ai eu des problèmes, les frais médicaux se sont entassés, l'argent partait vite, mais c'est vrai que quand je l'ai su, ça a été autre chose. Déjà rien que ça. Et dire qu'on ne vous le disait même pas quand vous arriviez. Il n'y a pas eu d'explications et de suivi avant. Et je ne serais peut-être pas arrivé là où je peux arriver maintenant, en arrivant donc jusqu'au CFC, je ne serais peut-être par arrivé jusque là.

Au bout d'un moment vous dégringolez en bas les escaliers, si vous n'avez pas quelqu'un pour vous tenir la main et vous retenir. Automatiquement, si vous n'avez pas quelqu'un qui vous tend la main, quand vous êtes à l'aide sociale, à moment donné, vous tombez.

Il n'y a pas que M. B., il y en a certainement d'autres. Mais ceux-là, ils méritent la médaille, parce qu'ils vous donnent un sacré coup de main. C'est vrai que, quand on est à l'aide sociale depuis un certain temps, bon celui qui fait deux mois ou trois mois ce n'est pas trop grave, mais quand on y est depuis quelques temps, quand on est descendu jusqu'au fond du trou et que quand vous avez quelqu'un qui vous ramène en haut, ça fait du bien. C'est un bon truc.

#### **15. Actuellement, que fait l'assistant social avec vous ?**

##### **– Que peut-il faire de plus ?**

Ce qu'il peut faire de plus ? Avant, l'entretien durait une heure. Puis il a été diminué, et je comprends tout à fait, il y a beaucoup de monde, je n'en veux à personne. L'assistant social passe quand même du temps à remplir des papiers et le temps de discussion, il est parfois raccourci. Et ça c'est dommage, c'est dommage parce que quand on a quelqu'un en face, c'est bien de pouvoir parler avec. Moi maintenant ça va, je suis dehors, je suis sur une bonne ligne. Mais il y a d'autres personnes qui en auraient vraiment besoin. Malheureusement, vous ne pouvez pas prendre le temps, vous n'avez pas la possibilité de prendre ce temps-là. Ça c'est un peu triste, parce que là, il va y avoir le risque que beaucoup de gens soient laissés au bord de la route. Ils ne seront pas accompagnés, on n'aura pas le temps de les écouter, et puis ces gens vont être des gens qui vont faire des dépressions ou autre.

Il y a des gens qui arriveront très bien à s'en sortir, parce qu'ils vont dire : « je suis au social, bon je m'en fous, je me trouverai du boulot demain », puis, il y a d'autres qui auront besoin d'eux, mais ils n'auront peut-être pas le temps. Vous aurez beaucoup de travail et serez obligés de les laisser au bord de la route. C'est ça que je trouve un peu dommage. Et même si vous ajoutez du personnel, l'administration trouvera le moyen de vous faire remplir d'autres papiers.

#### **16. Quels sont vos besoins, vos envies, vos attentes ?**

Mes besoins, on se dit toujours, avoir plus d'argent pour vivre, avoir un boulot, bien entendu, ça c'est un besoin nécessaire. Déjà pour soi-même, ça donne quelque chose de bien, et moi je pense que la chose la plus importante c'est de faire ce qu'on a envie de faire, donc de faire un travail qu'on a envie, parce que si on doit se lever le matin pour bosser et on se dit : « m\*\*\* ça me fait ch\*\*\* de bosser », ce n'est pas la peine, il vaut mieux rester dans son plumard. Alors moi j'essaie de faire quelque chose qui me fait plaisir. Maintenant je pars et je m'investis dans quelque chose qui me fait plaisir. J'aime bien mon job. Je suis bien, dans mon petit monde, tranquille, personne ne vient m'embêter. Le plus important c'est d'arriver à faire ce qu'on a envie dans la vie, si on ne peut pas, on râte quelque chose. Si on a la chance de pouvoir le faire, c'est très bien. On n'a pas toujours cette chance-là. Il faut essayer de rencontrer les bonnes personnes au bon moment, il faut essayer, ce n'est pas toujours simple. La vie nous apprend souvent que ce n'est pas simple de rencontrer les bonnes personnes. Dites-vous toujours, si vous étiez à la place de la personne qui est aidée, qui est assistée socialement, qu'est-ce que vous ferez, dans quel état vous seriez, se mettre à la place des assistés sociaux, et vous verrez que vous n'avez pas un boulot facile.

Etre assistant(e) social(e) ce n'est pas simple, mais d'être de l'autre côté de la table n'en plus, comme assisté, ce n'est pas simple du tout.

Alors bon courage, je ne veux pas votre place !